



HAL
open science

Vers une redéfinition des rapports sociaux de genre, de classe et de “ race ” par l’appropriation collective de l’espace? Une étude sur l’association des travailleurs maghrébins de France à Argenteuil

Lucille Nouri

► To cite this version:

Lucille Nouri. Vers une redéfinition des rapports sociaux de genre, de classe et de “ race ” par l’appropriation collective de l’espace? Une étude sur l’association des travailleurs maghrébins de France à Argenteuil. Géographie. 2016. dumas-01473200

HAL Id: dumas-01473200

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01473200>

Submitted on 21 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**VERS UNE REDEFINITION DES RAPPORTS SOCIAUX DE GENRE, DE
CLASSE ET DE « RACE » PAR L'APPROPRIATION COLLECTIVE DE
L'ESPACE ?
UNE ETUDE SUR L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS MAGHREBINS
DE FRANCE A ARGENTEUIL.**

Mémoire de master 2

Réalisé par Lucille Nouri

Sous la direction de Adelina Miranda et Naïk Miret

Année 2015-2016

*A mon grand-père Edgar, je garde ta main protectrice et tes éclats de rire près de mon cœur
pour toujours*

*Gracias a tus talentos de contador, te imagino hoy recorriendo el campo a caballo con tus
hermanos para ir a la escuela, respirando felicidad, y libertad*

Hasta siempre Tata, Padre

REMIERCIEMENTS

Je tiens à remercier mes tutrices Adelina Miranda et Naïk Miret, pour leur soutien tout au long de l'année et pour le temps qu'elles m'ont consacré pendant les moments clé de mon parcours à Migrinter.

Un grand merci à toute l'équipe de l'ATMF et plus particulièrement à Fouzia et Mohamed. Je salue leur courage et détermination pour ce projet de justice sociale qui s'est construit et résiste jour après jour, contre vents et marées.

Je remercie ma mère Ana pour ses relectures attentives et son vif intérêt pour ce mémoire. Merci à ma sœur Marisol de s'être occupée de moi dans les moments de grande fatigue.

Pour finir merci à Alba et Marlène pour nos discussions tout au long de l'année qui ont participé à la construction de ce sujet.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	9
CHAPITRE I. CONSTRUCTION DE L'OBJET DE RECHERCHE	15
1. Les rapports sociaux au prisme de l'intersectionnalité et de la production de l'espace.....	15
1.1 Des « rapports sociaux » au « rapport social constituant »	16
1.2 Rapports sociaux dans l'espace : géographie critique, géographie radicale et « production de l'espace ».....	19
2. Démarche de recherche et méthodologie.....	22
2.1 Documents officiels pour l'histoire des luttes collectives	23
2.2 Observation participante.....	24
2.3 Entretiens semi-directifs.....	26
CHAPITRE II. MIGRATIONS VERS ARGENTEUIL, QUARTIERS EMBLEMATIQUES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	29
2.1 Argenteuil : histoire migratoire et urbanisation	29
2.2 Val d'Argent, quartier historique de la Politique de la Ville	33
2.3 Des « travailleurs immigrés » aux « habitant-e-s des quartiers prioritaires »	37
CHAPITRE III. INTERSECTIONNALITE DES LUTTES COLLECTIVES : L'ATMF DU NATIONAL AU LOCAL	41
1. Aux origines de l'ATMF, les migrations ouvrières masculines	42
1.1 De Tétouan à Argenteuil : une migration « planifiée »	42
1.2 Des luttes à l'intersection des rapports sociaux de classe et des rapports Nord-Sud.....	45
1.3 Investir la banlieue industrielle parisienne : de l'AMF à l'ATMF.....	47
2. Appropriation collective de l'espace : du national au local.....	49
2.1 Des luttes des travailleurs aux luttes des « sans ».....	49
2.2 Une imbrication des échelles de la lutte	51

2.3 Vers une citoyenneté de résidence	55
CHAPITRE IV. FEMMES ET RECOMPOSITIONS DES LUTTES COLLECTIVES : PRATIQUES MILITANTES DANS UN « QUARTIER PRIORITAIRE »	59
1. Migrations féminines : les continuités de l'engagement entre pays de départ et d'arrivée ..	60
1.1 Femmes absentes ou femmes invisibles ?	60
1.2 Des parcours migratoires, militants et professionnels plus complexes	62
2. L'importance de l'ancrage dans l'espace de proximité	67
2.1 Une autre conception du politique, à l'intersection du public et du privé	67
2.2 L'accès à l'emploi, une question cruciale	71
3. Le paradigme intersectionnel : entre appropriation et distanciation.....	74
3.1 L'inscription dans le mouvement postcolonial	75
3.2 Expériences quotidiennes du racisme et du sexisme	79
3.3 Garder une unité de classe avant tout ?	82
CONCLUSIONS GENERALES.....	83
SOURCES.....	85
BIBLIOGRAPHIE.....	86
ANNEXES	89

INTRODUCTION GENERALE

Cette étude, qui est une réflexion sur les **lutttes collectives des migrant-e-s** résidant dans les quartiers populaires de France, a émergé à partir d'un terrain de recherche auprès **de l'Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) ancrée depuis 1980 dans un « quartier prioritaire » de la Politique de la Ville de la commune d'Argenteuil, dans le nord-est de l'Ile de France**. La notion de «lutte» a été choisie pour rester fidèle à la manière dont le groupe social, ici l'ATMF d'Argenteuil, conceptualise son action. Ces luttes désignent des formes d'action collective contre les violences et discriminations à l'égard des étranger-e-s et pour le maintien du lien social. Elles comprennent tant les activités régulières que les actions ponctuelles menées par l'association dans le cadre de son action de proximité auprès des habitants : cours de soutien éducatif, ateliers sociolinguistiques, assemblées générales, interventions dans les foyers de migrants, rassemblements et manifestations de revendication politique, fêtes de quartiers, débats...

Cet intérêt pour l'action collective et les mouvements sociaux dans les quartiers populaires a surgit, entres autres, à l'issue des terrains de maîtrise à Naples et de master 2 à Saint-Denis. Par le biais du droit à la ville et de la justice spatiale, nous avons pu appréhender les difficultés quotidiennes des habitant-e-s de ces quartiers liées à la conciliation des temps familiaux et de travail, et donnant lieu au déploiement de nombreuses stratégies pour « s'en sortir ». Parallèlement, les décalages constatés tant en France qu'en Italie, entre les problématiques sociales des habitant-e-s et les réponses apportées par les pouvoirs publics nous ont amenée à chercher les initiatives impulsées directement par la société civile.

L'ATMF a déposé ses statuts en préfecture en 1985 mais existait déjà depuis 1980 en tant qu'association de fait. Il convient de rappeler à cet égard la promulgation de la Loi n°81-909 du 9 octobre 1981 modifiant la loi du 01-07-1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit et en fait par des étrangers, qui a joué un rôle majeur pour ce secteur du tissu associatif. Effectivement, la loi dite Autain a abrogé les discriminations à l'encontre des étrangers introduites par le décret-loi de 1939, rétablissant

ainsi la liberté d'association dans sa plénitude de principe et sa généralité¹. Aussi, l'ATMF émerge dans un contexte de luttes sociales et politiques des années 70 en France, à la croisée des grandes grèves contre les restructurations industrielles et des luttes en faveur des droits des étrangers. Elle trouve ses origines dans l'Association des Marocains de France (AMF) créée après l'indépendance marocaine en 1960, qui milite pour les droits de l'homme au Maroc et la démocratisation du régime.

Les revendications de l'ATMF sont d'abord impulsées par des militants ouvriers, puis l'association se féminise progressivement au cours des années 1990, si bien qu'aujourd'hui la coordinatrice de la section Argenteuillaise est une femme et que son conseil d'administration a atteint et dépassé la parité. A l'origine, l'ATMF proposait aux travailleurs maghrébins une permanence sociale et juridique pour l'accès aux droits. Au fur et à mesure et à l'occasion de son inscription dans le cadre de la Politique de la Ville à travers ses dispositifs successifs, les activités de l'association se sont diversifiées par la mise en place d'une panoplie d'actions éducatives, juridiques, linguistiques et d'animation socioculturelle... Cette évolution peut également être observée dans d'autres associations qui se sont développées dans cette période et dans un cadre similaire. Ainsi, d'abord autonome, elle semble devenir ensuite davantage dépendante des orientations de l'Etat et des formes d'interventions façonnées par l'administration. De ce fait, l'ATMF distingue ses actions militantes de ses actions socio-éducatives. **On peut alors poser l'hypothèse de l'appropriation à l'échelle locale de ces « axes prioritaires » produits par la Politique de la Ville au cours de ces dernières années.**

Problématique

Le questionnement principal a émergé, nourri conjointement de ces expériences sur le terrain et des lectures : **dans quelle mesure et à quel(s) niveau(x) les rapports sociaux hiérarchiques sont-ils mis en tension et modifiés par les luttes collectives ?** Comme le soulignent effectivement Danièle Kergoat, Adelina Miranda et Nouria Ouali, ces mobilisations renvoient à « *la question de l'émancipation qui s'articule en plusieurs phases et dont l'aboutissement implique à la fois la remise en cause des logiques de domination, la*

¹<http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/documentation/dossiers-thematiques/2001-anniv.-loi-de-1901-relative-au-contrat-d-association/historique-de-la-conquete-du-droit-d-association.16462.html>

transformation des rapports sociaux et la mise en œuvre de nouvelles pratiques ». ² Le rapport social peut se définir comme une construction qui divise et hiérarchise la société. Parmi les plus importants, on peut relever les rapports de classe, de genre et de «race». Ces rapports naissent de trois principales formes d'oppression historiquement construites que sont le capitalisme, le patriarcat et la colonisation. **A partir du concept de rapport social, la problématique de cette étude s'inscrit au croisement de deux champs de recherche en géographie et en sociologie.**

A l'instar de l'Ecole de Chicago, les travaux d'Henri Lefebvre invitent le chercheur à observer minutieusement la vie quotidienne pour comprendre les rapports sociaux qui se jouent dans l'espace et qui participent à sa production et à sa redéfinition (Lefebvre, 1974). Toujours selon lui, « *Changer la vie, changer la société, cela ne veut rien dire s'il n'y a pas **production d'un espace approprié*** » ³. A partir de ses théorisations sur la production de l'espace, nous analyserons les luttes évoquées comme une appropriation collective de l'espace visant à mettre fin, ou tout du moins à modifier un certain nombre d'inégalités sociales. Dans la continuité de nos premières recherches autour de la notion d'«*usages populaires de l'espace*» (Bacqué, Sauvadet, 2011) face aux politiques de rénovation urbaine dans un «Quartier Politique de la Ville» de Saint-Denis, nous souhaitons **mener aujourd'hui une réflexion sur la dimension spatiale des rapports sociaux à partir du quartier du Val d'Argent.**

Dans un premier temps, l'historicisation à la fois collective et individuelle est indispensable à la compréhension de la construction et de la recomposition de ces luttes aujourd'hui. Quelles sont les premières migrations à l'origine de la création de l'association en 1980 ? A quelles problématiques sociales et politiques répond le projet associatif au départ ? Comment a-t-il évolué ? Qu'est ce que l'arrivée des femmes dans l'association a modifié en termes d'actions mises en place ? L'objet de cette recherche sera ainsi de voir comment l'intersectionnalité des rapports sociaux se traduit dans la construction et l'organisation des luttes collectives dans l'espace :

Premièrement, de nombreux travaux en sociologie ont montré que **les rapports sociaux de classe, genre et «race» n'agissent pas de manière autonome mais plutôt en interaction**

² Miranda A, Ouali N, Kergoat D, « *Les mobilisations des migrantes : un processus d'émancipation invisible ?*. Introduction», Cahiers du Genre 2/2011 (n° 51) , p. 5-24 Page 13

³ Lefebvre, H. (1974) *La production de l'espace*, Economica, Coll Ethnosociologie, 512p. P.

dans la production et reproduction d'inégalités sociales. Ainsi, les travaux du courant *black feminism* aux Etats-Unis conceptualisent l'*intersectionnalité* pour dénoncer les inégalités vécues par les femmes noires qui se trouvent au croisement des systèmes de domination de genre, de classe et de «race» (Crenshaw, 1989) : *"L'approche intersectionnelle va au-delà d'une simple reconnaissance de la multiplicité des systèmes d'oppression opérant à partir de ces catégories et postule leur interaction dans la production et la reproduction des inégalités sociales (Crenshaw 1989 ; Collins 2000 ; Brah & Phoenix 2004)."*⁴ Dans cette perspective, les systèmes de domination et les inégalités sociales qu'ils engendrent doivent être envisagés non comme des systèmes autonomes mais bien comme interdépendants dans leur construction et dans leur formation (Bilge, 2010 ; Bacchetta, 2015).

Deuxièmement, notre approche s'inscrit dans la lignée des travaux de géographie radicale française, anglo-saxonne et latino-américaine qui analysent les **processus de domination/résistance qui se jouent dans l'espace et participent à sa transformation**. Longtemps négligé dans les sciences sociales, l'espace connaît aujourd'hui un regain d'intérêt : aussi appelé « *tournant spatial* », ce renouveau consiste en une prise en compte de notions (territoire, paysage, espace) et d'approches (multiscale, transscale) géographiques au sein des sciences sociales (Direnberger, Schmoll, 2014 : par.1). Cela dit, **les travaux de géographie portant sur les effets des rapports sociaux dans l'espace ont peu mis l'accent sur leur dimension intersectionnelle**. Ils abordent plutôt la classe et le genre comme des systèmes autonomes. Ainsi, les derniers écrits invitent à prolonger les recherches dans ce domaine (Clerval, Fleury, Rebotier, Weber, 2015). Pour reprendre Claire Hancock, « *il peut y avoir une vertu heuristique de considérer le patriarcat, comme d'autres formes de domination, comme un système spatialisé, qui utilise l'espace pour se consolider, se masquer derrière l'espace ou s'incarner dans l'espace* »⁵. En partant du postulat que ces systèmes de domination qui agissent en interaction sont spatialisés, dans quelle mesure la construction d'un espace militant permet-elle une redéfinition de ces rapports sociaux dans la ville ?

La problématique de cette étude est donc née d'un va et vient constant entre lectures théoriques sur l'intersectionnalité (Crenshaw, 1989) et la production de l'espace (Lefebvre, 1974) et expérience sur le terrain auprès de l'ATMF d'Argenteuil. Ces éléments permettent de

⁴ Bilge S., « *Théorisations féministes de l'intersectionnalité.* », Diogène 1/2009 (n° 225) , p. 70-88 par.2

⁵ Hancock, C. « *L'espace ressource ou leurre : qu'est-ce que penser spatialement fait gagner, et perdre, à la réflexion sur le genre ?* », Les cahiers du CEDREF [En ligne], 21 | 2014, mis en ligne le 20 octobre 2015

distinguer **trois types d'espace à appréhender** : les **pays d'origine des fondateurs et membres de l'association, la ville d'Argenteuil comme lieu d'accueil et le « quartier prioritaire » en tant que base d'ancrage et de production de pratiques**. A partir de là et de nos lectures, plusieurs hypothèses apparaissent :

- Les luttes collectives mises en place par les membres de l'ATMF traduisent l'intersectionnalité des rapports sociaux genre / classe / race (Crenshaw, 1989)
- Cette intersectionnalité des rapports sociaux produit l'espace (Lefebvre, 1974) qui est modifié à mesure que ces rapports se redéfinissent (Kergoat, 2011)
- La redéfinition de ces rapports sociaux passe par l'appropriation collective de l'espace par le groupe social (Lefebvre, 1974)
- Cette appropriation collective se traduit dans la manière dont sont réappropriés les dispositifs produits par la Politique de la Ville

Annonce du plan

Nous apporterons des éléments de réponse à ces questionnements en trois temps : le premier chapitre sera consacré à **la présentation approfondie du cadre théorique de la recherche et du dispositif méthodologique** mis en place. Nous présenterons ensuite dans le deuxième chapitre le contexte géographique de l'étude en retraçant brièvement **l'histoire politique et migratoire de la ville d'Argenteuil, ainsi que celle du « Quartier Politique de la Ville » en France**. Le deuxième chapitre sera une réflexion sur la **genèse de l'ATMF au prisme de l'intersectionnalité** à partir de l'analyse d'archives et d'entretiens biographiques auprès des militants d'une association à ses débuts exclusivement masculine. Le dernier chapitre présentera l'émergence des femmes comme actrices incontournables de la pratique militante dans l'espace de proximité. Nous mobiliserons la notion d'expérience migratoire pour comprendre les continuités avec l'engagement militant dans les pays d'origines. Finalement, nous aborderons l'inscription dans des réseaux nationaux et internationaux du mouvement « postcolonial » revendiquant les théories de l'intersectionnalité.

Limites de la recherche

La présente étude comporte certaines limites. Envisagée notamment comme l'élaboration d'un projet de thèse, nous chercherons ici à poser les bases théoriques d'un futur travail de recherche. Basée sur deux mois d'observation participante, une demi douzaine d'entretiens et plusieurs mois de participation active à la vie de l'association, nous avons conscience que les résultats de l'enquête sont plutôt des orientations de questionnements sur les rapports sociaux qui correspondent mieux à la réalité sur le terrain que ceux posés au départ. Avant d'arriver à Argenteuil, nous ne connaissions rien de cette ville ni de l'association. C'est pourquoi cette étude est plus une découverte approfondie du sujet dans son contexte historique et politique qu'une présentation minutieuse des résultats de l'enquête qui n'est que trop peu exhaustive pour le moment. En revanche, sont proposées de nouvelles hypothèses plus adaptées, confortant une vision de la recherche comme processus en constante évolution.

CHAPITRE I. CONSTRUCTION DE L'OBJET DE RECHERCHE

Les premiers et deuxièmes chapitres de notre étude présentent la construction de l'objet de recherche, qui s'articule en trois parties. Dans la première est proposée une réflexion sur les théorisations mobilisées qui combinent l'intersectionnalité des rapports sociaux (Crenshaw, 1989) et la production de l'espace (Lefebvre, 1974) **donnant lieu à une approche pluridisciplinaire**. La deuxième partie est consacrée à la présentation du dispositif méthodologique mis en œuvre qui repose sur une enquête qualitative combinant l'analyse d'archives, l'observation participante et les entretiens semi-directifs.

Finalement, la troisième partie présentée dans le deuxième chapitre est une exploration du contexte géographique du terrain d'étude. Y est abordé l'intérêt de la ville d'Argenteuil que l'on peut considérer comme un laboratoire des migrations postcoloniales, et celui des quartiers du Val d'Argent qui sont emblématiques de la Politique de la Ville.

1. Les rapports sociaux au prisme de l'intersectionnalité et de la production de l'espace

Mobiliser les apports conjoints des théories de l'intersectionnalité et de celles de la production de l'espace pour étudier les mobilisations collectives dans les quartiers populaires n'est pas un choix anodin. En effet, elles émergent dans des contextes politiques précis et revendiquent l'une comme l'autre la poursuite d'un projet de « justice sociale ». D'une part, la géographie « radicale » puis « critique » se développe dans les années 60 dans le but de montrer le rôle de l'espace dans la production d'inégalités sociales. Récemment, les géographes de ce courant le définissent ainsi : « *L'espace est le produit de rapports de pouvoir, en même temps qu'il produit à son tour des inégalités, de la vulnérabilité, de l'oppression : le processus est circulaire* »⁶. D'autre part, le concept d'intersectionnalité voit le jour en 1989, suite au concept RGC (Race - Gender - Class) au sein du courant des *Women's Studies* et du *Black Feminism* dans le but de théoriser la complexité du phénomène d'oppression multiple (Bilge, 2010). Comme le relève Sirma Bilge, « *Il ne s'agissait nullement d'un savoir élaboré dans le but de*

⁶ Clerval A., Fleury A, Rebotier J., Weber S. (2015) *Espace et rapports de domination*, Presses universitaires de Rennes. Cinquième partie : "Gérer les indésirables" : dispositifs de mise à l'écart et tactiques de résistance. p.269

*contribuer à l'avancement des connaissances, selon l'expression consacrée, mais d'un savoir militant au même titre que les théories féministes et marxistes ».*⁷

Comment étudier l'espace au prisme de l'intersectionnalité ? Jusqu'à aujourd'hui, de solides travaux en géographie critique et plus récemment géographie du genre ont montré la traduction des rapports sociaux dans l'espace. Ces travaux se focalisaient cependant sur une vision autonome des rapports sociaux : la classe d'un côté, le genre de l'autre... Or, l'approche intersectionnelle parle d'un **rapport constituant** qui comprend la classe, le genre, la race, l'âge, la sexualité entre autres (Bilge, 2010). Notre interrogation sur la dimension spatiale de l'intersectionnalité s'inscrit dans les débats théoriques autour des apports et des limites de ce concept qui peut tendre à démultiplier à l'infini les rapports sociaux producteurs d'inégalités. Judith Butler affirme ainsi que « *Les théories de l'identité féministe qui combinant plusieurs prédicats - la couleur, la sexualité, l'ethnicité, la classe et les capacités physiques - finissent toutes sur un "etc" embarrassé. En alignant cette liste d'adjectifs, ces positions essaient d'englober un sujet situé, mais sans jamais réussir à boucler définitivement la liste* »⁸. Cette première partie sera l'occasion de défendre l'intérêt de l'approche intersectionnelle pour l'étude des mobilisations collectives et de leur dimension spatiale.

1.1 Des « rapports sociaux » au « rapport social constituant »

Le concept d'intersectionnalité naît de l'apport conjoint des chercheuses du courant *black feminism* Kimberlé Crenshaw et Patricia Hill Collins, **à partir d'une double critique des mouvements sociaux aux Etats-Unis d'une part, et de l'épistémologie occidentale d'autre part**. D'un côté, elles reprochent au féminisme hégémonique d'ignorer les inégalités entre femmes liées au racisme, et au mouvement antiraciste de se montrer aveugle devant la problématique du sexisme. De manière générale, les mouvements sociaux qui s'attaquent à une seule forme d'oppression sont remis en question. Cependant, le courant *black feminism* rejoint la lutte anticapitaliste avancée par le marxisme malgré une vive critique d'une vision qui se réduit à l'unique rapport social de classe (Bilge, 2010). D'un autre côté, l'intersectionnalité est présentée comme une approche alternative en réponse à l'opposition

⁷ Bilge, S. « *De l'analogie à l'articulation : théoriser la différenciation sociale et l'inégalité complexe* », L'Homme et la société 2010/2 (n° 176-177), p. 43-64. P.47

⁸ Butler, J. (1995) *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte. P.267-268

épistémologique entre positivisme et postmodernisme : **le but est de comprendre les inégalités de manière plus fine afin d'élaborer des réponses adaptées dans le cadre d'un projet de justice sociale** (Hill Collins, 2015).

Comme l'avait revendiquée Franz Fanon dans son célèbre « Peaux noires, masques blancs », l'intersectionnalité est elle aussi fondée sur une épistémologie de l'expérience des individu-e-s. En ce sens, elle s'inscrit dans ce que Walter Dignolo appelle la « déprise décoloniale » consacrée pendant la conférence de Bandung, où s'est affirmée la position des non alignés. Il fait référence à la démarche de Fanon : « *Ô mon corps, fais de moi toujours un homme qui interroge ! Il formule ainsi en une seule phrase toutes les catégories de base de l'épistémologie frontalière : la perception biographique du corps noir dans le tiers monde, fixant ainsi une politique de la connaissance ancrée à la fois dans le corps et dans les histoires locales.* »⁹ A partir de l'expérience individuelle, le paradigme intersectionnel considère la simultanéité de différentes formes d'oppression et l'impossibilité de les hiérarchiser. Le principal apport est donc de proposer une « **théorisation holiste de la domination** »¹⁰ : plutôt que de se référer à des catégories préexistantes, l'idée est d'envisager un *rapport social constituant* comme processus co-construit par le genre, la classe, la race, l'âge, la sexualité... Plus récemment, Paola Bacchetta qui étudie les alliances féministes transnationales propose une définition intéressante de ce *rapport social constituant* : « *Il est plus utile de conceptualiser ces pouvoirs non pas comme des lignes séparées, même si elles s'entrecroisent, mais plutôt comme des co-formations multidimensionnelles dans lesquels le genre, la race, la sexualité, la classe sociale, la postcolonialité, etc., opèrent inséparablement, à la fois dans les registres du discours et dans ceux de la matérialité.* »¹¹

Les théoriciennes de l'intersectionnalité proposent donc une approche intégrée des inégalités ayant pour but d'agir sur les mouvements sociaux dans leur production de discours revendicatifs qui doivent prendre en compte la condition des minorités, mais aussi dans leur matérialité, autrement dit dans leurs pratiques d'action collective. Mais elles sont aussi une

⁹ Mignolo, W. « Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique », *Mouvements* 2013/1 (n° 73), p. 181-190. P.183

¹⁰ Bilge, S. « De l'analogie à l'articulation : théoriser la différenciation sociale et l'inégalité complexe », *L'Homme et la société* 2010/2 (n° 176-177), p. 43-64. P.60

¹¹ Bacchetta, P., "Réflexions sur les alliances féministes transnationales" dans : Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Lefevre et Fatou Sow (coords.), 2010. *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Paris : Les Presses de Sciences Po. 278 p.

critique des politiques publiques et plus généralement du système néolibéral, qui ne prennent nullement en compte la complexité des inégalités dans leurs lignes directrices et qui essentialisent les minorités en les renvoyant à leur individualité. Ainsi, Patricia Hill Collins dénonce les difficultés pour les chercheuses noires de développer leur approche critique dans le milieu universitaire, qui « *encourage à remplacer des formes robustes de savoir développées dans le cadre des mouvements sociaux par des solutions étroites, individuelles, et fondées sur le "marché aux problèmes sociaux"* »¹². Est-ce le cas sur notre terrain à l'ATMF ? A ce propos, des travaux français de Corinne Mélis sur les associations féministes de migrantes « Nanas Beurs » et « Voix d'Elles Rebelles » témoignent de cette incapacité de prise en compte de l'intersectionnalité des inégalités par les institutions qui ne traitent qu'une part des problématiques (violence de genre, mariages forcés) alors que le projet associatif initial visait à remettre en cause l'ensemble des inégalités subies par les femmes migrantes ou issues de l'immigration. **Ainsi, une des hypothèses principales avancées pour la présente recherche est que les rapports de genre, classe et race sont pris en compte séparément par les institutions alors que les inégalités sont le résultat de l'imbrication de ces rapports sociaux.**

Parallèlement à cela, Danièle Kergoat travaille en France depuis les années 60 à une sociologie engagée construite progressivement « *à la croisée de trois mouvements sociaux : le mouvement ouvrier, la guerre de libération menée par les Algériens (en Algérie mais aussi en France, il ne faut pas l'oublier) et le mouvement des femmes* »¹³. De la même manière que les théoriciennes du *black feminism*, elle insiste sur l'importance de mener un travail empirique conséquent, d'observer finement les pratiques au sein même d'un groupe social pour comprendre l'imbrication des rapports sociaux de classe, de genre et de «race». Ainsi, elle a d'abord découvert, en enquêtant dans une entreprise d'embouteillage d'eau minérale en 1969, l'hétérogénéité de la classe ouvrière et les tensions internes qui s'expliquaient par l'entrecroisement des rapports de classe et des rapports Nord-Sud, avec l'arrivée des travailleurs immigrés d'Europe du Sud et du Maghreb. Elle a ensuite intégré le rapport de sexe en analysant les inégalités de conditions de travail entre femmes et hommes ouvrier-e-s et les difficultés pour les femmes à se constituer en groupe social.

¹² Hill Collins, P. « Toujours courageuses [*brave*] ? Le féminisme noir en tant que projet de justice sociale », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 20 | 2015, mis en ligne le 15 juin 2015

¹³ Kergoat, D. « Une sociologie à la croisée de trois mouvements sociaux », *L'Homme et la société* 2010/2 (n° 176-177), p. 27-42. P.42

Cette volonté de comprendre la complexité des inégalités comporte cependant des limites. Déjà, on peut se poser la question de la **fragmentation ou de l'éclatement des mobilisations collectives qui peinent à trouver leur unité face à une vision complexe des inégalités**. Cette question s'est en effet concrètement posée sur notre terrain à l'ATMF suite à l'intervention d'une politologue sur les discriminations genre-classe-race lors de la journée de lutte pour les droits des femmes. La directrice de l'ATMF a fait part de ses doutes vis à vis de ces revendications qui divisent plus qu'elles n'unissent les luttes dans les quartiers populaires. Malgré la complexité des problématiques sociales, ne faut-il pas au contraire chercher ce qui rassemble ? Ensuite, comme évoqué précédemment, l'inégalité complexe amène à prendre en compte une infinité de rapports sociaux sans hiérarchie au risque de fragiliser la portée théorique de l'intersectionnalité.

Ceci étant dit, notre approche prendra en compte l'imbrication de la classe, du genre et de la race (Kergoat, 2010) qui interagissent dans la production d'inégalités ainsi que dans la construction du groupe social et de ses luttes collectives. **L'entrée par la dimension spatiale des rapports sociaux sera une manière d'aborder leurs effets sur plusieurs échelles géographiques ce qui permettra de rendre compte de cette inégalité complexe.**

1.2 Rapports sociaux dans l'espace : géographie critique, géographie radicale et « production de l'espace »

La géographie radicale, considérée aujourd'hui comme une branche de la géographie critique, est née à la fin des années 60 aux Etats-Unis à l'initiative de chercheurs marxistes dont la figure emblématique est David Harvey. Cette pensée radicale, emprunte des discours anticoloniaux et anticapitalistes est consacrée par la création de la revue *Antipode* en 1970. L'approche radicale d'un point de vue épistémologique vise à « *déterrer les causes profondes par delà les apparences. Pour cela, il est souvent nécessaire de faire appel à des pensées systémiques* »¹⁴. En ce sens elle mobilise une approche structuraliste en dénonçant les inégalités produites par une organisation capitaliste de la société. En France, on assiste à l'émergence d'une géographie sociale plus modérée, attentive aux inégalités mais beaucoup plus institutionnalisée. Cependant, la création de la revue *Hérodote* et la publication de

¹⁴ Gintrac, C. « *Géographie critique, géographie radicale : comment nommer la géographie engagée ?* » Carnets de géographes, n°4, septembre 2012, Rubrique Carnets de recherches.

l'ouvrage « *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre* » par Yves Lacoste en 1976 témoigne d'une approche radicale (Gintrac, 2012).

La géographie critique émerge quant à elle de l'apport conjoint des approches radicales et des théories postmodernistes à la fin des années 80. Tout comme les théories de l'intersectionnalité, la géographie critique se veut engagée auprès des mouvements sociaux et reste proche du marxisme tout en s'éloignant du « réductionnisme de classe ». Cette géographie critique davantage institutionnalisée englobe une multiplicité d'approches : géographie du genre, géographie des minorités etc... Ici aussi, le risque est de tendre vers un affaiblissement de l'approche critique (Harvey, 2011). Dans ces conditions, **comment intégrer en géographie une approche complexe des inégalités à travers la notion « holiste » de rapport constituant** développée par les théories de l'intersectionnalité ?

Souvent considéré comme philosophe plus que comme géographe, le théoricien Henri Lefebvre réfléchit depuis les années 60 à l'espace en tant que produit des rapports sociaux de domination. Peu mobilisé en France jusqu'à récemment, ses théorisations ont surtout été réactualisées parmi les chercheurs et chercheuses anglo-saxon-e-s et latino-américain-e-s (Martin, 2006). La démarche de Lefebvre vise à **articuler les échelles du local au global en portant une attention particulière à la complexité des rapports sociaux dans l'espace de la vie quotidienne**. Ainsi, l'espace est considéré comme le « produit » ou la matérialisation des rapports sociaux de domination qui sont en tension permanente. Il parle alors de complexification de la conflictualité dans et pour l'espace : « *Les formes de cette lutte sont beaucoup plus variées que jadis. En font partie bien sur les actions politiques des minorités* »¹⁵. Cela renvoie aux théories de l'intersectionnalité. Par ailleurs, et c'est sans doute le point qui nous intéresse le plus pour la présente étude, il affirme que la redéfinition des rapports de domination n'est possible que s'il y a production d'un espace approprié collectivement. Cette appropriation passe par la subversion de ce qu'il appelle « l'espace dominé ». Il soutient alors qu' « *un groupe : une classe ou fraction de classe, ne se constituent et ne se reconnaissent comme "sujets" qu'en engendrant (produisant) un espace (...)*L'investissement spatial, la production de l'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort »¹⁶. En Amérique Latine, l'importance des mouvements sociaux des années 1990 et 2000

¹⁵ Lefebvre, H. (1974) *La production de l'espace*, Economica, Coll Ethnosociologie, 512p. P.68

¹⁶ Lefebvre, H. (1974) *La production de l'espace*, Economica, Coll Ethnosociologie, 512p. P.479

ont donné lieu dans la même lignée à des recherches sur cette appropriation de l'espace dominé de manière à : « *Prendre l'espace comme instrument pour freiner, retourner et essayer de nouvelles formes productives non capitalistes* »¹⁷. Marcelo Lopez de Sousa aborde par exemple la « *réinvention de pratiques spatiales émancipatrices* »¹⁸ à travers l'autogestion pour mettre en lumière cette appropriation collective de l'espace développée par les « Mouvements des Sans Terre » au Brésil et les « Piqueteros » en Argentine. C'est autour de ces questions que s'achèveront nos troisièmes et quatrièmes chapitres. **Voit-on apparaître ces pratiques spatiales émancipatrices à l'ATMF d'Argenteuil ?**

La pensée d'Henri Lefebvre a donc permis d'élaborer une des hypothèses principales autour de l'importance de l'appropriation collective de l'espace de proximité pour tendre vers une redéfinition des rapports sociaux de domination. Nous rejoignons aussi sa **démarche méthodologique qui accorde une attention particulière à la vie quotidienne et aux pratiques socio-spatiales dans l'espace du quotidien, tout en les reliant à des dynamiques plus structurelles.**

Dans l'ouvrage de géographie critique et radicale « *Espace et rapports de domination* » paru en 2015, les auteur-e-s invitent à la production de travaux autour de l'intersectionnalité des rapports sociaux dans l'espace. Au vu des considérations évoquées dans cette première partie, une approche pluri scalaire (à partir du quartier, de la ville et de l'espace transnational) de l'intersectionnalité à partir des trois rapports sociaux fondamentaux de genre, de classe et de race (Kergoat, 2010) permettra d'aborder la dimension structurelle des inégalités (à travers l'analyse institutionnelle) tout en évitant le « réductionnisme de classe ».

Nous proposons de présenter dans la deuxième partie la démarche de recherche et la méthodologie, pour ensuite aborder dans le prochain chapitre l'intérêt de la ville d'Argenteuil et de l'ATMF pour étudier l'intersectionnalité des luttes, l'appropriation collective de l'espace et les tentatives de redéfinition des rapports sociaux.

¹⁷ Calderón Aragón, G., Hernández, E.L., (2011) «*Descubriendo la espacialidad social desde América Latina : reflexiones desde la geografía sobre el campo, la ciudad y el medio ambiente*», Itaca, Coll. Cómo pensar la geografía, 343p. P.19

¹⁸ P.53

2. Démarche de recherche et méthodologie

La présente démarche de recherche s'est construite sur un va et vient constant entre terrain et théorie. L'expérience à l'ATMF, faite de conversations quotidiennes avec les membres de l'association et habitant-e-s du quartier, de participation à la vie quotidienne des lieux, aux ateliers, aux cours de soutien scolaire, ainsi qu'aux évènements ponctuels ont permis de faire le lien avec les théorisations les plus adéquates. Tout au long des phases d'observation, nous avons ainsi confronté les théories de l'intersectionnalité et de la production de l'espace à la réalité factuelle sur le terrain. C'est de cette manière que les hypothèses et la problématique de départ ont été reformulées. **Ce deuxième chapitre présente de manière détaillée les constats sur le terrain qui ont participé à la reformulation de la problématique.**

Le travail de terrain s'est déroulé de début février à début mai au sein de l'ATMF d'Argenteuil. Le statut était double, puisqu'à côté de la recherche j'ai été salariée en tant que chargée de mission pour la mise en place d'un restaurant d'insertion. Le dispositif méthodologique présenté ici repose à la fois sur les archives de l'ATMF, où a été travaillée la conscience en tant que groupe social par la production d'une histoire collective, qui ont d'ailleurs fait l'objet d'un don aux archives nationales en 2011. Je mobilise aussi un matériel d'observation participante et d'entretiens semi-directifs où sont retracés les parcours migratoires et l'arrivée à Argenteuil des membres de l'association.

A l'instar de Norbert Elias, Didier Fassin invite à penser l'engagement et la distanciation du chercheur comme deux pôles inséparables dans la construction du savoir : « *non seulement le rapport du chercheur au monde est à la fois épistémologique et politique, mais il est nécessairement fait d'engagement et de distanciation* »¹⁹.

¹⁹ Fassin, D. « *L'anthropologie entre engagement et distanciation. Essai de sociologie des recherches en sciences sociales sur le sida en Afrique* » P.44

2.1 Documents officiels pour l'histoire des luttes collectives

Dès mon arrivée à l'association, j'ai lu les trois derniers rapports d'activité annuels de l'ATMF qui ont donné une idée globale des actions régulières et ponctuelles mises en place. Ces documents apportent aussi des données importantes sur les usager-e-s de l'ATMF : sexe, âge, nationalité, problématiques récurrentes auxquelles ils et elles sont confronté-e-s. Les rapports d'activité, les informations sur le site internet et les conversations avec les membres de l'ATMF indiquent que sont distinguées les actions militantes des actions sociales et éducatives. Les actions militantes sont celles qui concernent l'engagement de l'ATMF dans différentes luttes : elle est ainsi membre actif du collectif « Vérité de Justice pour Ali Ziri », du collectif départemental de soutien au Roms, du collectif des sans papiers d'Argenteuil, et plus récemment du collectif « Stop Etat d'Urgence », entres autres. Ces actions militantes se déclinent par la participation des membres de l'ATMF aux rassemblements de soutien à ces différentes luttes politiques, mais aussi par les actions de la permanence sociale et juridique qui concerne souvent des demandes de régularisation. A titre d'exemple, le soutien aux Roms s'exprime par des actions de solidarité quotidienne menées par la coordinatrice de l'association : relogement des familles suite aux démantèlement des camps, obtention de denrées alimentaires, inscription des enfants à l'école...

A côté de cela, les actions sociales et éducatives de l'ATMF comprennent les ateliers sociolinguistiques, les cours de soutien scolaire et les activités ponctuelles et de loisirs. Comme précisé dans l'introduction, le choix de départ est de ne pas faire de distinction entre ces deux types d'action collective, puisqu'elles rejoignent le même objectif de lutte contre les discriminations et pour le maintien du lien social. Par exemple, une action culturelle comme une sortie collective au cinéma pour visionner et débattre autour d'un long métrage sur la vie d'une famille Rom en France constitue une action militante. **C'est à partir de l'observation de ces actions qu'à émergé la notion de « luttes collectives » comme objet de recherche.**

Au fil des conversations quotidiennes, j'ai réalisé l'ampleur et la richesse de l'histoire collective de l'ATMF, ainsi que le travail de mémoire conséquent qui a été élaboré. A l'échelle locale, l'association a par exemple présenté pendant le mois d'octobre 2015 une exposition commémorant les 30 ans de son existence.. La production d'histoire est un travail qui fait l'objet de beaucoup d'attention : concernant par exemple l'histoire d'Ali Ziri, un des membres

actifs de l'association a écrit un roman ; des reportages photographiques sont toujours réalisés lors des activités régulières et des évènements ponctuels. A l'échelle nationale, le réseau de l'ATMF composé de 20 associations membres possède aussi une histoire collective très importante.

Je mobilise aussi les archives par le biais d'internet : articles de journaux concernant les luttes de l'ATMF.

2.2 Observation participante

La présence dans les locaux de l'association et dans le quartier du Val d'Argent Sud ont constitué la base du travail d'observation participante. L'accueil chaleureux des salariés et bénévoles de l'ATMF ont permis d'être très rapidement immergée dans la réalité du terrain. J'ai constaté d'emblée l'ancrage local de la structure, si l'on considère le très grand nombre de passages quotidiens des habitant-e-s dans les locaux, pour participer aux activités mais aussi pour partager des moments de convivialité, ou tout simplement à la recherche d'un interlocuteur de confiance. Les habitantes du quartier sont par exemple très actives dans l'association : bénévolat pour les cours de soutien scolaire ; goûters pendant les vacances avec le groupe du soutien scolaire ; repas solidaires dans les foyers de migrants... **De manière générale, la force de l'ancrage local a permis de repenser le groupe social en tant qu' « habitant-e-s du quartier » et d'élargir l'espace d'analyse de l'association au quartier.**

Au cours de ces trois mois d'observation participante, j'ai tenu quotidiennement un journal de terrain qui fait aujourd'hui 50 pages dans lequel ont été notés l'ensemble des évènements marquants de la journée et le contenu des conversations informelles. Ce journal a permis, comme le relève Serge Paugam « *d'accumuler un matériau dont l'hétérogénéité sciemment cultivée ne serait pas un frein mais un point de départ pour l'analyse* »²⁰. La richesse de ce matériel et les contradictions relevées dans ce journal ont donné lieu à une redéfinition de la problématique. J'ai découvert notamment **les liens qui unissaient actions militantes et actions socio-éducatives dans un projet général d'accès aux droits et de redéfinition de la notion de citoyenneté.** J'ai aussi remarqué **l'importance des pratiques de circulations et**

²⁰ Paugam, S. (2010) *L'enquête sociologique*, Presses Universitaire de France, 458p. P.153

l'appartenance à des familles transnationales de l'ensemble des membres et usager-e-s de l'ATMF.

L'observation participante a été effectuée sous deux statuts : chargée de mission pour un projet de restaurant d'insertion d'un côté, et bénévole d'un autre côté pour les différentes activités de l'association, notamment les cours de soutien scolaire auprès d'enfants et adolescents de 6 à 18 ans. Dans le cadre du projet de restaurant d'insertion, j'ai effectué un travail de formalisation du projet, en discutant avec les membres actifs du projet autour de leurs idées et stratégies de mise en place. J'ai ainsi pu découvrir de manière approfondie les activités effectuées par l'Espace Femmes Citoyennes de l'ATMF et leur portée militante. Plus précisément, la rencontre avec une des formatrices des ateliers sociolinguistiques m'a permis de découvrir au fil de longues discussions le rôle des femmes dans l'association. Des conversations informelles répétées ont aussi eu lieu avec deux femmes souhaitant faire partie intégrante du projet et ayant une expérience conséquente dans le secteur de l'hôtellerie et la restauration. J'ai aussi participé à ce titre à un ensemble de réunions avec le comité stratégique du projet et avec les partenaires institutionnels, ce qui m'a permis d'observer la manière dont les rapports sociaux genre-classe-race traversent ces institutions.

Dans le cadre des activités de bénévolat, j'ai intégré l'équipe d'animateurs du soutien scolaire, pour la plupart des habitant-e-s du quartier (jeunes adultes et adultes) du lundi au vendredi de 17h à 19h30. Cette expérience m'a permis de connaître les jeunes habitant le quartier, et d'échanger sur des thématiques comme les difficultés de réussite scolaire et d'orientation professionnelle, l'inadaptation des programmes scolaires vis à vis des problématiques vécues par la plupart des élèves. L'éducation populaire auprès des jeunes fait partie intégrante du projet associatif de l'ATMF aujourd'hui, et s'élargit à de nombreuses activités extra scolaires : sorties collectives en région parisienne et séjours en France et à l'étranger pendant les vacances scolaires. Le récent séjour d'un groupe de jeunes à Mollenbeck en Belgique m'a conforté dans l'idée que **les actions socio-éducatives portées par l'ATMF ont une portée éminemment militante et de prise de conscience politique.**

Les pratiques de l'action collective ont aussi pu être observées au cours de deux évènements phares de l'association : la journée internationale de lutte pour les droits des femmes qui s'est tenue le 25 mars 2015 et l'Assemblée Générale de l'ATMF le 28 avril 2015. Ces évènements,

par leur mode de faire participatif et leur déroulement de débat, dépassent le cadre habituel de ce type de rencontre.

L'observation de l'ensemble de ces pratiques d'action collective permettent d'affirmer à l'instar de Serge Paugam qu'elle est « *est aussi une méthode essentielle pour donner accès à ce qui se cache, retracer l'enchaînement des actions et des interactions, ou encore saisir ce qui ne se dit pas ou ce qui va sans dire* »²¹

2.3 Entretiens semi-directifs

Parallèlement à l'observation participante, 5 entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des membres de l'ATMF : le président, la coordinatrice, une des formatrices ASL et deux bénévoles permanentes. Compte tenu de la disponibilité de chacun et de mes horaires de travail, il n'a pas été évident de trouver le temps pour réaliser au mieux ces entretiens individuels. Chacun d'entre eux a une durée d'une heure trente à deux heures trente, au cours desquels les interviewés racontent leur parcours migratoire et les conditions de leur arrivée à Argenteuil et à l'ATMF. Deux des entretiens sont des débuts de récits de vie : ils ont été réalisés sur plusieurs temps de paroles sur des moments espacés, ce qui a permis le retour sur certains points et d'aborder la complexité du discours et des subjectivités.

Ces récits constituent donc la base d'entretiens biographiques que je souhaite mener dans le cadre d'une thèse de doctorat. Ayant construit une grille d'entretien au préalable, j'ai ultérieurement choisi d'adopter une approche biographique en orientant le moins possible les questions. Ceci de manière à **laisser parler librement les sujets de manière à tendre vers les objectifs de la « standpoint theory »** revendiquées par les chercheuses de l'intersectionnalité. Cette théorie du savoir situé met le point de vue des actrices et acteurs au cœur de la recherche et accorde une importance considérable à la subjectivité de chacun. Les cinq entretiens ont donc eu lieu de manière très ouverte dans un climat de confiance : connaissant déjà les concerné-e-s depuis plusieurs semaines, j'ai élaboré des questions très larges et focalisé ensuite sur certains points de leur parcours à partir de conversations informelles pendant les phases d'observation.

²¹ Paugam, S. (2010) *L'enquête sociologique*, Presses Universitaire de France, 458p. P.145

Ont donc été recherchés des évènements clés qui ont marqué un tournant dans la vie des concerné-e-s (Leclerc-Olive, 1997) : migration(s), première activité professionnelle, mariage, enfants. J'ai ainsi pu commencer à explorer la notion d'expérience migratoire à travers les récits des multiples appartenances militantes et de leurs continuités avant et après la migration. La question de l'intersectionnalité apparaît ainsi en toile de fond sans être recherchée directement : dans les expériences professionnelles notamment, ou dans des expériences de discriminations qui apparaissent dans la vie quotidienne au cours de la vie. Le matériel récolté au cours de ces entretiens sera relié à l'histoire des migrations à Argenteuil et celle de la construction des luttes collectives de l'ATMF, dans le but de mettre en lien les récits de vie avec des processus plus globaux (Veith, 2004). Cela implique bien sur que ces récits soient contextualisés et croisés avec les données issues de l'observation et des documents officiels. La complexité de l'inscription dans les rapports sociaux de genre, classe et race est exprimée au cœur de ses récits et permettent d'analyser en finesse dans quelle mesure ils sont redéfinis.

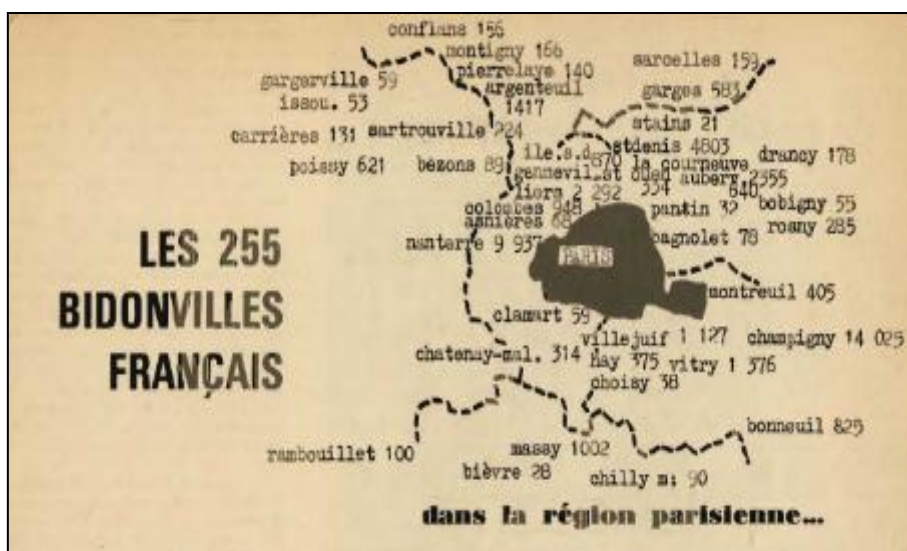
CHAPITRE II. MIGRATIONS VERS ARGENTEUIL, QUARTIERS EMBLEMATIQUES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

L'objectif de ce deuxième chapitre est de contextualiser la présente recherche en retraçant l'histoire locale de la ville d'Argenteuil et des ses habitant-e-s qui ont amené à la naissance de l'ATMF. A partir du récit de vie d'une militante associative ayant vécu les changements urbains à Argenteuil, nous proposerons ici une lecture de l'histoire de la ville. Nous analyserons aussi l'évolution du Fonds d'Action Sociale (FAS) et l'émergence de Politique de la Ville comme acteurs institutionnels principaux à l'échelle locale. Ce pour les mettre en parallèle avec l'évolution des luttes collectives de l'ATMF.

2.1 Argenteuil : histoire migratoire et urbanisation

Selon les statistiques de l'INSEE, on compte aujourd'hui 23% des résident-e-s de la ville d'Argenteuil de nationalité étrangère. Cette donnée n'est pas étonnante compte tenu de l'histoire migratoire de cette commune de 100 mille habitant-e-s qui a accueilli progressivement les vagues d'immigration de l'exode rural puis les migrant-e-s internationaux : des Italiens et des Tchécoslovaques dès la fin du 19ème siècle, des Algériens à partir des années 1920, des Marocains ultérieurement dans les années 1960 et 1970. Plus récemment sont arrivées des Sénégalais, Maliens, Tamouls.

A l'origine marquée par l'activité viticole et maraîchère, l'urbanisation et l'industrialisation de la ville progressent à partir du XIXème siècle. A l'issue de la deuxième guerre mondiale, des bidonvilles se mettent en place dans les zones sinistrées par les bombardements où logent bon nombre de migrant-e-s. Argenteuil n'est pas une exception, puisqu'au au début des années 50, le nombre de mal logés en France s'élève à 11 millions de personnes et les besoins en termes de logements sont criants : en 1954 40% des logements n'ont pas l'eau courante et 90% n'ont pas de salle d'eau.



Extrait de journal : *Les bidonvilles de la région parisienne, Droit et liberté - Décembre 1968*

Argenteuil est une commune historique d'installation des travailleurs et des familles nord africaines et Algériennes notamment : aux lendemains de la guerre s'installeront autour du château Mirabeau un des premiers bidonvilles de région parisienne qui accueillit entre 1500 et 2500 résidents. Pendant la période de tensions de la guerre d'Algérie cohabitent ainsi dans le nord d'Argenteuil encore majoritairement agricole, les populations françaises habitant les premiers pavillons et les familles immigrées d'Algérie dans les bidonvilles. Mimouna, habitante d'Argenteuil de nationalité Algérienne arrivée en France à l'âge de 5 ans avec sa mère et ses frères et sœurs en 1949, témoigne de ses trois ans de vie dans un des premiers grands bidonvilles de région parisienne de 1959 à 1962 :

« Parce que quand on traversait, il y avait des petits pavillons. Des français qui nous regardaient passer avec nos carrioles, on avait des charrettes ou des dessous de landaus pour aller chercher l'eau à la fontaine des rosières. On sortait du bidonville, en plus c'était en côte ! (...) La journée on était entre femmes, on passait nos après-midi dans les champs. Il y avait les agriculteurs, les paysans qui avaient des terres, ils nous disaient : « Vous pouvez vous servir mais surtout ne saccagez pas » (...) Et puis il y avait la guerre d'Algérie à ce moment là, c'était une période difficile pour nous, Algériens en France, et pour les Français qui partaient à la guerre. T'as des familles en face de toi, leur fils est parti faire la guerre en Algérie, on a pas toujours le bon regard, surtout si l'enfant ne revient pas. On avait souvent des descentes, la police les CRS qui venaient pour regarder ce qu'il se passait, s'il y avait pas des gens du FLN, si il n'y avait pas d'élans patriotiques »

Malgré la construction des premiers foyers de la Société Nationale de Construction pour les Travailleurs Algériens (SONACOTRAL) en métropole, leur capacité d'accueil n'est pas suffisante pour loger l'ensemble des familles : « *Les terrains autour du château Mirabeau furent, certes, dédiés à la construction d'installations sportives et industrielles, mais de multiples micro-bidonvilles réapparurent dans les interstices de la ville. De l'autre côté de la Seine, le bidonville de Nanterre vit sa population gonfler par l'arrivée des expulsés du Marais d'Argenteuil, où les hôtels et garnis du centre-ville continuèrent d'accueillir la majorité des Algériens de la ville* »²². Les conditions de vie des familles sont très dures, comme l'évoque Mimouna :

« Une fois mariée, au bout de deux ans, mon mari m'emmène dans un bidonville : c'était la misère. Pas les gens, mais l'endroit, d'habiter dans des cabanes, quelque part où t'es obligé de mettre un poids sur le toit, des pneus pour le vent ! Pas d'eau, pas d'électricité. Même quand il faisait chaud on allumait la cuisinière à charbon, parce que si tu voulais repasser c'était les fers ! La lampe à pétrole, après il y a eu une évolution, les bombonnes de gaz. Les transistor pour avoir de la musique et égayer les journées. Alors ça c'est matériel : nos cabanes à l'intérieur on les avait arrangées, on avait mis du papier, du ciment par terre. Quand tu entrais dans la cabane, tant que tu n'avais pas la visite des souris et des rats ça passait ! »

« Le bidonville était le Parc des Cerisiers aujourd'hui. Il n'y avait rien au départ, puis les gens qui habitaient dans les cabanes ont fait des épiceries, des boucheries au fur et à mesure. C'était un réseau fonctionnel après. Nous il n'y avait pas de commerçants, c'était que des ouvriers. De l'autre côté, là où il y a maintenant la caserne des pompiers, il y a eu des gens qui ont ouvert des commerces et d'autres lieux. « Le Château » aussi. Plusieurs quartiers. De l'autre côté un peu plus loin il y avait les gitans avec leurs roulottes. Et voilà. Il y avait des commerces, des femmes qui passaient et vendaient des tissus. Un marché parallèle : les gens venaient à nous. »

En 1965, les premiers travaux de la Zone d'Urbanisation Prioritaire²³ (ZUP) du Val d'Argent sont lancés. Le témoignage de Mimouna s'avère particulièrement enrichissant pour saisir finement un point de vue situé sur les changements urbains à l'œuvre à cette époque. Elle assiste à la construction des premiers grands ensembles du Val d'Argent dans lesquels elle

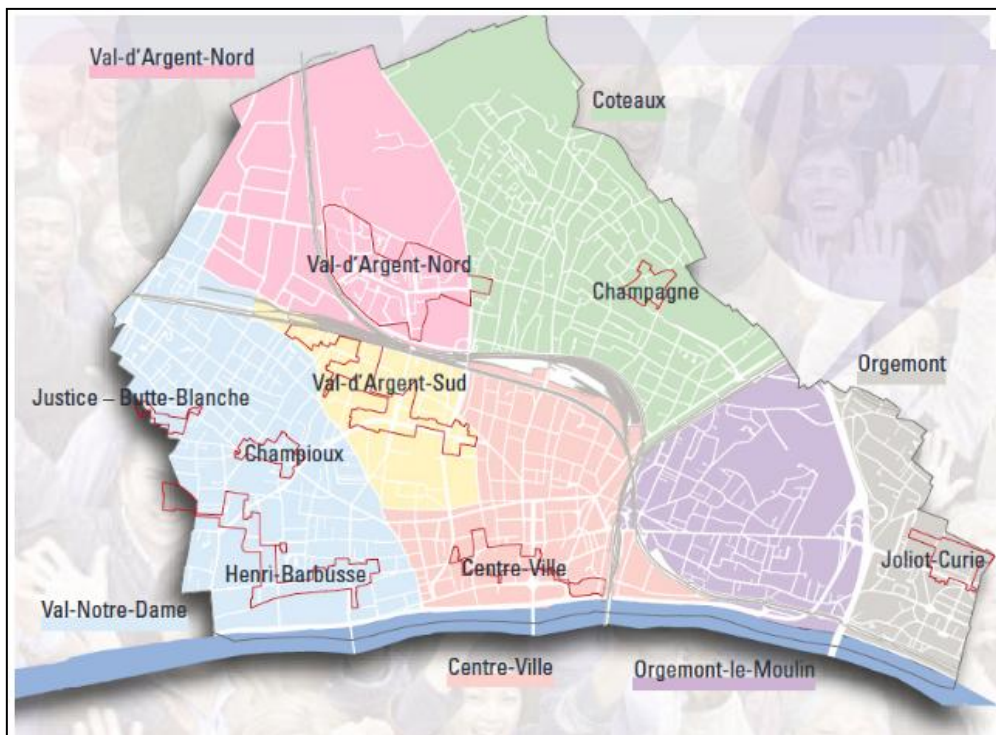
²² Blanchard, E. « La police et les « médinas algériennes » en métropole. Argenteuil, 1957-1962 », *Métropolitiques*, 8 février 2012. P.4

²³ Une **zone à urbaniser en priorité (ZUP)**, appelée plus précisément à l'origine « zone à urbaniser par priorité », est une procédure administrative d'urbanisme opérationnel utilisée en France entre 1959 et 1967 afin de répondre à la demande croissante de logements. https://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_%C3%A0_urbaniser_en_priorit%C3%A9

sera relogée en 1969 après avoir vécu entre temps à Sartrouville dans un garage de deux pièces :

« C'était super sur la dalle, un autre visage que celle d'aujourd'hui. C'était vraiment agréable, il y avait des boutiques diversifiées, des espaces pour s'asseoir, une vie. Du fait d'avoir été mal logés, les gens retrouvaient une façon de vivre. D'arriver des bidonvilles dans un appartement, les enfants ont chacun leur lit, deux par chambre, alors qu'on était avant 8 dans un deux pièce tu vois. Je crois que tout ça les gens l'ont apprécié : le bois de Cormeilles juste à côté. Ce qui a manqué c'est les structures autour : services, jeux pour les petits, des maisons de quartier qui n'existaient pas à l'époque, mais même jusqu'à aujourd'hui c'est pas suffisant. Voilà, ce qu'on espérait c'est que nos enfants réussissent à l'école, qu'ils n'aient pas la vie qu'on a eu. »

Elle regrette cependant la qualité du lien social et les dynamiques de solidarité qui prenaient forme dans le bidonville qu'elle n'avait jamais connu ailleurs, et le passage vers une vie beaucoup plus individualiste. D'après elle, ces nouveaux comforts et le manque d'espace partagés a participé à un certain démantèlement des solidarités.



Carte 1 : Quartiers de la commune d'Argenteuil

Source : Site web de la ville d'Argenteuil

L'ATMF est située à la limite des quartiers du Val d'Argent Nord et Sud, au nord du centre-ville. Les zones entourées en rouge représentent les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. La création de la gare du Val d'Argent en 1970 rend accessibles ces nouveaux quartiers d'habitat collectif : « 2 zones d'habitations collectives séparées par la voie ferrée, une zone industrielle à l'ouest et une zone vert au nord (parc du Cerisier). L'arrêté ministériel prévoyait d'y reloger les parisiens de Belleville et du 13ème arrondissement. De 1965 à 1997, 1000 logements sont construits annuellement ce qui permet à Argenteuil de dépasser les 100 000 habitants. La zone d'habitation du Val d'Argent Nord est édifiée autour d'un vaste espace piétonnier sur dalle »²⁴. Les grands ensembles de ce quartier accueillent aussi notamment les populations venues du Maghreb, installées comme on l'a vu historiquement à Argenteuil. Malgré le caractère ambitieux et innovateur du projet architectural sur dalle qui se veut un espace fonctionnel offrant de vastes espaces publics, à l'image de plusieurs autres grands projets du même type en région parisienne (Saint-Denis, Ivry sur Seine, les Olympiades dans le 13ème arrondissement de Paris), le quartier du Val d'Argent se dégrade au fil des années 80. Mimouna évoque en effet l'accentuation des problèmes sociaux et « l'arrivée de la drogue ». Aujourd'hui, le quartier du Val d'Argent Sud est soumis à des problématiques similaires.

2.2 Val d'Argent, quartier historique de la Politique de la Ville

La naissance et le développement de l'AMF puis ATMF coïncident avec l'émergence et la mise en œuvre d'une nouvelle politique publique, la « Politique de la Ville » à la fin des années 70 dans un contexte de territorialisation de l'action publique. Le programme de Développement Social des Quartiers (DSQ) lancé en 1983, développe ses lignes directrices à partir d'expérimentations dans les « quartiers prioritaires » basées sur des conventions. Traditionnellement associé aux Zones d'Urbanisation Prioritaires (ZUP), le quartier du Val d'Argent se trouve parmi les premiers à être choisi parmi les sites pilotes de ces expérimentations.

Initialement font partie des priorités du DSQ « *La lutte contre les processus d'exclusion dans l'espace urbain et l'insertion des populations en difficulté, la promotion de programmes de*

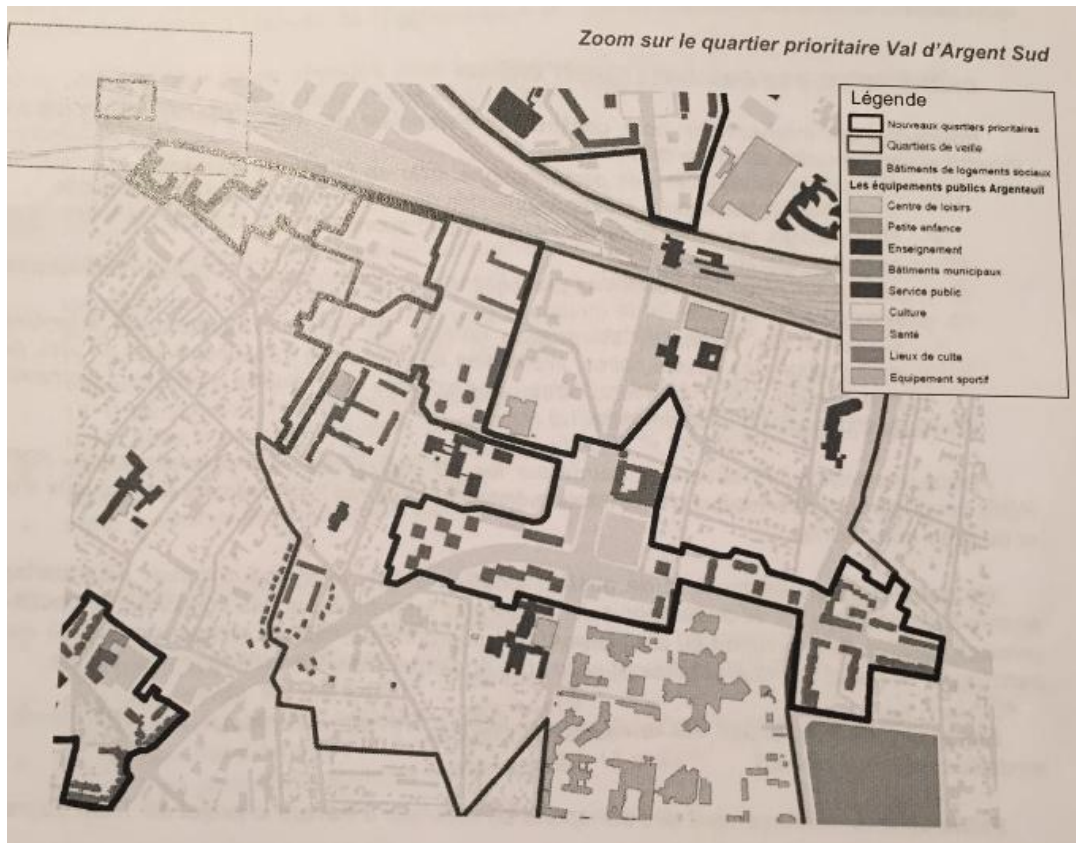
²⁴ Valegeas, F. « *Du grand ensemble au pavillonnaire : étude d'un cheminement résidentiel et identitaire à Argenteuil* ». Mémoire de fin d'études en urbanisme, 2009

développement social, économique et culturel pour améliorer les conditions de vie dans la ville, la définition de nouvelles modalités d'association entre l'Etat, les collectivités territoriales et les partenaires socioéconomiques, la prévention de la délinquance et de la toxicomanie, le développement de la solidarité entre villes et pays environnants font partie de ses priorités »²⁵. Ces expériences s'institutionnalisent en 1988 en devenant, sous le gouvernement de Michel Rocard, la Politique nationale des villes et du développement social urbain. Comment influe t'elle sur la redéfinition des luttes collectives de l'ATMF ?

Le Val d'Argent est divisé en deux quartiers : le Val Nord et le Val Sud. Tout en poursuivant les actions militantes, l'association développe progressivement des activités socio-éducatives soutenues par la Politique de la Ville. **Nous nous demanderons dans quelle mesure ces actions seront modélisées au fur et à mesure par les services de l'Etat dans le cadre des « contrats de ville ».**

Un bref état des lieux du quartier du Val Sud aujourd'hui nous permettra de visualiser sa situation sociale. Selon les données des fiches synthétiques du contrat de ville 2015-2020 le Val Sud compte 8270 habitant-e-s faisant de lui le quartier le plus dense d'Argenteuil. Comptant une population globalement paupérisée, 67% des habitant-e-s ont un niveau inférieur au baccalauréat et le taux de chômage est de 20%, augmentant à 30% pour les moins de 25 ans. Une autre donnée fondamentale pour la représentativité de notre recherche à l'ATMF porte sur l'importance des migrations internationales vers Argenteuil : 31% des habitants sont immigrés et 22% sont nationalité étrangère. Ainsi, un des enjeux prioritaires du pilier « Cohésion sociale » du contrat de ville consiste à « Favoriser l'accès aux savoirs de base (maîtrise du français) pour les primo-arrivants, nombreux sur le quartier ».

²⁵ Doytcheva, M. (2003) « Existe t'il un multiculturalisme à la française ? Une étude sur la Politique de la Ville 1981-2003 » Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'EHESS. P.44



Carte 2 : Zonage du quartier prioritaire Val d'Argent Sud

Source : Contrat de ville Argenteuil-Bezons 2015-2020

Le développement des activités de l'ATMF à l'échelle locale sera soutenu d'abord exclusivement par le Fonds d'Action Sociale (FAS) puis par la Politique de la Ville déclinée à travers ses outils contractuels, qui reposent sur engagement conjoint de l'Etat et des collectivités territoriales. Il s'agira dans un premier temps pendant les années 80-90 d'accompagner les travailleurs dans leurs démarches administratives et d'accès aux droits, puis de mettre en place des partenariats avec les écoles du quartier pour l'apprentissage de la langue arabe pour les enfants. Cette première étape correspond à la première époque du FAS.

L'ATMF naît de la séparation avec l'AMF (Association des Marocains de France) qui existait depuis 1962 et qui était davantage axée sur la lutte pour les droits fondamentaux au Maroc. Le projet associatif fondateur de l'ATMF visait à accompagner l'installation définitive en France des familles. Il s'inscrit ainsi dans deux lignées des mouvements sociaux de l'immigration en France dans les années 80-90 : les associations politisées de génération plus ancienne et le mouvement beur des nouvelles générations dont l'identité est davantage « *fondée sur l'âge, le*

quartier, l'expérience du racisme, des violences policières et sur des nouvelles pratiques culturelles et artistiques »²⁶.

Un des discours phares des membres de l'ATMF est en effet que les projets qu'ils et elles construisent surgissent du bas, à partir de leurs relations avec les habitant-e-s. Dans la pratique, les locaux de l'association sont aujourd'hui fortement investis par les habitant-e-s, il y a beaucoup de circulations et un véritable effort pour tendre vers une non hiérarchisation des rapports sociaux entre membres de l'association et usager-e-s.

Aujourd'hui, l'ATMF s'inscrit dans un réseau associatif dense au niveau du quartier : sur l'allée, qui est en contre bas de HLM, elle est entourée de trois associations qui offrent des services de permanences juridiques et sociales, notamment pour le droit au logement. La maison de quartier, le centre social « La maison pour tous » ainsi que la maison des femmes se situent également aux environs. Les activités de l'ATMF ont lieu en partenariat étroit avec l'ensemble du tissu associatif environnant dans des lieux variés. Au fil des années, de nombreuses expériences ont eu lieu à l'échelle du quartier : l'opposition à la démolition des tours ; le projet de l'Espace Femmes Citoyennes, entre autres. Elles témoignent de l'impossibilité de dissocier les actions collectives de contestation de celles concernant la cohésion sociale.

Cette évolution du tissu associatif dans le quartier est à mettre en relation avec des processus plus généraux : la « crise des grands ensembles » et le manque de moyens pour les petites structures. En effet, les moyens colossaux accordés pour agir sur la bâti à travers la politique de Rénovation Urbaine notamment par des opérations de démolition-reconstruction depuis 2005 semblent avoir été viabilisés au détriment de projets de développement social local qui en résultent pénalisés. Récemment par exemple, l'ATMF s'est mobilisée contre la fermeture d'un centre social à proximité qui ne parvenait pas à survivre. Par ailleurs, les subventions de l'ATMF se réduisent d'année en année.

²⁶ Sala Pala V. Arnaud L. Ollitrault S. Rétif S. (2009) *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux : Classe, ethnicité, genre*, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales. P.190

2.3 Des « travailleurs immigrés » aux « habitant-e-s des quartiers prioritaires »

Nous verrons à présent de quelle manière la question du territoire accompagnée de la définition d'une géographie prioritaire par la Politique de la Ville devient progressivement un substitut pour désigner implicitement une population migrante.

Le basculement vers le local de l'ATMF est à mettre en relation avec les lois de décentralisation de 1981 et le processus de territorialisation de l'action publique. Ainsi, l'ATMF d'Argenteuil doit s'adapter dans les années 80 à des bouleversements institutionnels : d'abord soutenue exclusivement par le FAS qui s'adresse aux populations immigrées, le principal financeur deviennent progressivement les services de l'Etat en charge des crédits de la Politique de la Ville qui s'accompagne par la mise en place d'une géographie prioritaire, basée sur le taux de pauvreté et dans laquelle le Val d'Argent s'insère. Comme l'explique Milena Doytcheva, **on passe de la différenciation à l'universalisation des « bénéficiaires de l'action sociale de la nation » qui ne sont plus « les immigré-e-s » mais « les habitant-e-s des quartiers prioritaires », opérant ainsi un changement de catégorie fondamental :** *« L'idée promue en 1981 de la “ solidarité nationale ” qui a conduit à “ indifférencier ” les bénéficiaires de l'action sociale de la nation a écarté la notion, ayant prévalu dans les années 70, d'une dette contractée par la société française envers les étrangers qui avaient contribué à son enrichissement économique et démographique ».*²⁷

Revenons rapidement sur l'évolution du FAS et de la Politique de la Ville et leur lien intrinsèque à partir des années 80 :

Le FAS (Fonds d'Action Sociale pour les travailleurs immigrés) est créé en 1958 deux ans après la création du SONACOTRAL qui vise d'abord les travailleurs algériens et leurs familles, puis en 1964 l'ensemble des travailleurs immigrés. Ce fonds est dans un premier temps directement géré par le ministère des Affaires Sociales. Jusqu'en 1975 80% de ses moyens sont investis dans la construction de logements, essentiellement des foyers. Parallèlement et de plus en plus, il finance les projets associatifs visant la formation professionnelle et l'alphabétisation. De plus, entre 1975 et ce jusqu'au début des années 80, se

²⁷ Doytcheva, M. (2003) « Existe t'il un multiculturalisme à la française ? Une étude sur la Politique de la Ville 1981-2003 » Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'EHESS. P.120

développe l'idée d'interculturalité qui se traduit notamment par la mise en place dans les écoles de cours des langues et cultures d'origine. L'ATMF est très active dans ces trois domaines et travaille en partenariat avec le FAS dans différentes écoles primaires du Val d'Argent. Mais cette courte période de reconnaissance et valorisation de l'interculturalité sera vite abandonnée. D'après Milena Doytcheva, « *La valorisation des cultures d'origine semble ensuite se tarir, comme nombre d'autres problématiques symboliques d'ailleurs : les marches pour l'égalité, la participation politique des étrangers, etc. Il est étonnant de constater aujourd'hui le peu de traces laissées dans la mémoire des institutions* »²⁸.

Avec les lois de décentralisation, un grand travail de rapprochement vers le local est effectué favorisant les initiatives « par le bas » : le conseil d'administration du FAS reçoit des représentants des communautés immigrées ; un délégué régional est mis à disposition des préfets ; les Commissions Régionales pour l'Insertion des Populations Immigrées (CRIPI) sont créées et assurent la fonction d'observatoire pour mettre en place des programmes d'actions annuels. Avec la loi de 1981 autorisant le contrat d'association pour celles dirigées de droit et de fait par des étrangers, le nombre d'organismes financés par le FAS passe entre 1983 et 1989 de 859 à 2800 (Doytcheva, 2003) soit plus du triple.

La Politique de la Ville, comme évoqué brièvement dans la précédente partie émerge à partir d'expérimentations du programme de Développement Social des Quartiers (DSQ) en 1983 qui est lui même précédé par le dispositif Habitat et Vie Sociale (HVS) en 1977. Après cette période dynamique et foisonnante, cette politique s'institutionnalise au cours des années 90.

Avec le gouvernement de Rocard, la montée des crimes racistes et du Front National aux élections de 1984, l'idée d'insertion est substituée par celle d'intégration et mise en application dans les politiques publiques. La Politique de la Ville et le FAS s'unissent à travers les contrats de ville qui concernent les « quartiers prioritaires » à partir de 1990. Ces politiques définissent ainsi des « publics prioritaires » qui ne changent pas jusqu'à aujourd'hui, qui sont les « jeunes », les « femmes », les « enfants » et les « primo-arrivants » (Doytcheva, 2003). Ce cadre va en partie influencer le basculement des projets mis en place par l'ATMF à Argenteuil. A partir de 1994, le terme de « médiation » entre dans le registre d'action de la

²⁸ Doytcheva, M. (2003) « *Existe t'il un multiculturalisme à la française ? Une étude sur la Politique de la Ville 1981-2003* » Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'EHESS. P.128

Politique de la Ville, avec la création de postes de « femmes-relais »²⁹ puis en 2000 des « adultes-relais »³⁰. L'ATMF d'Argenteuil compte par exemple aujourd'hui deux postes en « adulte-relais ».

En 1998 est évoquée pour la première fois la question des discriminations raciales suite à la signature du traité d'Amsterdam qui s'engage dans son article 13. La Politique de la Ville prend en compte dans ces lignes directrices ce nouveau champ d'action. Au même temps en 2001, le FAS devient Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) qui comprend des « actions visant à l'intégration des populations immigrées ou issues de l'immigration résidant en France ainsi qu'à la lutte contre les discriminations dont elles pourraient être victimes » (Doytcheva, 2003 : 139).

Néanmoins, la lutte contre les discriminations ne fait pas partie des priorités des contrats de ville aujourd'hui. En parcourant les fiches synthétiques du contrat de ville pour le quartier du Val d'Argent Sud, les « piliers » sont les suivants : cohésion sociale (avec une importance prépondérante accordée à la prévention de la délinquance et à la sécurité) ; cadre de vie et renouvellement urbain ; développement de l'activité économique et de l'emploi.

Conclusion

Ce deuxième chapitre a permis d'ancrer nos deux notions dans le cadre Argenteuillais. Le quartier du Val d'Argent s'avère en effet approprié pour aborder les rapports sociaux dans « l'espace du quotidien » tant cher à Lefebvre, pour analyser les luttes collectives. Selon lui, c'est à cette échelle que sont visibles les rapports sociaux dans leur complexité.

Avant d'aborder l'espace du quotidien, nous devons consacrer un temps aux migrations à l'origine des luttes collectives. En adoptant une approche biographique, nous retracerons les histoires personnelles qui aboutissent à la création de l'ATMF et participent de son évolution.

²⁹ Ce dispositif est né de la lutte des associations pour faire reconnaître la compétence des femmes médiatrices à travers un référentiel coordonné par l'association Profession Banlieue.

³⁰ Le programme adultes-relais, essentiellement destiné au secteur non-marchand, existe depuis 1999. Il est destiné à améliorer les relations entre habitants et services publics, ainsi que les rapports sociaux dans les espaces publics ou collectifs des zones urbaines sensibles et des quartiers prioritaires. https://www.associatheque.fr/fr/fichiers/focus/Focus_nov_le_dispositif_adultes_relais.pdf

CHAPITRE III. INTERSECTIONNALITE DES LUTTES COLLECTIVES : L'ATMF DU NATIONAL AU LOCAL

Un des premiers questionnements de notre recherche réside dans la compréhension des inégalités sociales et politiques qui donnent lieu aux mobilisations chez les membres de l'ATMF. Abdelmalek Sayad évoque effectivement le détournement de l'objet de recherche « migrations » autour des problématiques sociales des immigrés construites par le discours hégémonique : « *On pourrait poursuivre longtemps encore pareil inventaire sans qu'on sache si tous ces problèmes sont vraiment les problèmes des immigrés ou, au contraire, les problèmes de la société française et de ses institutions face aux immigrés. Est-ce vraiment les problèmes qui se posent aux immigrés et que se posent les immigrés ?* ».³¹

Dans ce troisième chapitre, nous reviendrons dans un premier temps sur les origines de l'ATMF à l'échelle nationale. L'AMF, née à Paris en 1960 suite à l'indépendance du Maroc avait pour but à l'origine d'organiser notamment l'opposition au régime de Hassan II. Avec l'arrivée croissante des travailleurs marocains, l'association crée des sections en banlieue industrielle parisienne, dont la plus importante à Gennevilliers. Nous verrons comment cet ancrage dans l'espace s'articulera progressivement du national au local.

Sans considérer que les rapports sociaux de genre priment sur les deux autres, femmes et hommes n'ont pas le même vécu migratoire ni la même manière d'entrer dans l'engagement associatif. D'après les recherches d'Antoine Dumont, l'ATMF est en effet à l'origine exclusivement ouvrière et masculine les femmes sont absentes de ce mouvement jusqu'aux années 90.

³¹ Sayad, A. *La double absence*, p.317

1. Aux origines de l'ATMF, les migrations ouvrières masculines

Cette partie retrace la naissance de l'ATMF à partir du récit de vie de l'un de ses principaux fondateurs croisé avec des données officielles, ainsi qu'avec le matériel d'observation participante. Se concentrer sur l'analyse d'un entretien biographique permet ici, **à partir de l'expérience individuelle, de revisiter la construction de l'association et d'analyser l'imbrication de nos trois rapports sociaux dans cette construction.** Ainsi, ont été recherchés les « *évènements-symboles qui ont le statut d'indice et qui font accéder à la compréhension d'un processus* » (Veith, 2004).

1.1 De Tétouan à Argenteuil : une migration « planifiée »

Les rapports sociaux ont lieu dans des espaces historiquement et socialement construits. C'est ainsi que dans la commune d'Argenteuil, en périphérie de la capitale, ont été accueillis de nombreux travailleurs immigrés pour mener à terme l'industrialisation de la France. La France est à l'égal des Etats-Unis un pays d'immigration, depuis bien plus longtemps que les autres nations européennes, à la seule différence que l'histoire de cette immigration fut longtemps passée sous silence. Les premiers travaux qui traitent de l'histoire de l'immigration en France débutent en effet dans les années 80 avec notamment Gérard Noiriel. Après avoir accueilli les ressortissants européens, les habitants des pays de l'ancien empire colonial, essentiellement d'Afrique, ont migré vers la France pour y travailler. Les nationalités les plus représentées au cours de la décennie 70 (date à laquelle se situent les débuts de l'ATMF) sont l'Algérie et le Portugal, suivis par la Turquie et le Maroc, avec une surreprésentation des hommes dans un premier temps (Noiriel, 1988).

L'immigration venue d'Afrique, planifiée par l'Etat français s'inscrit pleinement dans des rapports postcoloniaux. Comme les définit Abdelmalek Sayad, les rapports sociaux de domination Nord-Sud déterminent le fait migratoire, mais aussi « *les effets qui se projettent sur les modalités de présence des immigrés, sur la place qui leur est assignée, sur le statut qui leur est conféré...* »³². Comme l'explique Mohamed, président de l'ATMF d'Argenteuil, la

³² Sayad, A. (1999) *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, Coll. Liber p.290

France avait besoin de main d'œuvre et connaissait finement le fonctionnement des sociétés maghrébines de par son passé colonial :

« Ils savaient qu'il y avait des gisements de main d'œuvre, il y avait pas besoin de faire des études ou d'envoyer des émissaires pour le repérage. »

Mohamed et son groupe de camarades de classe (qu'il n'a par la suite jamais quitté) se sont donc retrouvés en mars 1971 à l'usine des Câbles de Lyons, dans l'industrie métallurgique à Bezons, ville limitrophe d'Argenteuil. Sa migration s'inscrit dans *« l'essor de l'émigration marocaine date du milieu des années 1960 : le nombre de Marocains en France est multiplié par sept en 13 ans (1962-1975) »* (Dumont, 2012 : 225). Après une première migration familiale de la campagne à la ville de Tétouan où Mohamed a pu effectuer ses études secondaires, il migre vers la France à l'âge de 17 ans. Sa migration, tout comme celle de ses camarades est entièrement planifiée par la convention de main d'œuvre signée le 1er juin 1963 entre les deux Etats :

« des papiers pour les passeports, du billet, on a eu même droit à quelques provisions pour le voyage. Il y a un examen médical à faire sur place à Tétouan puis à l'office français de l'immigration qui est à Casablanca. Vous avez aussi des représentants du patronat français sur place pour vous tester, pour évaluer avec des exercices sur le champ pour savoir quel est votre niveau de formation. C'était sélectionné et trié, il fallait être en bonne santé ».

Selon Sayad et l'exemple emblématique de l'immigration Algérienne, les migrations de travail se décomposent en trois âges. L'objectif est initialement celui de partir temporairement, d'accumuler les ressources nécessaires pour rentrer et vivre paisiblement. Les migrations saisonnières se mettent en place progressivement et installent les bases de réseaux migratoires qui s'intensifient avec le temps pour devenir pérennes. Malgré les difficultés, les travailleurs immigrés confortent ce que Sayad appelle *« l'aveuglement collectif »* qui permet le maintien du processus migratoire. La première année, les conditions de travail et de vie sont en effet très rudes à l'usine :

« C'était un dortoir, je t'assure c'était comme des boxes à chevaux, on était 9 dans une grande salle séparée par des cloisons avec une seule cuisine, toilette (...) Tu as une machine qui tourne 24h sur 24h donc première équipe de 6h à 14h la deuxième de 14h à 22h, et la troisième de 22h à 6h. Tu as des mois ou c'est deux semaines le matin, deux semaines l'après-midi une semaine la nuit. Le mois suivant c'est deux semaines la nuit une semaine le matin, et ainsi de suite. On est troublé, surtout qu'on ne peut pas dormir quand on rentre à 6h du matin ».

La force de travail est exploitée à son maximum, au point que Sayad affirme que l'existence de l'homme est réduite à la force de son corps : « *En tant qu'individu dont la seule raison d'être est le travail et dont la présence, pour cette raison, n'est légale, autorisée, légitime que subordonnée au travail, le travailleur immigré fait la double expérience d'une existence réduite au corps qui la matérialise et qui en est aussi l'instrument et, par suite, d'une existence où, ce qui revient au même, d'un corps, tous deux placés totalement sous l'entière dépendance du travail : seul travailleur dont les autres fonctions sont toutes réductibles à la fonction première et dernière du travail (à la limite, ces autres fonctions sont inexistantes), le seul aussi n'étant pas citoyen, c'est à dire membre du corps social et politique (la nation) dans lequel il vit, à n'avoir de fonction que le travail, l'immigré aurait du n'être, "idéalement", qu'un corps pur, une machine purement corporelle, une pure mécanique, un système de levier qui demanderait que lui soit seulement concédé le minimum nécessaire à l'entretien du bon fonctionnement de ses rouages* »³³. Les secteurs où les immigrés travaillent en France au cours du XXème siècle sont effectivement les plus durs de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics (Noiriel, 1988). Mimouna raconte sa migration de l'Algérie vers Argenteuil étant petite fille en 1950 et les métiers de son père :

« Mon père a longtemps travaillé chez Citroën, ouvrier sur machine. A un moment il a travaillé en mairie : quand je dis en mairie c'était avec le balai ! »

Malgré ces assignations multiples et ce rôle prédominant du corporel et de la force physique, le processus de politisation se mettra en place un an après l'arrivée de Mohamed. Celui-ci se considère chanceux puisque sachant lire et écrire et ayant reçu une éducation jusqu'à l'école secondaire, il a été employé pour un poste d'ouvrier qualifié.

³³ Sayad, A. (1999) *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, Coll. Liber. P.358

1.2 Des luttes à l'intersection des rapports sociaux de classe et des rapports Nord-Sud

Le récit de politisation du président de l'ATMF d'Argenteuil est riche et puise dans une mémoire des migrants qui ont participé à l'acquisition des droits fondamentaux des étrangers en France à l'époque qui suivit son arrivée. Il cite entre autres les luttes de Saïd Bouziri, qui mène une grève de la faim en 1972 avec sa femme pour les droits des sans papiers, emblématique des mobilisations relatives à la « cause immigrée » (Dumont, 2012). Ainsi, la politisation de Mohamed mêle mobilisations syndicales et mobilisations hors travail. Comme nous le verrons à présent, l'analyse de son récit laisse comprendre que les luttes sociales dans lesquelles il s'inscrit au cours de sa vie se situent à l'intersection des rapports sociaux de classe et des rapports Nord-Sud.

Avec ses camarades marocains, Mohamed s'est progressivement familiarisé avec les questions politiques au cours de sa deuxième année en France en participant aux réunions de l'Association des Marocains de France, dont les locaux sont situés à Paris, rue Serpente. Rappelons que cette association fut fondée quatre ans après l'indépendance du Maroc, en 1960 par Mehdi Ben Barka entre autres, principal opposant socialiste au roi Hassan II et parmi les leaders du mouvement panafricaniste et tiers-mondiste. Initialement, cette association avait pour vocation l'opposition au régime Marocain, ses membres étant d'abord pour la plupart des étudiants exilés ou des opposants politiques. La préoccupation pour les droits des travailleurs en France progresse parallèlement et une première section est créée à la fin des années 60 à la bourse du travail de Gennevilliers, qui devient « lieu de convergence entre deux univers sociaux, celui des usines et celui des facultés » (Dumont, 2012 : 244). Plusieurs sections se constitueront ensuite, avec le concours des militants ouvriers, dans les communes qui entourent le bassin industriel de la petite couronne. Cet essaimage en banlieue posera les bases de la création officieuse de l'ATMF en 1980 et officielle en 1985.

Pour revenir aux prémises, c'est en participant régulièrement aux réunions de l'AMF au courant des années 70 que Mohamed et ses camarades acquièrent une vision critique de leur pays :

« Comme c'était des gens qui avaient une conscience politique et syndicale, pour nous c'était des discours nouveaux, on apprenait des choses, un peu d'économie, un peu de politique, un peu la nature du régime qui règne au Maroc, un peu l'histoire du moment de libération, les conditions de l'arrivée au trône de Hassan II. C'était important et

intéressant pour nous, chose que nous n'avions pas appris durant plus de 15 ans de scolarité! »

Après la fin du contrat de travail pour la première année, les préoccupations sont nombreuses puisque les travailleurs sont entièrement dépendants de l'entreprise pour les papiers ainsi que pour le logement. Au cours de la deuxième année de travail à l'usine, un activiste marocain convainc l'ensemble des travailleurs de se mettre en grève. C'est effectivement entre 1971 et 1975 qu'ont lieu la première vague des « grèves marocaines » où l'AMF s'engage contre les restructurations industrielles en France (Dumont, 2007). Représentant 60% des ouvriers de l'usine, la grève des travailleurs marocains provoque de nombreuses altercations avec la direction ainsi qu'avec les syndicats. Mohamed décrit les difficultés dans un premier temps à se syndicaliser auprès de la CGT pour les travailleurs marocains :

« Il y avait des collègues, des travailleurs portugais, qui eux étaient très politisés, c'était des exilés de l'époque de Salazar et de la dictature au Portugal. Ils voulaient discuter avec nous, on a rien voulu savoir. La direction a donc vu qu'on avait pas d'expérience, qu'on arrivait pas à mobiliser l'ensemble du personnel, ils ont compris qu'on allait s'étouffer. »

On retrouve dans ce récit les analyses de Danièle Kergoat dans ses travaux sur l'hétérogénéité de la classe ouvrière du fait de l'imbrication des rapports de classe et des rapports Nord-Sud. Comme le relève Antoine Dumont à propos du PCF et de la CGT, « *ces partis et syndicats institutionnels prônent toujours une vision unitaire de la classe ouvrière, qui les empêche de saisir les revendications et les formes de lutte perçues comme spécifiques aux migrants* » (Dumont, 2007 : 249). La dimension intersectionnelle est ainsi mise de côté au profit du seul rapport social de classe.

Cette difficulté à intégrer les syndicats français dans un premier temps s'explique par deux principales raisons. Tout d'abord, les ouvriers étrangers ne sont éligibles aux élections du personnel qu'en 1972 et ce n'est qu'en 1975 que la loi leur accorde le droit d'être délégués syndicaux. D'autre part 90% des travailleurs marocains sont ouvriers spécialisés ou manœuvre, et la syndicalisation est traditionnellement plus forte chez les ouvriers qualifiés. Finalement, Mohamed explique que le contrôle social de la part de la Fédération des amicales de travailleurs et de commerçants Marocains en France (FATCM) créée en 1973 et soutenue par les consulats, était extrêmement puissant et freinait les possibilités de syndicalisation :

« Donc cette amicale a joué un rôle néfaste, pour te dire que certains de mes camarades se sont fait interdire de retour au pays parce qu'ils étaient syndicalistes. L'amicale leur disait de ne pas se mêler des affaires franco françaises, de rester à l'écart de tout ça. Ça veut dire ne défendez pas vos droits quoi, si vous êtes lésés bah tant pis! Vous êtes là pour travailler et pas pour faire de la politique quelle qu'elle soit, syndicale. »

Ce premier mouvement de grève fut un échec suite auquel la plupart des travailleurs marocains donnèrent leur démission.

1.3 Investir la banlieue industrielle parisienne : de l'AMF à l'ATMF

Rapidement, Mohamed et ses camarades revendiquent une ouverture plus importante de l'association sur la banlieue industrielle où ils résident. Ils créent alors l'AMF coordination des sections en 1976 qui est hébergée à l'union locale de la CGT à Argenteuil où s'organisent des permanences sociales et juridiques pour accompagner les travailleurs marocains dans leurs démarches. Pendant cette période, à l'échelle de la région parisienne, les militants organisent des campagnes dans les usines pour inciter les travailleurs marocains à se syndicaliser. Dans la section centrale de Gennevilliers sont dispensés des cours de français et d'arabe pour les ouvriers.

A l'échelle locale, ils multiplient les échanges avec l'environnement local et organisent en partenariat avec les écoles des cours d'arabe pour les enfants d'immigrés. L'identification à la classe ouvrière est ainsi travaillée ici dans l'évolution de l'association, mais elle se combine avec une appartenance à la société maghrébine, **des luttes qui se situent donc à l'intersection des rapports sociaux de classe et des rapports sociaux Nord-Sud**. Les rapports avec le parti communiste à la tête de la ville d'Argenteuil sont toujours en tension :

« Argenteuil était gérée par le parti communiste bien avant le Front Populaire, en 1935. Il l'a géré jusqu'à 2000 à peu près. On avait pas de très bons rapports avec eux, notamment avec quelqu'un qui a fait 3 ou 4 mandats successifs. Il voyait l'association comme une association qui divise la population, une association communautaire. C'est la doctrine stalinienne, faut le dire, il y a le PC, les organisations qui sont dépendantes du parti. Tout converge vers ça : associations d'étudiants, de femmes, syndicats... Le parti et les branches. Donc une association qui n'était pas municipale n'avait pas de raison d'être sur le terrain, sinon tu fais de l'ombre. »

Ce faisant, l'association obtient ses premiers locaux en 1980 où elle restera jusqu'à aujourd'hui, dans le quartier du Val d'Argent Sud. Petit à petit, les militants de l'AMF prennent conscience que le retour au pays n'aura pas lieu et qu'il faut tourner les projets de l'association vers les travailleurs et familles qui résident en France plus que sur les questions politiques marocaines. Ce désaccord sur le projet associatif sera à l'origine de la séparation avec l'AMF et de la création de l'ATMF en 1982 et qui compte aujourd'hui 13 associations membres en France :

« On a constaté que les amis de la rue Serpente n'avaient pas de projet d'extension et de développement de l'association. Leur projet était de garder ce local bien situé pour faire de l'opposition au régime quoi. On leur a fait comprendre qu'ils étaient des étudiants, qu'ils étaient là pour deux, trois, quatre ans, et puis ils vont rentrer. Il fallait que l'association soit dirigée par des salariés, des ouvriers qui sont arrivés pour mettre à l'ordre du jour les problèmes des travailleurs marocains, à savoir les papiers, les salaires, la lutte contre l'amicale. »

Après plusieurs années de militance en parallèle à son activité professionnelle, Mohamed reprend ses études et obtient un master en développement social urbain pour porter le développement de l'ATMF, après avoir risqué son avenir et celui de sa famille en quittant sa profession de technicien :

« Je t'avoue que c'était pas facile, parce qu'il fallait arrêter mon activité professionnelle. J'avais une vie de famille, j'étais technicien, j'étais bien payé, un boulot pénard, autour de moi ma famille voyait pas ça d'un bon œil, comme si j'allais à l'aventure quoi. Ils avaient raison de s'interroger parce que mes arguments n'étaient pas suffisants pour les convaincre que je liais mon avenir à l'association. C'était quelque chose qu'ils arrivaient pas à toucher. On ne quitte pas son boulot comme ça. Il fallait tout reconstruire, on avait pas de moyens financiers, il fallait les ramener. »

Un tournant fondamental dans l'évolution du projet associatif de l'ATMF a été celui de pouvoir recruter des salariés, les deux premiers en 1998. Aujourd'hui, les bénéficiaires de la permanence juridique et sociale sont très nombreux et les problématiques traitées sont variées. Pour les travailleurs, les questions les plus récurrentes sont relatives au logement, à la régularisation des papiers et à la santé.

Cette première partie fait émerger plusieurs constats. A l'instar de Sayad, les premières migrations de travailleurs peuvent être considérées comme le fruit des rapports coloniaux Nord-Sud. L'ancrage dans la banlieue industrielle parisienne et le contact avec l'AMF

permettra la cristallisation d'un mouvement social d'abord fondé sur les luttes collectives des travailleurs, à l'intersection entre rapports de classe et rapports Nord-Sud.

La thèse d'Antoine Dumont présente les années 90 comme une période de déclin du militantisme au sens de luttes syndicales de l'ATMF, dans un contexte de désindustrialisation, de démantèlement de la classe ouvrière et de montée du chômage. La centralité perd de sa force et les sections prennent chacune leur autonomie et fonctionnent de manière beaucoup plus localisée avec des déclinaisons différenciées. Dans les lignes qui suivent nous discuterons cette idée de déclin du militantisme. Nous proposerons plutôt l'idée d'une recomposition des luttes face à différents bouleversements. La recomposition de l'action collective s'exprime alors par un passage de luttes syndicales aux luttes contre les discriminations davantage liées aux lieux de résidence et à l'ensemble des familles migrantes qui concernent femmes et enfants.

2. Appropriation collective de l'espace : du national au local

Nous étudierons maintenant la spatialité qui marque l'évolution des luttes collectives. Nous l'avons vu, le passage de l'AMF à l'ATMF s'accompagne d'un ancrage vers la banlieue industrielle, lieu de travail et de résidence des travailleurs marocains. Dans un premier temps, nous verrons qu'au fil des années 90, l'implication de l'ATMF dans la lutte des « sans » leur fera franchir un nouveau tournant dans leur engagement pour devenir en 2000 l'Association des Travailleurs Maghrébins de France. Dans un deuxième temps nous analyserons de plus près l'imbrication des échelles de l'action militante qui s'articule du national au local.

2.1 Des luttes des travailleurs aux luttes des « sans »

En retraçant ce parcours individuel témoignant de la construction de l'ATMF, on constate l'imbrication des rapports sociaux de classe et de « race ». En effet, le groupe trouve ses revendications et formule son projet associatif à la fois de la classe ouvrière et parmi les ressortissants marocains. Se forge en même temps un sentiment d'appartenance à un type d'espace, le « quartier populaire ». Rien qu'en analysant la production discursive récente des écrits de l'ATMF d'Argenteuil, on remarque la récurrence de l'allusion au quartier populaire

comme constituant d'une identité collective commune : « nos quartiers » ; « nos banlieues ». Comme le relève Antoine Dumont dans ses travaux sur les mobilisations des Marocains en France, l'ATMF redéfinit son projet associatif à partir d'une « *imbrication des appartenances nationales, géographiques, générationnelles et des rapports sociaux de domination, une imbrication qui travaille les organisations existantes et contribue à la création de nouvelles.* »³⁴ Nous l'approfondirons dans le dernier chapitre, cette imbrication des appartenances accompagne l'émergence d'un mouvement « postcolonial » en France marqué notamment par les premières « marches pour l'égalité des droits et contre le racisme » de 1983 et 1984.

Au fil des années 90, une des revendications phares de l'association devient la défense des « sans » : sans-papier, sans-travail, et sans-logis notamment. Entre 1996 et 1997 par exemple, l'ATMF à l'échelle nationale rejoint les manifestations des chômeurs et les occupations organisées par le DAL (Droit Au Logement). Parallèlement, c'est suite à sa participation active au sein du mouvement des sans papiers de l'église Saint-Bernard de 1995 à 1998 (qui se trouve à proximité de ses locaux dans le 18ème arrondissement de Paris), que l'ATMF devient l'Association des Travailleurs Maghrébins de France en 2000, en cessant de s'adresser uniquement aux marocains pour « *s'ouvrir aux autres migrants maghrébins et toute autre personne se reconnaissant dans ses objectifs* » (Dumont, 2007 : 356).

Depuis maintenant trois décennies, l'ATMF a tissé des liens avec un grand nombre d'associations et de collectifs d'Argenteuil et du Val d'Oise de lutte contre les discriminations. Comme évoqué dans la première partie, c'est en 1980 que l'AMF coordination des sections s'installe à Argenteuil. Ils mènent les permanences d'abord à la Bourse du travail et dans les appartements des militants, ensuite dans les locaux qui sont obtenus en 1985. Cette double appartenance syndicale et associative marque l'ancrage dans la ville d'Argenteuil. Progressivement, l'association développe des projets d'éducation populaire au même titre qu'un centre social, bien qu'elle n'ait pas réclamé ce statut. Avec des hauts et des bas dans ces relations avec les élus et maires successifs (PCF pendant une très longue période, PS puis UMP), l'association développe ses activités soutenue financièrement d'abord par le FAS puis FASILD puis par la Politique de la Ville.

³⁴ Dumont, A. « *Les significations du référent national d'origine dans les mobilisations d'immigrés, l'exemple des Marocains en France.* » Dans Sala Pala V. Arnaud L. Ollitrault S. Rétif S. (2009) *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux : Classe, ethnicité, genre*, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales. P.193

Dans la continuité de leur participation dans ces grandes luttes ainsi que dans celles antiracistes, et au côtés des sans papiers, les militant-e-s d'Argenteuil poursuivent aujourd'hui ces actions collectives à travers l'engagement dans divers collectifs locaux et départementaux. Les réunions de ces collectifs se déroulent parfois dans les locaux de l'association. C'est le cas par exemple pour les réunions du collectif départemental de défense pour les droits des Roms.

2.2 Une imbrication des échelles de la lutte

Comme évoqué dans la première partie, nous postulons que le « *groupe, classe ou fraction de classe* » (Lefebvre, 1974 : 479) ne se constitue effectivement qu'en investissant et en produisant un espace. Les actions collectives de l'ATMF témoignent d'une appropriation de l'espace du national au local, avec un effort considérable déployé pour commémorer les lieux de l'immigration et ceux de ses luttes.

Depuis sa création, l'ATMF effectue un travail de mémoire de l'immigration et de transmission de cette histoire collective aux générations successives. Cela passe par la production d'ouvrages qui mettent en commun des récits de vie qui relient espaces de départ et d'arrivée. Par exemple, le récit de Mimouna à Argenteuil que nous avons pu mettre en valeur dans la présente étude est aussi synthétisé dans l'ouvrage « Patriarches ». Plus qu'une addition des histoires familiales, le discours de cet ouvrage rejoint le courant « postcolonial » dans la reconnaissance d'un rapport commun à la France. Ainsi, le président de l'ATMF raconte ainsi son arrivée en France :

*« Parler à mes enfants de mon parcours, avant d'arriver, de moi de ma vie avant d'arriver en France et puis une fois arrivé en France quoi. Ne serait ce que pour leur dire "si vous êtes nés en France c'est parce que moi j'ai immigré" Et pourquoi j'ai immigré? Alors, je suis pas venu pour admirer la Tour Eiffel, je suis venu à une époque bien définie, à la sortie de la guerre, la décolonisation, **la France avait besoin de main d'œuvre très bon marché dans les anciennes colonies**, essentiellement du Maghreb. Après les européens, les italiens, portugais. Il fallait construire la France, et le migrations présentes n'étaient pas suffisantes! »*

Est aussi travaillée la mémoire des luttes des travailleurs du 20ème siècle partout en France dans leurs lieux de vie et de travail, notamment dans le bassin industriel de région parisienne

et le bassin minier. En 1984 un livre bilingue est publié intitulé « Ils ont écrit dignité » illustré de photographies, pour se souvenir des grandes grèves de l'industrie automobile. En ce qui concerne les mines, Antoine Dumont relève que « *L'ATmF d'Argenteuil se joint à ce travail, en organisant le voyage de 40 jeunes d'Argenteuil âgés de 16 à 25 ans à Douai, siège de l'AMNN. Ces jeunes y rencontrent des enfants de mineurs et des mineurs à la retraite, qui leur racontent leurs souvenirs du travail à la mine et leur font visiter celle-ci, devenue centre minier (musée). Ce type de projet associatif restent rares, qui permet une transmission inter-générationnelle d'une mémoire migratoire et marocaine. Les exemples relevés sur le terrain s'inscrivent toujours dans un projet associatif plus large, autour de la mémoire locale, ou dont l'initiative provient des institutions* »³⁵.

Chaque année les militant-e-s commémorent l'anniversaire de la disparition de Brahim Bouarram, jeune marocain de 30 ans, devant le pont du Carrousel à Paris où il fut jeté dans la Seine et mort par noyade par des militants du Front National le 1er mai 1995, entre les deux tours des élections présidentielles.

Avec l'évanouissement du « mythe du retour », il devient indispensable de construire un ancrage en France. Celui-ci passe notamment par la revendication d'une « citoyenneté de résidence ». Suite aux mesures prônées par le Front National contre l'immigration en 1985, l'ATMF appelle les étranger-e-s résidant en France à se naturaliser :

« J'ai mis un peu de temps avant d'adopter la nationalité française, quand je l'ai fait c'était pour adhérer pleinement aux valeurs de cette république, c'est pas pour la carte ou pour voter aux élections, c'est vraiment défendre ces valeurs de la révolution française, et de tous les combats menés par le peuple. Je suis attristé quand on bafoue ces valeurs auxquelles nous sommes très attachés. » Mohamed

Beaucoup plus récemment, suite à la loi sur l'Etat d'urgence fin 2015, à l'issue des attentats de Paris et Saint-Denis et après les débats à l'Assemblée Nationale introduisant la possibilité de déchoir de la nationalité française les binationaux reconnus coupables d'attentats, l'ATMF s'est fortement mobilisée en adhérant à plusieurs collectifs et en participant aux différentes manifestations. Pourtant, l'association se trouve dans une position intermédiaire : bien que défendant ouvertement les valeurs de citoyenneté et de laïcité, récurrentes sont les accusations

³⁵ 503

de communautarisme de la part des acteurs institutionnels. Ce dernier point, très important, sera abordé dans notre dernier chapitre.

Bien que les projets socio-éducatifs ne peuvent se comprendre sans prendre en compte les luttes sociales et politiques de l'association, ces deux types d'actions ne sont évidemment pas perçus ni tolérés de la même manière par les institutions. L'observation de l'investissement spatial de ces deux formes d'action collective rendent compte de rapports sociaux en tension avec les pouvoirs publics : entre **contestation face à l'accentuation des politiques sécuritaires d'Etat, et entente à travers les actions de développement social urbain soutenues par la Politique de la Ville**. Nous retrouvons ici les théories de Lefebvre sur la production de l'espace : il invite à une observation de l'espace de la vie quotidienne comme matérialisation de rapports sociaux en tension permanente. A l'échelle de la ville d'Argenteuil, les successions des mandats socialistes et républicains au cours de ces dernières années témoignent de ces tensions où les activités de l'ATMF sont plus ou moins tolérées.

Ainsi, selon le type d'action, on distinguera deux types d'espaces investis dans la ville par les membres de l'association en lien avec d'autres collectifs : les **lieux symboliques du pouvoir** (rassemblements autour de la mairie ou de la préfecture) et les « **espaces intermédiaires** » (locaux de l'association ; maisons de quartiers ; foyers ; bibliothèques municipales ; cinémas ; restaurants...). Nous offrirons quelques exemples de cette conflictualité qui se traduit dans l'espace.

Ville pionnière du Parti Communiste Français (PCF) pendant 65 années, un basculement politique majeur s'opère avec le républicain Georges Mothron qui devient maire d'Argenteuil entre 2001 et 2008, puis lui succède le socialiste Philippe Doucet entre 2008 et 2014. En 2014 Mothron redevient maire. Bien que les relations avec le parti socialiste ne soient pas idéales, **c'est avec la liste de Mothron que seront endommagées et invisibilisées les actions militantes et socio-éducatives de l'ATMF**. Pendant son premier mandat par exemple, sont suspendues du jour au lendemain une série d'activités organisées par l'association en partenariat avec une école du Val d'Argent autour d'ateliers de calligraphies du monde. Plus récemment en janvier 2015, l'ATMF commémorait ses trente ans d'existence qui finissait par une exposition intitulée « Ceux qui marchent encore » en référence aux premières « Marches pour l'égalité et contre le racisme » de 1983 et 1984. Après avoir exposé à la médiathèque

municipale, l'ATMF est contrainte d'annuler l'exposition à la mairie d'Argenteuil après une censure de dernière minute de la part du maire:

« Les quatre panneaux incriminés, aux titres quelque peu provocateurs, correspondent à quatre périodes précises. Celui intitulé « Les ratonnades de bienvenue (1971-1973) » évoque ainsi les violences contre les immigrés, notamment à Marseille en 1973. « Les noirs au four, les Arabes à la Seine » parle des affrontements à l'usine Talbot de Poissy en 1984, « Pasqua dégainé, Tonton ramasse la mise » revient sur les lois sur l'immigration de 1986 et « Racket d'un quartier en toute impunité » raconte l'épopée de la copropriété du Petit Bard à Montpellier.³⁶ »

Plus récemment en juin 2015, l'ATMF se mobilise aux côtés d'autres associations et collectifs contre la censure de deux films documentaires interdits de projection au cinéma municipal. A l'échelle nationale, l'ATMF se positionne contre la loi sur la déchéance de nationalité et le prolongement de l'état d'urgence qui ne fait qu'accentuer les différences entre une jeunesse d'origine étrangère et une jeunesse française.

A l'échelle de la ville, les « espaces intermédiaires » sont investis régulièrement par l'association pour se réunir. Ils sont davantage la manifestation d'actions de développement local soutenues par la politique de la ville, et ne revêtent pas une dimension contestataire. Bien qu'il s'agisse d'espace public, ces lieux sont peu visibles aux yeux de tous. Il s'agit par exemple des locaux de l'association, mais aussi des bibliothèques municipales, d'une maison des associations, maisons de quartiers. Suite à la censure de l'exposition pour les trente ans d'existence de l'association, elle est accueillie au sein d'un restaurant à vocation culturelle en centre-ville. Les foyers de migrants sont aussi fortement investis : plusieurs fois par an, l'ATMF organise par exemple en partenariat avec ADOMA des ateliers autour de la santé et l'alimentation de ses habitants. Ceci témoignant d'un engagement historique pour les droits des retraités « Chibanis » résidant en France. Les deux principaux foyers d'Argenteuil, par ailleurs historiques puisque parmi les premiers en Ile de France, sont aujourd'hui habités majoritairement par des travailleurs retraités. Le constat fait par l'association est l'isolement de ces personnes dont la mobilité est réduite et qui n'osent pas s'approprier les espaces proposés par la ville pour les retraités. Ainsi, la mise en place de l'espace Retrait'actifs permet à ces

³⁶ <http://www.leparisien.fr/argenteuil-95100/argenteuil-le-maire-censure-une-exposition-sur-l-immigration-20-10-2015-5203769.php>

anciens travailleurs d'avoir un lieu de sociabilité et d'activité et d'accéder aux espaces destinés aux retraités :

« C'est grâce à cet espace de retraités, avec le CCAS de la ville d'Argenteuil, qu'on a commencé par petits groupes à fréquenter ces espaces. Mais attention, il ne faut pas tous les ramener, c'est comme si c'était réservé aux retraités français. Il a fallu négocier chaque année, ça n'a pas été une mince affaire. Il y a aussi une université des retraités, ils font des conférences très intéressantes, on a essayé de sortir de la solitude et de l'isolement, petit à petit ces retraités. Pour les amener à occuper cet espace qui est le leur, alors qu'ils croient que ça ne leur est pas réservé. Fréquenter les établissements publics, le cinéma, le théâtre, les spectacles, les interventions académiques. » Mohamed

2.3 Vers une citoyenneté de résidence

Comme vu précédemment, une des revendications phares de l'ATMF à partir de 1990 est le droit de vote pour les étrangers, dans un premier temps aux élections locales. Le slogan de l'ATMF devient alors : « Un homme, une voix ». Malgré les promesses du gouvernement de Jospin, les mesures ne seront pas prises jusqu'à aujourd'hui. En ce qui concerne la démocratie locale, de manière générale en France, les étranger-e-s sont peu présentes au sein des conseils consultatifs de quartiers après leur mise en place au cours des années 90 (Bacqué, Sintomer, 1998). Davantage considéré comme une « injonction municipale à participer » (Dumont, 2007), **ces instances locales de pratique de citoyenneté sont finalement peu appropriées par ses habitant-e-s**. Nous avons aussi pu le constater au cours de notre terrain de master à Saint-Denis en 2014. **Face à cela, la mise en pratique d'une citoyenneté de résidence se réalise par d'autre biais**, dans d'autres espaces non institutionnels.

Ainsi, l'ATMF mène un travail de proximité en revendiquant une citoyenneté de résidence pour les populations immigrées. Une appartenance fondée sur le lieu de résidence et non sur la nationalité :

« On est habitant de ce pays, quand on y est depuis plusieurs décennies et qu'on a fondé une famille, qu'on paie ses impôts. On devrait avoir ce droit ne serait ce que pour donner son avis sur la politique locale. On a pas besoin d'avoir la nationalité pour participer aux élections locales, quand il s'agit de la gestion de la localité. En terme d'environnement, de logement, de création des espaces publics, on peut pas écarter une partie de la population alors qu'elle est sur les autres plans, notamment fiscaux.» Mohamed

D'après notre observation, cet attachement aux « combats menés par le peuple » est sans cesse renouvelé lors des différentes manifestations de l'ATMF d'Argenteuil : fêtes de quartier, assemblées générales fortement participatives, remises de diplômes pour les stagiaires des Ateliers Sociolinguistiques... Avant les vacances d'été par exemple, le président évoque avec les stagiaires des ASL les combats menés par les travailleurs et le Front Populaire pour obtenir les congés payés.

On a pu aussi constater que le fonctionnement interne de l'ATMF d'Argenteuil agit à l'image d'une petite démocratie. Le conseil d'administration composé de 27 membres a atteint la parité hommes-femmes. Les assemblées générales annuelles, très fréquentées, permettent à tous les membres et usagers de participer aux décisions en usant du droit de vote. Le fonctionnement est tel que bon nombre d'usager-e-s deviennent ultérieurement des membres du conseil d'administration. Par exemple, au cours de la dernière assemblée générale de 2016, une habitante du quartier primo-arrivante d'Algérie a pu devenir membre du conseil d'administration. Une des formatrices des ASL habitante d'Argenteuil a un parcours similaire : d'abord accompagnant ses enfants au soutien scolaire, elle participe ensuite à l'EFC pour devenir ensuite formatrice des ASL et animatrice de EFC. Plus récemment, on lui a proposé de devenir membre du conseil d'administration de l'ATMF national, mais elle a décliné la proposition faute de temps libre.

Comme peu d'associations, l'ATMF peut affirmer avoir une connaissance très fine de la réalité sociale du quotidien des habitant-e-s du Val d'Argent. Durant les mois d'observation participante au sein des locaux, nous avons pu constater l'intensité de la fréquentation des locaux, des échanges et les liens qui se nouaient entre usager-e-s, salarié-e-s et bénévoles. Le recrutement progressif de salarié-e-s dans l'association est d'ailleurs le fruit de ces échanges. En effet, les salarié-e-s sont exclusivement des habitant-e-s d'Argenteuil ayant fréquenté l'association au préalable. Agissant comme une véritable interface entre habitant-e-s et les partenaires institutionnels, l'ATMF s'avère être la plus à même de répondre à la demande sociale. Par ailleurs, malgré sa localisation quelque peu excentrée, on est impressionnés de voir le rayonnement de l'association auprès des migrant-e-s qui fonctionne essentiellement par le bouche à oreille, avec l'affluence de passages de personnes de tous âges qui parfois résident dans une autre ville voire un autre département.

Comme le souligne Mohamed, les actions militantes sont intimement liées au développement des activités de proximité à l'ATMF :

« Tout est imbriqué donc, le social le culturel le politique, nous sommes ou les bénéficiaires d'une bonne politique ou les victimes. Quand on décide de fermer une maison de retraite ou un dispensaire de soin, cela nous concerne. L'association est présente dans toutes les bagarres qui se déroulent localement, régionalement ou nationalement. »

Conclusion

Malgré ce passage du national au local, comment perdurent les actions militantes à partir de l'échelle locale ? Nous l'avons mis en lumière dans ce chapitre, l'investissement associatif (c'est à dire collectif) des espaces de vie et de résidence des travailleurs migrants a été une revendication fondamentale et une conquête des militants de l'AMF coordination des sections, qui devient ATMF en 1982. Il fallait qu'ils puissent traiter les questions de la vie quotidienne au plus près des personnes concernées, qu'elles soient des problématiques liées au travail ou hors travail. Ainsi, ils mirent un point d'honneur à défendre et à développer une citoyenneté de proximité à travers différentes actions au cours de ces trente dernières années.

Plutôt que d'évoquer un déclin du militantisme, notre objectif est ici de mettre en valeur la déclinaison de l'action collective dans l'espace de proximité à partir de notre terrain au Val d'Argenteuil. Ce qui dans le cas d'autres acteurs locaux peut apparaître comme une action « neutre » est ici réappropriée, remobilisée en « lutte ». Plutôt que de parler de rupture entre un pôle militant et un pôle d'action de proximité, nous chercherons les continuités entre les luttes syndicales et les luttes menées aujourd'hui par l'association à l'échelle locale. Notre hypothèse est donc que l'espace de proximité approprié collectivement (à travers l'engagement associatif pour notre cas) est un espace privilégié de redéfinition des rapports sociaux.

D'un point de vue structurel, les restructurations du travail caractérisées d'abord par une tertiarisation puis plus récemment par l'externalisation, la montée de la sous-traitance et l'éclatement des horaires de travail freinent les possibilités de mobilisation collective au

travail. Ainsi, l'espace de proximité devient un lieu où il est possible de se réunir, et puisqu'il est désigné comme l'espace où l'on trouve des référent-e-s de confiance, une autre construction est possible. Il est le lieu où se croisent problématiques relatives à la famille et au travail, donc un espace unique pour appréhender les inégalités dans leur globalité.

CHAPITRE IV. FEMMES ET RECOMPOSITIONS DES LUTTES COLLECTIVES : PRATIQUES MILITANTES DANS UN « QUARTIER PRIORITAIRE »

Si notre idée de départ avant d'arriver sur le terrain était d'étudier les luttes menées par les femmes, il nous a fallu reformuler l'objet d'étude face à une association aujourd'hui mixte qui était exclusivement masculine à ses débuts. D'après les recherches d'Antoine Dumont, les femmes apparaissent sur la scène de l'ATMF à partir des années 90. Avec le passage des luttes syndicales aux luttes dans les quartiers, les femmes deviennent des actrices majeures au sein de l'association. C'est ce que nous présenterons dans les prochaines lignes.

Les parcours des militantes de l'ATMF d'Argenteuil permet d'appréhender la continuité de l'engagement entre les pays de départ et ceux d'arrivée. Ainsi nous mobiliserons dans ce chapitre la notion **d'expérience migratoire dans le cadre de la pratique militante** : on entend par cette notion les apprentissages acquis au cours de la migration et qui se construisent à partir de pratiques circulatoires entre les pays de départ et d'arrivée. Ce quatrième chapitre sera aussi l'occasion de revisiter la notion de militantisme à travers l'analyse des pratiques d'action collective des femmes dans l'espace de proximité.

Une hypothèse qui nécessite d'être confirmée dans un futur travail de thèse mais que nous postulons dès lors est la suivante : l'espace de proximité des femmes du Val d'Argent est un lieu privilégié de redéfinition des rapports sociaux. **Cet espace d'analyse permet de déconstruire les oppositions classiques entre le public et le privé, le productif et le reproductif pour comprendre que les luttes collectives sont la résultante de ces deux sphères.**

1. Migrations féminines : les continuités de l'engagement entre pays de départ et d'arrivée

Sont présentées dans cette partie les migrations féminines à Argenteuil et des évolutions des luttes collectives à partir du témoignage des militant-e-s de l'ATMF et du quartier, ainsi que des données du rapport du projet PICRI³⁷ qui a eu lieu entre 2008 et 2010.

1.1 Femmes absentes ou femmes invisibles ?

Les femmes étrangères sont présentes en France notamment depuis le début du 20^{ème} siècle malgré une grande invisibilité dans les travaux historiques, à tel point que l'on parle aujourd'hui d'une approche « androcentrique » de l'histoire des migrations (Morokvasic, 2008). Cette approche consiste à considérer la migration féminine comme la conséquence d'un cycle migratoire qui débute par une migration de travail exclusivement masculine suivie par une migration de peuplement avec l'arrivée des femmes et des enfants par regroupement familial. Or, si l'on cesse de se référer à la femme uniquement dans sa figure de mère ou d'épouse, on s'aperçoit de la diversité des profils et des stratégies migratoires recouverte par cette catégorie de « regroupement familial » (Miranda, 2010). A noter que l'ATMF, comme le souligne la coordinatrice d'Argenteuil et secrétaire du national, est à l'origine une association d'hommes, raison pour laquelle le prisme par lequel ont été abordées dans cette étude les migrations et les mobilisations collectives est dans un premier temps « androcentrique ».

Si l'on se fie au stocks de la population immigrée résidant en France par sexe depuis le début du 20^{ème} siècle, les femmes ne représentent jamais moins de 40% de cette population (Beauchemin, Borrel, Régnard, 2015). Déjà, entre 1958 et 1961, Mimouna habite avec sa famille dans un bidonville d'Argenteuil où logent bon nombre de familles et de femmes, avec 1500 à 2000 résidents :

« Pour la plupart, elles sont venues en France pour vivre mieux, et elles se retrouvent dans des baraques sans eau, sans électricité, alors que même dans le village où elle était il y avait l'électricité. Qu'est ce que c'est ce bonhomme qui te ramène en France, tu

³⁷ Projet issu d'un partenariat entre l'Unité mixte de recherche Genre, travail, mobilités (Université Paris 8 et Paris 10) et l'Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF). Il est soutenu par le Conseil Régional d'Ile de France dans le cadre d'un appel d'offres Partenariat Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation (PICRI).

sais la grandeur, l'image qu'on peut se faire, et l'image qu'ils donnent au pays ! Les mensonges de l'homme qui qu'on va vivre mieux. La seule chose qui pouvait être mieux c'était de ne pas avoir les tueries pendant la guerre. Pour certaines femmes c'était le déchirement, l'éloignement, la déception a été très grande. »

Contrairement à l'idée de cycle migratoire, où une « migration de peuplement » substituerait une « migration de travail », on s'aperçoit que l'augmentation des femmes parmi la population immigrée n'est pas un processus linéaire : « *Les périodes de progression relative des femmes correspondent aux périodes de crise économique (les années 1930, la période suivant le premier choc pétrolier de 1973) qui sont aussi des périodes de restriction en matière d'immigration du travail* »³⁸. Cette deuxième période de féminisation des flux des années 70 marque la « fin des norias » :

« Au début des années 80, ca a été ma dernière tentative de rentrer. Je me suis dit, maintenant la famille est là, il y a eu même la naissance des enfants, je n'avais pas le droit de jouer avec l'avenir de ma famille. Après 10 ans, tant de tentatives, je me suis dit "Mohamed maintenant il faut vraiment poser la valise" qui était toujours prête, fermée ». Mohamed

Suite aux politiques de regroupement familial, l'arrivée des femmes et des enfants donnent lieu à la mise en place de nouvelles activités à l'ATMF avec notamment le soutien scolaire pour les enfants puis les Ateliers Socio Linguistiques destinés aux femmes, ce avec l'appui et l'engagement de nouvelles militantes qui intègrent l'association dès les années 90. Les expériences menées dans le cadre du projet PICRI entre 2008 et 2010 montrent avec finesse l'hétérogénéité des profils des femmes qui fréquentent cet espace. L'exploration des parcours migratoires des femmes de l'Espace Femmes Citoyennes invitent à déconstruire les catégories de « migrantes par regroupement familial » et « migrantes seules » (Miranda, 2010). Comme le relève l'auteure, « *le fait que l'immigrée ait été considérée exclusivement comme une épouse ou une mère a constitué un point aveugle de ces études des migrations. Les stratégies des femmes arrivées dans le cadre du regroupement familial ont ainsi été interprétées comme la conséquence du fonctionnement des structures de la parenté et de l'organisation traditionnelle de la société* »³⁹. Aussi, regroupement familial ne signifie pas forcément être une femme au foyer de la même manière que migrer seule n'implique pas d'être affranchie de toute domination, bien au contraire. Le regroupement familial est parfois un statut choisi par

³⁸ Beauchemin, C. Hamel, C. Simon, P. (2015) *Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France*, INED, Coll. Grandes enquêtes. P.65

³⁹ Miranda, A. « Raconter son expérience migratoire : les parcours de Halima, Salima, Fatima et Dalya »

les femmes parce qu'il était le plus facile à obtenir à une certaine époque. C'est le cas par exemple pour Sara qui rejoint son mari à Argenteuil venant d'Oran en 1996 avec ses quatre enfants :

« Par la suite, mon mari était avec les personnes menacées. Je n'avais pas trouvé la nécessité de renouveler ma carte de résidence : j'avais ma maison, ma voiture. Sauf que je n'étais pas en sécurité, on ne l'était pas. On recevait des menaces de morts, donc je disais à mon mari de s'en aller. Il fallait attendre deux ans pour faire un regroupement familial. Il est revenu en France donc en 1994. J'ai tout quitté ensuite, ma maison, mon emploi, tout. Il fallait repartir de 0 »

Cette catégorie regroupe une grande diversité de profils féminins qui méritent d'être regardés de plus près. Nous aborderons ici plus précisément le parcours de deux salariées et militantes de l'ATMF d'Argenteuil. Leur migration par regroupement familial cache en réalité un exil familial après avoir subi des menaces de morts durant la « décennie noire » qui opposa le gouvernement Algérien et divers groupes islamistes entre 1991 et 2002. La première, responsable actuelle à Argenteuil, intégrera l'ATMF très peu de temps après son arrivée en 1998, a aujourd'hui des responsabilités à l'échelle nationale et est membre active du réseau de femmes national. La deuxième arrivera beaucoup plus récemment en 2015 suite à un parcours professionnel en milieu associatif dans toute l'Ile de France : Colombes, Epinay-sur-Seine, Noisy-le-Sec...

1.2 Des parcours migratoires, militants et professionnels plus complexes

Avant le début de notre troisième entretien avec Mimouna, elle souligne que le parcours des femmes est toujours plus complexe et moins linéaire que celui des hommes. Ainsi, explorer les parcours migratoire des femmes de l'ATMF permet entre autres de découvrir la richesse de leurs parcours professionnels et militants entremêlés entre ici et là-bas. Le parcours migratoire décrit dans ses grands traits par la responsable de l'ATMF témoigne de cette complexité :

« C'est une longue histoire, par quel bout la prendre? J'ai toujours...on a toujours balancé entre la France et l'Algérie, mon pays d'origine. Déjà avec mes parents qui étaient installés en France, et que...bon moi j'ai du partir à l'âge de 13 ans en Algérie finir ma scolarité donc je suis arrivée là-bas au collège. J'ai obtenu un bac littéraire. Après ça, j'ai continué ma scolarité, j'ai fait une licence de français, et j'ai intégré l'IUEFM, j'ai été élève, stagiaire et professeur. J'ai enseigné le Français en tant que FLE, et j'ai obtenu mon CAPES. Ca c'est un peu mon parcours professionnel. Par la suite j'ai rencontré mon époux, qui vivait en France, et donc j'ai du revenir en France

par le biais du regroupement familial, j'avais pas la nationalité. Je suis restée un an après mon mariage, mais très vite je suis retournée en Algérie parce que ça ne me plaisait pas...Voilà je voulais construire ma vie en Algérie. Donc je suis revenue enseigner en Algérie, mais il est arrivé que la situation politique et sécuritaire n'étant plus ce qu'elle était auparavant, j'ai du repartir en France avec mon époux et mes enfants. Voilà donc ensuite, je suis arrivée la première année...bon ça aussi c'était chaotique parce que mon mari n'étant pas rentré au pays (il est resté en France et moi j'étais en Algérie). Je venais, je repartais etc... Mais la dernière fois où je me suis installée c'était en 1998. Définitivement en France. »

De la même manière, l'engagement associatif des femmes s'est construit dans le cadre de ces pratiques de circulations entre leur pays d'origine et la France. **L'analyse de cet engagement permet de déconstruire une vision binaire qui sépare les sociétés de départ et d'arrivée (Moujoud, 2008).** En effet, beaucoup de travaux sur le thème « genre et migration » soutiennent une corrélation entre l'acte migratoire et l'autonomisation des femmes. Toujours d'après Nasima Moujoud, ces travaux occultent les transformations à l'œuvre dans les sociétés d'émigration et « *continuent à ignorer le changement et les luttes des femmes, ethniques et de classe dans les sociétés de départ* »⁴⁰. Ainsi, l'arrivée de Sophia à l'ATMF s'inscrit dans la continuité d'un parcours militant en Algérie. Pendant plusieurs années, elle a tenu avec son mari une crèmerie où travaillaient uniquement des jeunes femmes des villages environnants, ce dans le but de créer de l'emploi pour les femmes du milieu rural. Malheureusement le contexte politique de la « décennie noire » n'a pas permis de pérenniser cette activité et la famille dut quitter le pays après des menaces de morts :

« Comme je ne voulais pas venir en France et que mon mari habitait en France, je lui ai conseillé de venir me retrouver plutôt que le contraire. Donc on a investi dans une petite fromagerie artisanale, mon mari s'est vraiment mis dedans, bon moi je travaillais j'étais prof. On s'est aperçus qu'il y avait beaucoup de filles qui voulaient travailler mais qui n'accédaient pas au marché du travail. Je les ai approchées et je leur ai proposé de faire des formations et de travailler chez nous. Elles ont accepté, on avait 10 salariées femmes, des jeunes filles. Des jeunes filles qui avaient quitté le système scolaire en troisième, parce que pour l'école secondaire elles devaient se rendre encore plus loin. Déjà le collège c'était un village à côté où elles allaient à pied. Ça a duré quelques années, jusqu'à ce qu'on reçoive les courriers... Ça a duré cinq ans. A chaque fois que je retourne je vois le local, tout est là, ça ne demande qu'à reprendre »

⁴⁰ Moujoud, N. « Effets de la migration sur les femmes et sur les rapports sociaux de sexe. Au-delà des visions binaires », Les cahiers du CEDREF [En ligne], 16 | 2008 P.7

Ce projet d'insertion professionnelle des femmes par l'activité économique a trouvé une continuité à l'ATMF à travers le projet de restaurant associatif pour lequel nous avons été employée. Celui-ci répond à une nécessité de professionnaliser les compétences culinaires des femmes pour leur permettre d'accéder à un emploi pérenne. Nous reviendrons sur ce point dans la sous-partie suivante.

De la même manière, Sara et sa sœur étaient très actives à l'UNFA (Union Nationale des Femmes Algériennes) pendant leurs études. Elle travaille ensuite comme professeure des collèges à Oran pendant 18 ans. Suite au départ de son mari pour la France pendant la décennie noire, elle se joint à lui par le biais du regroupement familial. Ils s'installent dans le quartier du Val Nord à Argenteuil. On est donc face à une dynamique de circulation entre l'Algérie et la France. Ce « capital militant » dont a pu bénéficier l'ATMF lors de leur installation définitive à Argenteuil fait suite des parcours d'engagement spécifiques en Algérie.

A l'origine association d'hommes, l'ATMF d'Argenteuil s'est donc progressivement féminisée si bien qu'aujourd'hui la plupart de ses forces vives sont des femmes. Nous constatons donc que l'association d'hommes s'est montrée perméable et lieu d'accueil pour des migrantes algériennes sur la base d'une entente militante. Bien qu'il n'y ait qu'une femme au sein du bureau, le conseil d'administration est composé majoritairement par celles-ci pour l'année 2016. Les membres de l'Espace Femmes Citoyennes se mobilisent et apportent leur contribution à chaque événement de l'ATMF ou extérieurs où elles sont sollicitées. Les salariées sont aussi pour la plupart des femmes : une coordinatrice ; une jeune en contrat d'avenir à l'accueil et animation du soutien scolaire ; une jeune en contrat de professionnalisation pour la communication et l'animation du soutien scolaire ; deux formatrices ASL.

Si l'on étend l'analyse à l'ensemble du quartier, ses habitantes sont très actives dans le milieu associatif. La Maison pour tous par exemple, centre social historique du Val Nord est animé principalement par des femmes. Mimouna y est une bénévole régulière depuis sa retraite. Les bibliothèques municipales et les activités à destination des enfants sont aussi fortement dynamisées par les femmes. Ces espaces d'insertion sociale peuvent permettre parfois aux primo-arrivantes d'accéder à un premier emploi comme ce fut le cas pour Sara quelques mois après son arrivée :

« Et donc je me suis inscrite à la Maison pour tous. Il y avait un jour où les femmes se rencontraient, elles parlaient de leur vécu, s'il y avait des problèmes. Et la présidente de l'époque m'avait prise à part, elle voulait que j'anime des cours d'arabe pour adultes. Donc j'avais un groupe de personnes qui venaient à la fin du travail. Ça me permettait d'avoir un petit pécule. Par la suite j'ai trouvé à Colombes des cours de soutien scolaire. En faisant tout ça je m'étais inscrite à l'ANPE, j'ai postulé, j'ai fait plein de formations. On m'avait orienté vers le comité d'aide au réfugiés, je me suis présentée et ils m'ont prise. Je suis restée 6 ans, du remplacement jusqu'au CDI »

A l'échelle nationale, il devient en revanche plus difficile pour les femmes d'accéder à davantage de responsabilités. Bien qu'un réseau de femmes de l'ATMF existe au niveau national, il semble que leurs réunions ont toujours lieu au plan secondaire par rapports aux actions « prioritaires ». Tandis qu'il semble difficile de faire valoir les droits des femmes migrantes parmi les féministes classiques, il est tout aussi difficile de diffuser cette lutte au sein même du réseau associatif de l'ATMF. C'est ainsi qu'un projet de caravane itinérante entre la France et le Maghreb autour des droits des femmes s'est trouvé mis de côté au profit d'autres projets considérés comme plus importants.

C'est donc avec l'arrivée de Sophia ainsi qu'avec le concours d'une infirmière ayant vécu plus de 40 ans au Maroc que les activités de l'ATMF se diversifient, avec notamment la mise en place des Ateliers Socio Linguistiques destinés aux femmes au début des années 2000. Ces ateliers accueillent des femmes habitantes du quartier, d'âge adulte dans un premier temps comme l'évoque Mimouna des grands mères qui souhaitent apprendre le français. Aujourd'hui, ces ateliers se divisent en deux groupes, l'un pour les primo-arrivantes et l'autres pour les femmes arrivées plus anciennement. Effectivement, la demande est toujours très forte et les profils sont variés : des primo-arrivantes du Maghreb principalement mais aussi d'Afrique Subsaharienne et des pays d'Europe de l'Est souhaitant apprendre le français dans le but de trouver du travail au plus vite ; mais aussi des femmes résidant en France depuis de nombreuses années qui désirent acquérir davantage d'autonomie dans leur vie quotidienne. D'après les deux formatrice FLE l'insertion professionnelle des femmes se fait presque exclusivement dans le secteur du nettoyage et dans les services à la personne.

Comme abordé avec le parcours de Sara, arrivées en France, l'insertion dans le marché du travail s'avère difficile et témoigne d'une déqualification professionnelle pour beaucoup de migrantes (Gourdeau, 2015). Ainsi, malgré une solide formation et une expérience

professionnelle conséquente en Algérie, les périodes de chômage se succèdent pour Sara sans réussir à obtenir une stabilité professionnelle. A son arrivée, les seules opportunités qu'elle obtient sont dans le secteur des services à la personne, qu'elle refuse tour à tour. Elle travaille ensuite dans trois associations en Ile de France en tant que formatrice. Le travail en milieu associatif implique beaucoup de sacrifices et les conditions de travail sont précaires. Une expérience est notamment douloureuse pour Sara :

« La directrice adjointe m'avait dit : « écoute si tu veux un CDI il faut faire de la polyvalence ». Moi je la suivais dans son délire. Elle m'a dit : « tu vas intervenir à Noisy le Sec ». J'intervenais une fois par semaine là-bas avec un groupe de femmes citoyennes. C'était pas seulement de la linguistique, mais surtout amener les femmes à être autonomes dans la vie. Ensuite la directrice m'a proposé de devenir chargée de mobilisation pour les jeunes, pour amener les jeunes vers le projet professionnel. Et aussi chargé de suivi individuel pour les jeunes en échec scolaire envoyés par les missions locales. Donc encore autre chose ! J'avais beaucoup de choses à faire en même temps. Je faisais ça pour avoir mon CDI. Et un jour, l'un des responsables me demande un entretien. Je le vois tourner autour du pot. Je venais au bout de mon troisième CDD. Je suis réservée mais là je lui ai dit : « vas y directement ». Il m'a dit qu'il n'y avait plus de subventions pour me prendre en CDI. Ils m'ont mis par là par là, à droite et à gauche... J'ai pris mes vacances, un mois complet, j'ai éclaté. Mon mari me disait que je me faisais exploiter, il avait raison »

2. L'importance de l'ancrage dans l'espace de proximité

2.1 Une autre conception du politique, à l'intersection du public et du privé

Nous l'avons vu dans le premier chapitre, là où le statut de citoyen-ne n'est pas accordé aux habitant-e-s de nationalité étrangère, l'espace de proximité permet un accès à la citoyenneté particulier. Les années 2005-2010 marquent la cristallisation de l'action collective des femmes du Val d'Argent suite aux émeutes de banlieue qui ont eu lieu partout en France. Plusieurs évènements clé se produisent : la création de l'Espace Femmes Citoyennes face à la préoccupation liée à la montée des violences urbaines en 2005, la mobilisation contre les démolitions des tours de logement social et face à la mort du retraité Ali Ziri suite aux violences policières, qui aboutira à la création du collectif « Vérité et justice pour Ali Ziri ».

En 2007, la responsable de l'ATMF Argenteuil qui devient aussi présidente de l'amicale de locataires de la cité où elle loge au Val d'Argent décide de participer à l'organisation de la mobilisation contre les opérations de démolitions prévues par les politiques de rénovation urbaine. C'est en effet pendant le premier mandat de Georges Mothron que sont lancées les grandes opérations de rénovation urbaine au Val d'Argent. La proximité avec les mères et les familles du quartier à travers notamment l'appartenance à plusieurs associations locales ont permis aux mobilisé-e-s d'obtenir gain de cause. Les controverses liées aux méfaits de la rénovation urbaine qui implique le relogement des familles vers des communes éloignées coûtent la mairie à Mothron qui redevient socialiste en 2008. Cette appropriation collective de l'espace de proximité permet ici la redéfinition des rapports sociaux, qui prend forme à partir de diverses négociations entre groupes d'habitant-e-s, bailleurs sociaux, agents de l'ANRU et de la municipalité.

En 2005, c'est dans une époque d'inquiétude profonde des mères du quartier après les révoltes dans les banlieues, suite au décès tragique de Zied et Bouna à Clichy-sous-Bois, qu'émerge l'idée de créer un espace de réflexion et d'échange autour de ces questions pour les femmes :

« En 2005 exactement, on avait un groupe de mamans qui venaient assez régulièrement. Un noyau de femmes qui venaient discuter, boire du thé, voir un peu ce qu'on peut faire ensemble... Mais en 2005 ça a été décisif, c'était juste suite aux évènements qui ont allumé nos banlieues. Les mamans venaient et disaient «mon gamin». Il y a eu ce qui

s'est passé à Clichy sous Bois, Zied et Bouna qui ont été électrocutés... Il y avait un ras le bol face aux violences policières etc... Et nos banlieues se sont révoltées. Et les mamans avaient peur que leurs enfants soient pris dans cet engrenage de violence urbaines. Elles nous ont sollicité, elles venaient pratiquement tous les matins voir ce qu'on pouvait faire. De là est née l'idée de mettre en place un espace femmes. »

C'est donc dans un contexte d'un mouvement social de lutte contre les violences policières qu'émerge l'Espace Femmes Citoyennes (EFC). Dans les formes cet espace s'organise autour de quatre ateliers pratiques. De manière plus approfondie, d'après notre observation et au fil de conversations informelles, c'est un lieu d'entraide et de solidarité où l'on discute de solutions concernant les problèmes de la vie quotidienne allant du logement à la régularisation des papiers en passant par les possibilités pour communiquer avec le corps enseignant concernant le scolarité des enfants. A ce sujet, l'ATMF suite aux nombreuses sollicitations de la part des habitant-e-s a obtenu récemment l'agrément REAAP (Réseau d'Appui et d'Accompagnement aux Parents).

D'après notre observation, les multiples activités de l'EFC permettent de démêler des situations parfois très difficiles. Les femmes les plus actives de l'EFC participent régulièrement aux repas organisés par l'ATMF lors de différents événements. La plupart d'entre elles n'ont pas d'activité professionnelle continue mais alternent plutôt des périodes de travail et des périodes sans emploi. C'est par exemple le cas pour Baya, qui depuis sa migration avec son mari depuis Oran a travaillé dans plusieurs secteurs en Ile de France : nettoyage, réceptionniste dans les hôtels que tenait son mari. Depuis la mort de son mari, elle n'est pas parvenue à retrouver un emploi. Mounia, autre bénévole de l'EFC est employée par différentes sociétés de nettoyage à des horaires difficiles et dans des entreprises disséminées partout en Ile de France. Ses horaires de travail rendent très difficiles le maintien d'une vie associative de quartier. D'autres femmes ont un emploi fixe : l'une d'entre elle par exemple est cuisinière dans un grand restaurant Corse situé à Paris. Ces événements culinaires constituent des occasions pour les femmes de l'EFC d'entrer en contact avec les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les travailleurs sociaux, qui peuvent faciliter les démarches administratives. A titre d'exemple, pour une primo-arrivante récemment divorcée et venue seule avec ses trois enfants, ces événements lui ont permis d'accéder à une formation professionnalisante. Une autre femme récemment divorcée a par exemple réussi à obtenir un logement en foyer dans le centre-ville d'Argenteuil.

Tout laisse donc à penser que l'ATMF s'est approprié d'une activité socio-éducative classique pour en faire un espace de réflexion sur des questions sociales et politiques du quotidien au plus structurel. Les femmes de l'EFC se mobiliseront progressivement au cours de différentes luttes. Parmi les plus importantes on peut citer la mobilisation des habitant-e-s du quartier suite à la mort du retraité Ali Ziri, aujourd'hui emblématique de la lutte contre les violences policières :

« L'ATMF était à l'origine de la création du collectif «Vérité et justice pour Ali Ziri». On a organisé des manifestations, des anniversaires, on prépare le septième triste anniversaire de sa mort. Ce monsieur était rentré au pays auprès des siens, mais il revenait parfois en France pour voir des amis. 69 ans, en juin 2009 il est revenu pour faire quelques achats, il se dirigeait vers le foyer. Il a été interpellé vers 20h, en plein été, contrôle coups et blessures, ils l'ont jeté dans une cellule et voyant qu'il était entrain de perdre la raison, on l'a transporté à l'hôpital et il est mort quelques heures après. Selon l'expertise médicale suite aux qu'il avait reçu, à cette méthode de pliage qui est formellement interdite par la réglementation européenne. 6 ans de procès, la dernière étape c'est la cour européenne des droits de l'homme. » Mohamed

La lutte contre les violences policières renvoient encore une fois aux assignations de genre. En effet, d'après le rapport d'Amnesty International, les victimes de ces violences sont pour leur écrasante majorité des hommes racisés. Comme le souligne Patricia Hill Collins *« genre ne veut pas dire fille (...) les analyses de genre incluent les hommes (...) pour voir en quoi la combinaison de la race et du genre met les jeunes hommes noirs en danger »*⁴¹. Au niveau national l'ATMF rejoint la lutte de plusieurs collectifs : « Stop contrôle au faciès » ; « Urgence notre police assassine » notamment.

Parallèlement, la mise en place de l'EFC a permis d'aborder progressivement la question des violences conjugales :

«De là ça c'est développé, et les femmes qui généralement ne sortaient pas de chez elles...les langues ont commencé à se délier. Et on apprenait des choses, notamment...il y a une véritable solidarité féminine qui s'est installée dans ces groupes...où des femmes qui n'avaient jamais parlé de violence conjugale se sont livrées. Elles ont pu parler et mettre des mots sur ce qu'elles enduraient au quotidien. Elles étaient tout de suite prises en charge par moi et par l'équipe.»

⁴¹ Hill Collins, P. « Toujours courageuses [brave] ? Le féminisme noir en tant que projet de justice sociale », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 20 | 2015, mis en ligne le 15 juin 2015. P.10

Depuis plusieurs années, l'ATMF reçoit de nombreux cas de femmes victimes de violences conjugales qui se voient retirer leur carte de séjour par leur mari. Une des principales luttes affichées par l'ATMF aujourd'hui concerne les discriminations relatives aux statuts personnels en vigueur au Maghreb. Une fois par mois, une avocate Franco-Algérienne spécialisée dans cette question tient une permanence juridique dans les locaux de l'ATMF.

L'EFC, né de manière spontanée s'avère être le plus à même de répondre aux problématiques variées auxquelles les femmes sont confrontées. Effectivement, de nombreuses associations destinées aux femmes ne ciblent pas réellement la demande sociale mais se calent sur un agenda politique qui souvent stigmatise les femmes migrantes. Par exemple, la directrice de l'ATMF évoque les activités et séminaires proposés par une association féministe du quartier qui concerne exclusivement la lutte contre le mariage forcé. D'après elle, ce sujet ne correspond plus à une réalité dans le vécu des femmes. En revanche, elle affirme qu'il faudrait plutôt travailler sur la radicalisation des jeunes dans les quartiers qui est de plus en plus forte. De la même manière, les associations de femmes migrantes du quartier semblent stigmatisées par les partis politiques qui ne les sollicitent que pour évoquer des problématiques liées aux violences faites aux femmes. Loin de vouloir nier cette question, il semble que ces structures ne mettent en lumière qu'une partie des inégalités liées au genre.

En 2007, une chercheuse que les militantes de l'ATMF croisaient souvent dans les manifestations propose de mettre en place un projet sur trois ans de recherche-action en partenariat avec l'université et financé par la région Ile de France :

« Donc en 2007 on a eu des propositions de chercheurs, notamment une qui était militante et qu'on croisait lors des manifestations et qui avait envie de travailler avec nous sur cette problématique des femmes qui ne sont pas visibles dans la sphère publique. L'idée c'était de leur donner la parole, et de la recueillir. On a pu mettre en place ce projet qui a duré trois ans, vraiment une très belle expérience. Ca s'est terminé avec une belle prestation théâtrale complètement montée par les femmes et les étudiantes et sociologues. Il y avait trois entités qui se sont retrouvées, c'était innovant en termes de montage de projet, de technicité. On a valorisé le travail de ces femmes qui généralement sont mises de côté, on ne veut même pas voir. Alors qu'elles étaient les actrices principales dans la cité : c'est elles qui éduquent, elles qui donnent vie, voilà. L'intitulé du projet était «paroles croisées» entre les chercheurs, les femmes qui fréquentent l'association, les femmes de la cité on va dire, et puis nous les animatrices qui sommes au quotidien au contact avec ces femmes» Sophia

Beaucoup plus récemment est né le projet de médiation sociale pour les familles Roms habitantes d'Argenteuil. Il découle de la mobilisation de plusieurs associations argenteuillaises suite aux nombreuses expulsions des camps des familles Roms, qui a donné lieu à la création d'un collectif départemental de défense des Roms :

« Depuis un moment on va à la rencontre des Roms, on leur apportait des choses, puis le collectif s'est créé il y a moins de deux ans. On a pas mal de camps de Roms sur le département, le collectif est animé par un philosophe, Dacheux, qui a écrit un bouquin, ça m'a permis de comprendre ce phénomène. Quand tu lis ce livre, ça change complètement le regard qu'on avait avant sur eux. » Mohamed

Depuis plusieurs années, l'ATMF organise des ciné-débat où participent les femmes de l'EFC et les enfants et jeunes du soutien scolaire pour lutter contre les discriminations, comprenant celles envers les Roms qui reste très forte.

2.2 L'accès à l'emploi, une question cruciale

Dans son article, Umut Erel utilise la notion d'*activisme informel* qui peut être transposée pour définir les pratiques des femmes de l'ATMF, bénévoles et usagères de l'association : participation à des manifestations, travail et prises de parole lors des assemblées générales, fêtes de quartier, réunions collectives, ateliers, débats... Nous avons constaté que lors de chaque réunion collective les animateurs et animatrices invitent fortement les femmes à la prise de parole en public, à donner leur opinion. Lors des multiples événements au cours de l'année, les femmes de l'EFC s'occupent de la production culinaire. Cette importance du bénévolat des femmes soulève la question de l'emploi : comment professionnaliser ces compétences ? Un premier pas est d'abord donné en 1998 quand après une longue période de maturation, l'ATMF décide de devenir employeur.

Effectivement, force est de constater que le politique, au sens de pratique de citoyenneté n'est pas au centre des préoccupations quotidiennes ni des femmes ni de l'ensemble des usager-e-s de l'ATMF. Ce qui est significatif en revanche, c'est la question de l'emploi. Comme le soutient Patricia Hill Collins en évoquant les questions d'émancipation, *« il est clair que les remèdes politiques, s'ils sont décisifs, ne sont pas suffisants. La liberté doit être repensée par*

le biais des idées sur l'économie »⁴². Ainsi, il y a un enjeu autour de l'emploi dans l'espace de proximité qui va être travaillé par l'ATMF de plusieurs manières.

En 2012 pour Argenteuil, le lieu de travail des 15 ans ou plus ayant un emploi est pour 75% dans une commune autre que celle de résidence dont 62% d'entre eux dans un autre département.⁴³ Or, nous avons recueilli quelques témoignages lors de conversations informelles avec plusieurs femmes de l'ATMF (bénévoles et salariées) qui témoignent de la pénibilité au travail liées à la mobilité et à l'éclatement des horaires. Une des salariées se considère comme privilégiée du fait de pouvoir travailler près de chez elle.

Tableau 1 : Chômage des 15-64 ans pour la commune d'Argenteuil

	2012	2007
Nombre de chômeurs	9024	7483
Taux de chômage en %	17,4	15,0
Taux de chômage des hommes en %	16,7	14,5
Taux de chômage des femmes en %	18,1	15,6
Taux de chômage des 15-24 ans en %	31	

Source : INSEE - Dossier complet pour la commune d'Argenteuil 2015

Ainsi, l'espace de proximité peut représenter un lieu où s'apaisent les rapports de domination au travail et la violence symbolique qui se dégage de ceux cis. Face à la restructuration du marché de l'emploi et l'augmentation de l'offre d'emploi dans les services à la personne, les stratégies familiales se modifient. D'après les témoignages des deux formatrices ASL de l'ATMF Argenteuil, les stagiaires obtiennent leur premier emploi pour la plupart dans le secteur des services à la personne et dans le nettoyage, quel que soit par ailleurs leur parcours professionnel. Ce déclassement professionnel n'est pas une exception : une des vacataires du cours de soutien scolaire, primo-arrivante de Tunisie trilingue et détentrice d'un doctorat en

⁴² Hill Collins, P. « Toujours courageuses [*brave*] ? Le féminisme noir en tant que projet de justice sociale », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 20 | 2015, P.11

⁴³ INSEE - Dossier complet pour la commune d'Argenteuil 2015

droit n'a pu trouver d'issue professionnelle qu'en tant qu'esthéticienne dans une chaîne de produits de beauté à Paris.

Ainsi, le fait que l'ATMF ait pu augmenter son nombre de salarié-e-s et devenir petite pourvoyeuse d'emploi n'est pas anodin. Depuis sa création, elle est passée de deux salariés à six postes fixes et plusieurs vacataires aujourd'hui, ce qui s'avère remarquable pour une association. Là où le chômage et notamment celui des jeunes est extrêmement élevé, elle est un espace où ne règne pas la compétition, où l'on se sent quelque part un peu chez soi. Un tremplin pour les jeunes vers un marché du travail plus compétitif et hostile. Pour les jeunes salariées, travailler à l'ATMF est une opportunité d'accéder à un premier emploi et de se former dans de très bonnes conditions qu'elles valorisent énormément. L'une d'entre elles, bien que n'ayant pas obtenu son BAC, a pu cumuler une expérience professionnelle de deux ans et passer le diplôme du BAFA. Elle souhaite devenir directrice de centre de loisirs dans un futur proche. Une autre confie sa peur, à l'issue de son contrat à l'ATMF et après avoir passé plusieurs entretiens d'embauche dans des entreprises, de se retrouver dans un milieu professionnel hostile. D'autres jeunes du quartier sont employés comme vacataires pour les cours de soutien scolaire pendant qu'ils réalisent leurs études.

Dans le prolongement de ce projet implicite d'accès à l'emploi pour les habitant-e-s, en 2016, l'ATMF Argenteuil débute un projet d'insertion socioprofessionnelle par l'activité économique. A partir de l'expérience des repas solidaires réalisés par l'EFC depuis 2006, l'idée est de favoriser l'emploi pour les femmes et les jeunes à l'échelle locale. Grâce à cette initiative une des femmes du projet a pu obtenir la prise en charge d'une formation professionnelle de cuisinière d'une durée de 9 mois.

3. Le paradigme intersectionnel : entre appropriation et distanciation

Nous avons donc vu que si l'ATMF d'Argenteuil peut paraître à première vue une association de proximité proposant des activités socio-éducatives classiques émanant de la Politique de la Ville, son histoire et sa pratique militante témoigne d'une autonomie certaine vis à vis des pouvoirs publics. **Cette autonomie passe par l'appropriation collective de l'espace de proximité, mais aussi,** et c'est ce que nous verrons à présent, **par l'inscription dans des réseaux nationaux et internationaux plus larges.** Parallèlement aux réseaux internationaux historiques de l'ATMF, notamment les organisations de défense des droits de l'homme au Maroc, l'association intègre aujourd'hui d'autres mouvements sociaux de l'immigration construits dans les pays occidentaux (Europe, Etats-Unis, Canada).

Forte de son passé syndical et imprégnée des luttes menées par le mouvement social de l'immigration en France, l'ATMF se reconnaît aujourd'hui dans les idées d'un mouvement « postcolonial » ou « décolonial » qui traverse par ailleurs les frontières nationales. Comme nous le verrons, ce mouvement est fondé sur une expérience particulière du racisme et du sexisme forgée par les rapports coloniaux asymétriques. Néanmoins, les débats sont forts au sein de l'association concernant les risques d'éclatement et de division des groupes sociaux qu'implique l'idée d'intersectionnalité (Bilge, 2009), notamment à l'échelle locale.

Cette dernière partie sera l'occasion, comme nous l'avons évoqué dans le premier chapitre où nous présentions les théories mobilisées, d'interroger les enjeux que recouvre le concept d'intersectionnalité. Si ces théories sont très explicatives pour analyser la construction des luttes de l'ATMF, elles suscitent cependant de nombreux débats parmi ses militant-e-s.

3.1 L'inscription dans le mouvement postcolonial

L'histoire de l'ATMF à l'échelle nationale doit sans aucun doute être reliée à celle des mouvements sociaux de l'immigration en France qui débute dans les années 70, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de cette étude. Suite à la mobilisation aux côtés des sans-papiers entre 1995 et 1998, l'association se joint au 3ème collectif dit « des Chinois » qui est hébergé par le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB) à Montreuil (Dumont, 2007).

*L'ATMF contribue à la défense des exclus, des migrants avec ou sans papiers.
L'ATMF lutte contre les discriminations et les inégalités qui ont pour cause l'ethnie, la nationalité, le sexe, le handicap, l'âge, la religion. Elle revendique l'égalité du droit à la pratique religieuse dans la dignité.
L'ATMF promeut l'égalité homme/femme, le respect de l'autonomie de l'individu.
L'ATMF œuvre pour un autre monde, de paix, de solidarité entre les peuples et contre le néolibéralisme.
L'ATMF lutte pour une citoyenneté active et réelle ici et de l'autre côté de la Méditerranée.
L'ATMF lutte pour la libre circulation et installation dans les pays du Nord comme ceux du Sud, à l'égalité des droits dans les domaines socio-économique, politique, et culturel.*

Encadré 1 : Extrait de la Charte de l'ATMF décrivant ses champs d'action

Source : <http://www.atmf.org/?p=2217>

Ultérieurement en 2001, elle est à l'initiative des Etats généraux des associations issues de l'immigration et des quartiers (EGIQ) qui n'auront aucune suite dans l'immédiat. En 2004, elle répond à l'appel des Indigènes de la République qui s'inscrivent explicitement dans le mouvement social postcolonial, en reliant les discriminations actuelles à l'histoire coloniale :

« Discriminés à l'embauche, au logement, à la santé, à l'école et aux loisirs, les personnes issues des colonies, anciennes ou actuelles, et de l'immigration post-coloniale sont les premières victimes de l'exclusion sociale et de la précarisation. Indépendamment de leurs origines effectives, les populations des « quartiers » sont «

indigénisées », reléguées aux marges de la société. Les « banlieues » sont dites « zones de non-droit » que la République est appelée à « reconquérir ». Contrôles au faciès, provocations diverses, persécutions de toutes sortes se multiplient tandis que les brutalités policières, parfois extrêmes, ne sont que rarement sanctionnées par une justice qui fonctionne à deux vitesses. »⁴⁴

Suite aux émeutes de 2005 en réaction à la mort de Zied et Bouna, l'ATMF adopte une posture de défense en dénonçant la répression policière et les décennies de relégation sociale dont souffre la jeunesse habitant la banlieue. Reconnaisant les difficultés à transmettre auprès de la jeunesse le modèle associatif de luttes, le vote d'une motion lors du 9ème congrès s'engage à « *transformer cette rage en force de résistance, de reconstitution du lien qui nous est commun* » (Dumont, 2007 : 379). Ce constat témoigne effectivement de la difficulté à éduquer à des formes d'engagement et de luttes propres à l'époque phare de l'ATMF dans les années 80-90 marquée notamment par les idéaux tiers mondistes. Effectivement, les espoirs des militant-e-s suite aux indépendances peinent à perdurer jusqu'à aujourd'hui et à se diffuser auprès des plus jeunes.

Cependant, cette dernière affirmation est à nuancer. Aujourd'hui, d'après notre observation, ces préoccupations se font sentir régulièrement lors de conversations sur la difficulté de transmission de l'engagement militant vers les jeunes, postures qui ne font pas partie de leur pratiques quotidiennes. Ainsi, une militante de l'ATMF d'Argenteuil déplore le peu d'intérêt de ses enfants pour les activités de l'association. Pourtant, dans les faits, l'un d'entre eux participe à beaucoup de manifestations et apporte sa contribution notamment par la production photographique et filmique. Tout récemment en avril 2016, il a accepté d'intégrer le conseil d'administration de l'association. En réalité, beaucoup de jeunes habitant-e-s du quartier sont bénévoles pour les activités socio-éducatives, ils et elles se mobilisent aussi en soirée ou en fin de semaine pour des événements ponctuels. Pour la fête de l'Humanité de l'année 2016 par exemple, l'ATMF d'Argenteuil est parvenue à mobiliser un nombre non négligeable de jeunes pour animer son stand et participer aux débats.

La dernière marche pour l'égalité et contre le racisme de 2015 (dix ans après les révoltes de banlieue) lancée par le collectif Marche des Femmes pour la Dignité (MAFED) dont l'ATMF

⁴⁴ <http://indigenes-republique.fr/le-p-i-r/appele-des-indigenes-de-la-republique/>

est signataire témoin de revendications qui trouvent une résonance particulière chez les jeunes que sont notamment les violences policières, avec la création au cours des dernières années de multiples collectifs suite au décès de jeunes, témoignant de nouvelles formes de mobilisations notamment féminines. C'est dans ces conditions qu'émerge une nouvelle forme de militantisme qui se revendique aujourd'hui de l'« antiracisme politique ». Celui-ci engage notamment des femmes qui voient leurs frères ou enfants disparaître. En ce sens l'ATMF d'Argenteuil, avec le cas de la mort d'Ali Ziri, est pionnière de ces luttes qui visent à obtenir réparation en justice. C'est par exemple suite à la mort par balle d'Amine Bentousi le 21 avril 2012 par un agent de police après une poursuite à Noisy-le-Sec que sa sœur aînée Amal décide de créer le collectif « Urgence notre police assassine » pour dénoncer la multiplication des violences policières envers des jeunes hommes « racisés ». Plus récemment le 19 juillet 2016 la mort du jeune Adama Traoré à Beaumont sur Oise par asphyxie suite à une interpellation pendant laquelle quatre agents de police exercent un blocage qui lui coupe la respiration a suscité de nombreuses mobilisations.



Affiche 1: Techniques de pliage et d'immobilisation interdites par la loi

Source : Collectif vérité et justice pour Ali Ziri



Affiche 2 : Appel à manifestation - Marche de la dignité et contre le racisme - Octobre 2015

Source : <https://marchedeladignite.wordpress.com/>

Comme on peut l'observer sur l'appel à manifestation, les revendications en France rejoignent notamment celles du mouvement antiraciste aux Etats-Unis avec la figure emblématique d'Angela Davis. Parmi les interventions des différents collectifs et associations suite à la marche, un collectif newyorkais de lutte contre les violences policières émet un discours de solidarité envers les « racisés » de France. A l'international, les signataires de l'appel sont essentiellement des organisations étatsuniennes et canadiennes, puis belges et britanniques.⁴⁵

Nous verrons à présent dans la seconde partie comment ces problématiques s'inscrivent dans le cadre argenteuillais à travers l'expérience de la racisation qui s'imbrique avec les rapports de classe et de genre.

⁴⁵ <https://marchedeladignite.wordpress.com/>

3.2 Expériences quotidiennes du racisme et du sexisme

Les problématiques vécues par les femmes de l'immigration postcoloniale sont spécifiques. Depuis deux décennies les militantes de l'ATMF luttent autour de la question de la double peine où discriminations sexistes et raciales dans les pays de départ et d'arrivée s'entrecroisent pour les femmes maghrébines. Nous proposerons deux témoignages recueillis récemment issus de la vie quotidienne des militantes d'Argenteuil pour illustrer ce propos. Ils témoignent de l'entrecroisement des discriminations de genre et de race à deux niveaux : interindividuels et institutionnels.

Le premier exemple est relatif aux luttes des militantes de l'ATMF concernant l'application des statuts personnels des pays d'origines aux femmes maghrébines résidant en France, qui sont le résultats d'accords bilatéraux. Rappelons aussi que les nationalités algériennes, marocaines et tunisiennes ne se perdent pas et que la loi est aussi applicable aux femmes de double nationalité. Bien que des modifications du code de la famille vers plus d'égalité homme-femme aient été obtenues grâce à la ténacité des militant-e-s dans les trois pays, notamment par la réforme de la Mudawana en 2004 pour le Maroc, les situations d'injustice sont nombreuses.

A notre arrivée, la responsable de l'ATMF évoque le temps et l'énergie qu'elle consacre depuis plusieurs années à accompagner et soutenir les femmes qui subissent notamment le chantage à la carte de séjour suite à une séparation ou divorce. Pas plus tard qu'en février une femme s'était retrouvée pour cette raison bloquée en Algérie sans pouvoir revenir en France où se trouvaient ses enfants. Aussi, lorsqu'une femme de nationalité d'un des pays du Maghreb divorce d'un homme de nationalité française, elle se voit contrainte de quitter le territoire français. Les négociations de la responsable de l'ATMF avec les agent-e-s de la préfecture sont criblés de propos impitoyables voire racistes. Par exemple, une agente soutient qu'il est tout à fait légitime qu'une femme maghrébine vivant en France depuis plusieurs années et ayant divorcé doive « rentrer chez elle ». Ou encore, à une autre occasion un agent lui explique qu'il lui semble invraisemblable qu'une femme ayant divorcé se remette en ménage avec un homme de nationalité étrangère. Il surenchère : « mon ami Rachid m'a expliqué que ça marche comme ça chez vous ! ».

Ainsi, les deux thématiques à l'honneur durant la dernière « Journée internationale de lutte pour les droits des femmes » qui s'est tenue le 23 mars 2016, étaient d'une part les discriminations genre-classe-race et d'autre part les statuts personnels des femmes Maghrébines. L'intervention de la politologue Fatima Ouassak abordait la question des discriminations à l'embauche et de celles relatives à l'éducation pour les femmes « de couleur ». Elle a ensuite fait parvenir aux participants un guide pratique récemment écrit intitulé « Discriminations Classe / Genre / Race » (le livret dans la photo ci-dessus). L'intervention a suscité des réactions contradictoires parmi le public, avec notamment des positionnements nuancés vis à vis des propos de la politologue. Il y a par exemple l'opposition par une militante pendant le débat à une certaine forme de déterminisme qui ferait que les migrantes seraient condamnées à subir de multiples dominations, à ne s'insérer que dans un secteur du marché du travail du fait de leur couleur de peau. Pour elle, les rapports sociaux ne sont pas si figés et quiconque lutte pour sortir de sa condition peut y parvenir.

Photographies :

Prises de parole lors de la « Journée internationale de lutte pour les droits des femmes »





Pour la question de l'éducation, nous ne pouvons que confirmer les propos de la politologue. En ayant participé pendant plusieurs mois au soutien scolaire, nous avons remarqué par exemple la récurrence des absences des professeur-e-s et notamment dans les lycées professionnels où sont les jeunes qui fréquentent régulièrement l'association. Une autre expérience à signaler est celle des séjours organisés par l'ATMF avec les jeunes. Un militant de l'association souligne par exemple les difficultés à trouver une auberge dans les lieux de vacances du fait de leur localisation : « On dit Argenteuil, ils nous disent qu'ils ne savent pas s'il y a de la place ». Après un séjour de quelques jours dans un centre de vacances, le gestionnaire appelle l'association pour les accuser à tort de dégradations en affirmant qu'ils « n'avaient pas l'habitude de recevoir ce genre de famille ». Pour ces deux exemples s'entremêlent discrimination liées à la fois à classe sociale (la ville d'Argenteuil) et à la racisation (« ce genre de famille »).

Pour le deuxième sujet, l'avocate spécialisée dans ces questions, qui organise par ailleurs une permanence une fois par mois à l'ATMF d'Argenteuil, est intervenue et s'en est suivie une longue discussion avec les participantes concernées par la situation.

3.3 Garder une unité de classe avant tout ?

Les théories de l'intersectionnalité font effectivement l'objet de débats et de positionnements multiples parmi les militants associatifs de l'ATMF et du quartier. Au même temps qu'est reconnue l'appartenance à un groupe social situé à l'intersection de multiples inégalités (genre, classe, race) les militant-e-s ne souhaitent pas prôner la non mixité des luttes collectives qui est prônée par certaines organisations.

Au cours d'une discussion avec la responsable de l'ATMF, elle reprend les propos de la politologue intervenue lors de la journée de lutte pour les droits des femmes et évoque les points de désaccord. Elle soutient que l'exclusion des « non racisés » du groupe social n'est pas bénéfique puisqu'elle divise davantage à plusieurs échelles. A l'échelle nationale elle évoque la participation aux manifestations de revendication politique où il y a union avec « les blancs ». Mais c'est aussi et surtout à l'échelle locale qu'il est indispensable de maintenir la cohésion sociale du groupe. Ainsi, l'ATMF reste en premier lieu une association mixte et ouverte à tous. Ses activités sont effectivement ouvertes à tous les habitant-e-s du quartier quelle que soit leur origine. C'est donc ici **davantage une solidarité de classe qui est revendiquée par l'appartenance à ce type d'espace.**

Par ailleurs, l'ATMF ne prône pas non plus la non mixité de genre. Néanmoins comme nous l'avons évoqué précédemment un réseau de femmes de l'association existe pour se réunir et échanger sur des sujets spécifiques au genre. D'autre par certaines activités sont dédiées exclusivement aux femmes : les Ateliers Socio Linguistiques et l'Espace Femmes Citoyennes. La responsable se rappelle par exemple d'une expérience désagréable à la Maison des Femmes de Montreuil où elle était intervenue en compagnie d'un avocat qui avait très vite été critiqué et finalement hué de manière irrespectueuse.

CONCLUSIONS GENERALES

Cette étude constitue une première réflexion sur la redéfinition des rapports sociaux genre / classe / race par l'appropriation collective de l'espace de proximité. En explorant l'évolution des luttes collectives menée par l'ATMF de l'échelle nationale à locale, nous avons constaté non pas un déclin du militantisme, mais plutôt une recomposition de celui-ci face aux différents bouleversements : montée du chômage, démantèlement de la classe ouvrière, éclatement des horaires de travail, multiplication du nombre d'employeurs... Parallèlement, les réformes de décentralisation de 1982 et le processus de territorialisation de l'action publique vont influencer sur les mutations des actions différentes sections de l'ATMF au niveau local.

L'émergence de la Politique de la Ville va sans nul doute jouer un rôle dans la redéfinition des activités de l'ATMF sous l'angle socio-éducatif sur le quartier du Val d'Argent, par ailleurs un des quartiers pilotes ayant permis de lancer les lignes directrices de cette politique à travers le programme de Développement Social des Quartiers (DSQ). Néanmoins, ces activités co-construites par les habitant-e-s sont réappropriées et émergent d'un mouvement social fondé sur une appartenance au « quartier populaire », avec par exemple le cas de l'Espace Femmes Citoyennes. L'analyse des parcours migratoires des femmes de l'ATMF ainsi que de leur trajectoire professionnelle et militante permet de déconstruire un certain nombre d'oppositions binaires : pays de départ / pays d'arrivée ; public / privé ; professionnel / familial.

En toile de fond, les théories de l'intersectionnalité permettent de comprendre la manière dont l'imbrication des rapports sociaux jouent dans la construction et l'évolution de l'ATMF. Nous retrouvons l'idée de « rapport constituant » construit à la fois par le genre, la race et la classe dans la production d'inégalités donnant lieu à l'émergence du mouvement social. D'abord exclusivement masculine, le croisement des rapports coloniaux et des rapports de classe dans les usines donnent lieu à la création de l'association suite aux grandes grèves des années 70. L'implantation dans les quartiers populaires et l'expérience du racisme dans les années 80 marque l'évolution des luttes qui se dirigent vers la défense des droits des « sans ».

COMPLETER

SOURCES

- Entretiens qualitatifs de type semi-directifs

Fouzia, responsable ATMF Argenteuil

Mohamed, président de l'ATMF Argenteuil

Sara, salariée ATMF Argenteuil

Mimouna, habitante d'Argenteuil et militante associative

Rim, bénévole pour les cours de soutien scolaire à l'ATMF

- Journal de terrain de l'observation participante réalisé entre les mois de février et de mai 2015

- Données officielles

Rapports d'activité de l'ATMF Argenteuil des années 2013, 2014 et 2015

Rapport d'activité du projet PICRI 2008-2009-2010 « Paroles croisées, l'Espace Femmes Citoyennes de l'ATMF d'Argenteuil ».

Diagnostic contrat de ville Argenteuil - Fiches synthétiques 2015-2016

Site web de l'ATMF

Communiqués de presse de l'ATMF sur les actions collectives

Infos migrations n° 72-73 - juillet 2014 *ELIPA 2013 : les premiers résultats*, Ministère de l'intérieur, Direction générale des étrangers en France.

Infos migrations n° 77 - juin 2015 *Les femmes immigrées installées en France depuis moins de 10 ans*, Ministère de l'intérieur, Direction générale des étrangers en France.

Rapport 2016 d'Amnesty International sur les violences policières en France

BIBLIOGRAPHIE

Bacchetta, P. « *Décoloniser le féminisme: intersectionnalité, assemblages, co-formations, co-productions* », Les cahiers du CEDREF [En ligne], 20 | 2015, mis en ligne le 15 juin 2015

Bacchetta, P. « *Réflexions sur les alliances féministes transnationales* » dans : Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Lefeuvre et Fatou Sow (coords.), 2010. *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Paris : Les Presses de Sciences Po. 278 p.

Beauchemin, C. Hamel, C. Simon, P. (2015) *Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France*, INED, Coll. Grandes enquêtes

Bilge S., « *Théorisations féministes de l'intersectionnalité* », Diogène 1/2009 (n° 225) , p. 70-88

Bilge,S. « *De l'analogie à l'articulation : théoriser la différenciation sociale et l'inégalité complexe* », L'Homme et la société 2010/2 (n° 176-177),

Blanchard, E., « *La police et les « médinas algériennes » en métropole. Argenteuil, 1957-1962* », Métropolitiques, 8 février 2012.

Butler, J. (2004) *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte.

Calderón Aragón, G., Hernández, E.L., (2011) «*Descubriendo la espacialidad social desde América Latina : reflexiones desde la geografía sobre el campo, la ciudad y el medio ambiente*», Itaca, Coll. Cómo pensar la geografía, 343p.

Cossée C., Miranda A., Ouali N., Sehili D, (2012) *Le genre au cœur des migrations*, Petra, 336p.

Clerval A., Fleury A, Rebotier J., Weber S. (2015) *Espace et rapports de domination*, Presses universitaires de Rennes.

Direnberger,L., et Schmoll,C. «*Le tournant spatial dans les études de genre*» Les cahiers du CEDREF [En ligne], 21 | 2014, mis en ligne le 20 octobre 2015

Doytcheva, M. (2003) « *Existe t'il un multiculturalisme à la française ? Une étude sur la Politique de la Ville 1981-2003* » Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'EHESS. Directeur de thèse : Dominique Schnapper

Dumont, A. « *L'état des recherches sur les associations de migrants internationaux* », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 26 - n°2 | 2010

Fassin, D. « *L'anthropologie entre engagement et distanciation. Essai de sociologie des recherches en sciences sociales sur le sida en Afrique* »

Faure S., Thin D., « *Femmes des quartiers populaires, associations et politiques publiques* », Politix, 78 (2), 2007, pp. 87-106.

Ferraroti, F (1990) *Histoire et histoires de vie : la méthode biographique dans les sciences sociales*, Méridiens Klincksiek

Fol, S., Lehman-Frisch, S., Morange, M., (2013) *Ségrégation et justice spatiale*, Presses Universitaires de Paris Ouest, 353p.

Ginrac, C. « *Géographie critique, géographie radicale : comment nommer la géographie engagée ?* » Carnets de géographes, n°4, septembre 2012, Rubrique Carnets de recherches

Hancock, C. « *L'espace ressource ou leurre : qu'est-ce que penser spatialement fait gagner, et perdre, à la réflexion sur le genre ?* », Les cahiers du CEDREF [En ligne], 21 | 2014, mis en ligne le 20 octobre 2015

Hill Collins, P. « *Toujours courageuses [brave] ? Le féminisme noir en tant que projet de justice sociale* », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 20 | 2015, mis en ligne le 15 juin 2015

Kergoat, D. Miranda, A. Ouali, N. (2011) *Migrantes et mobilisées*, L'Harmattan, Cahiers du genre 21/2011, 265p.

Kergoat, D. « *Une sociologie à la croisée de trois mouvements sociaux* », L'Homme et la société 2010/2 (n° 176-177), p. 27-42.

Kergoat, D. (2012) *Se battre, disent-elles...* La Dispute, Coll. Le genre du monde

Lefebvre, H. (1974) *La production de l'espace*, Economica, Coll Ethnosociologie, 512p.

Lacroix, T., Sall, L., et Salzbrunn, M. « *Marocains et Sénégalais de France : permanences et évolution des relations transnationales* », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 24 - n°2 | 2008

Marius K. , Raibaud Y. (2013) *Genre et construction de la géographie*, Publications de la maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 240p.

Martin, J.Y. « *Une géographie critique de l'espace du quotidien. L'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre* », Artículo - Journal of Urban Research [Online], 2 | 2006, Online since 17 July 2006

Mélis, C. « *Des syndicalistes comme les autres ? L'expérience syndicale de migrantes et de filles d'immigrés d'Afrique du Nord et sub-saharienne* », L'Homme et la société 2010/2 (n°176-177), p. 131-149.

Mélis, C. « *Nanas-Beurs, Voix d'Elles-Rebelles et Voix de Femmes* », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 19 - n°1 | 2003, mis en ligne le 18 février 2013,

Mignolo, W. « *Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique* », Mouvements 2013/1 (n° 73), p. 181-190. P.183

Moujoud, N. « *Effets de la migration sur le femmes et sur les rapports sociaux de sexe. Au-delà des visions binaires* », Les cahiers du CEDREF [En ligne], 16 | 2008

Paugam, S. (2010) *L'enquête sociologique*, Presses Universitaire de France, 458p.

Ouali, N. "*La lutte contre la domination de sexe, de classe et de race dans les mobilisations des femmes issues de l'immigration*" dans *Savoirs de genre : quel genre de savoir ? État des lieux des études de genre*, Sophia, Bruxelles, p. 173-188.

Rosanvallon, P. (2006), *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 331 p.

Sala Pala V. Arnaud L. Ollitrault S. Réatif S. (2009) *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux : Classe, ethnicité, genre*, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales

Sayad, A. (1999) *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, Coll. Liber

ANNEXES

- Deux entretiens qualitatifs

Mohamed et Mimouna

Parler de son passé à ses enfants

Moi je n'ai aucun complexe à parler à mes enfants de mon parcours, avant d'arriver, de moi de ma vie avant d'arriver en France et puis une fois arrivé en France quoi. Ne serait ce que pour leur dire "si vous êtes nés en France c'est parce que moi j'ai immigré" Et pourquoi j'ai immigré? Alors, je suis pas venu pour admirer la Tour Eiffel, je suis venu à une époque bien définie, à la sortie de la guerre, la décolonisation, la France avait besoin de main d'œuvre très bon marché dans les anciennes colonies, essentiellement du Maghreb. Après les européens, les italiens, portugais. Il fallait construire la France, et les migrations présentes n'étaient pas suffisantes! Ce qu'on appelait les Ritals, bon les arabes c'est les bougnouls.

Tu sais, j'entends ici ou là, une fois on se trouvait dans un recueillement pour quelqu'un de l'association, un grand bagarreur, il était syndicaliste, il enflammait les foules, je me souviens de ses discours lors des mouvements de débrayage à l'usine à Gennevilliers. Comme il est originaire de la région de sud du Maroc, comme la plupart des gens qui travaillaient là, il parle le berbère. Il était dur à cuire, il lâche rien sur les principes. Après sa mort, il a été rapatrié. Ses deux enfants des cadres supérieurs, dont un qui travaille dans une multinationale. Les enfants ont appris beaucoup de choses au moment de la prise de paroles des uns et des autres, des gens qui l'ont connu, et à la fin, ses enfants sont venus nous remercier, nous avons appris des choses qu'on ne savait pas sur notre père, grâce à vous. Tu as des famille comme ça, ils n'osent pas aborder leurs enfants, soit ils veulent pas les embêter avec cette histoire, leur histoire. Moi sincèrement, mes enfants ils ont envie de construire leur propre parcours, c'est bien qu'il n'y ait pas de coupures. Ca c'est mon histoire, je l'entends, je sais d'où je viens, mais j'ai besoin de bâtir ma propre voie, qui soit le prolongement du tien en quelque sorte, et ça c'est bien. Moi le passé table rase, bah non! Mes enfants, j'ai trois enfants, dont deux docteurs en biologie. Un aux Pays-Bas et l'autre il est en Allemagne, après avoir travaillé 6ans là-bas. Je suis doublement grand-père. Le troisième est en région parisienne, il travaille à l'entreprise Mars, les chocolats. Lui il a pas voulu passer sa vie à la fac. Il a pas connu une seule journée de chômage, recruté juste après son stage. Voilà, je n'ai aucun complexe, mais je leur casse pas la tête non plus, maintenant il connaissent ça par cœur.

Les deux migrations

Je m'appelle Mohamed Nemri, actuellement président de l'ATMF, depuis la dernière assemblée générale au mois d'avril. Avant, j'étais coordinateur de l'association pendant pratiquement 15 ans. A l'origine quand je suis arrivée en France, au début des 70, je venais à peine de quitter le lycée, n'ayant jamais travaillé au Maroc, jamais visité une entreprise. Juste à la fin de mes études, je me suis retrouvé en banlieue parisienne, précisément à Bezons. On est arrivés dans une entreprise qui s'appelait les câbles de Lyon à Bezons. D'abord il y a eu une première migration de la campagne vers la ville, qui m'a permis de suivre mes études secondaires. C'était à Tétouan, je venais d'une région qui fait partie de la région de Tétouan. Si la famille n'avait pas fait cette migration j'aurais jamais pu continuer mes études. J'étais à l'origine de la première migration, les études secondaire terminées, la France avait besoin de main d'œuvre non qualifiée. Ils savaient qu'il y avait des gisements de main d'œuvre, il y avait pas besoin de faire des études ou d'envoyer des émissaires pour le repérage. Elle a passé 44ans au Maroc, 130 années en Algérie. Ils connaissaient aussi le mode de fonctionnement des maghrébins. C'est la pleine expansion économique, il fallait des bras pour relever le défi.

Le recrutement au Maroc, l'arrivée en France et le travail

Je suis arrivé le 3 mars 1971, un souvenir qui m'a beaucoup frappé à l'époque, c'est que quand je suis arrivé, le lendemain matin, il avait neigé en région parisienne. N'ayant jamais vu, marché ou joué avec de la neige, on était tous étonnés de marcher sur la neige, au point que nous avons oublié que nous

avons rendez-vous avec la personne des ressources humaines qui nous attendait pour nous dispatcher dans les différents ateliers, différents postes. Et il est venu lui même puisque notre lieu d'hébergement était en face de l'entreprise, il n'y avait que la rue à traverser. C'était un dortoir, je t'assure c'était comme des boxes à chevaux, on était 9 dans une grande salle séparée par des cloisons avec une seule cuisine, toilette. Quand je dis cuisine le mot est fort c'était un réchaud avec du feu. Tu imagines 9 personnes se relayer pour réchauffer ou préparer leur gamelle. Donc je disais que la France avait besoin de main d'œuvre et elle a envoyé les délégations du CNPF (conseil national du patronat français) l'ancêtre du MEDEF actuellement. Ils ont sillonné le Maroc entier de la ville vers la campagne pour recruter cette main d'œuvre, les mines les chantiers les autoroutes, surtout l'industrie automobile. Les gens étaient recrutés en fonction de ce qu'ils allaient faire. Par exemple dans le Nord du Maroc il y a beaucoup de mineurs de charbon, au point qu'ils se sont constitués en association dans le Nord Pas de Calais, membre du réseau de notre association. On y reviendra. Et donc pour travailler dans l'industrie métallurgique, c'était mon cas, ils avaient besoin de salariés un peu formés. Des gens qui ont fait leur scolarité dans des centres techniques, où on apprenait à manier la lime, à utiliser le chalumeau pour souder. Il faut savoir utiliser un pied à coulisse, voir un même un palmaire, des instrument qui peuvent donner le diamètre à quelques millimètres.

Donc je me suis retrouvé avec des copains, c'est la délégation du patronat français qui s'est occupée de tout : des papiers pour les passeports, du billet, on a eu même droit à quelques provisions pour le voyage. Il y a un examen médical à faire sur place à Tétouan puis à l'office français de l'immigration qui est à Casablanca. Vous avez aussi des représentants du patronat français sur place pour vous tester, pour évaluer avec des exercices sur le champ pour savoir quel est votre niveau de formation. C'était sélectionné et trié, faut être en bonne santé, et en fonction de l'activité que vous allez exercer. Ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, c'est le bâtiment, les travaux publics, la chaîne automobile. Ce qui ont eu la chance d'aller à l'école travaillaient dans la métallurgie, on leur confiait des machines, parce qu'il faut savoir lire un bon de commande et aussi répondre à cette commande. Le câble de Lyon fabriquait essentiellement des câbles électriques de toute dimension, des plus petits jusqu'aux câbles sous-marins qui font 20cm de diamètre par exemple.

Arrivé en France, on a eu la chance de partir ensemble, avec un groupe de jeunes lycéens, on s'était connus au collège. Je pense que, avec un peu de recul si il n'y avait pas ça, je ne serais pas resté en France. Tu imagines, du jour au lendemain, on avait jamais vu ni visité la France. Bon on avait pas visité le Maroc, on avait pas les moyens de le faire. Alors venir dans un pays anciennement colonisateur du votre. On a entendu parler de Paris, de la Tour Eiffel, des droits des travailleurs, par nos enseignants, la plupart étaient des Français. La retraite, la durée hebdomadaire du travail, la protection sociale, la santé etc... Ils nous faisaient miroiter que c'est le paradis sur terre en quelque sorte. Certains venaient de la province française et se retrouvaient à enseigner pour la première fois de leur histoire à deux mille kilomètres de leur région.

Le quotidien

Bref, on est arrivés, et je dis heureusement qu'il y avait ce groupe qui a fait que nous avons pu, j'ai pu rester. Parce que, on vous arrache à votre famille, à votre environnement. Du jour au lendemain vous êtes dans un pays avec ses traditions ses coutumes, un pays extrêmement développé. Et puis toi qui n'a jamais travaillé ou visité une usine de ma vie. Je me retrouve dans un poste où il faut savoir...bon c'est vrai qu'au bout d'une semaine d'apprentissage avec quelqu'un, on m'a confié la machine et je devais me débrouiller tout seul avec ça quoi. C'était dur, extrêmement dur, à vivre, parce qu'il fallait quand même tout faire. C'est à dire laver son linge, faire ses courses, préparer à manger, faire son lit, faire son ménage. Et ça tu le fais du jour au lendemain, je veux dire que moi j'étais un peu l'enfant choyé de la famille, l'unique garçon, du coup je savais pas cuire un œuf, cuire une omelette, non mais c'est vrai quoi! J'étais le premier garçon, donc après moi j'ai des sœurs. Et donc celui qui cuisine, ou celle qui cuisine surtout, elle cuisine pour toute la famille. On pouvait pas se relayer pour faire ça, sachant qu'on se satisfait du minimum, parce que les conditions matérielles de la famille étaient vraiment extrêmement limitées. Bon, première année à Bezons, une année très dure, on était sur un travail posté,

c'était les trois 8, je sais pas si tu vois. Donc tu as une machine qui tourne 24h sur 24h donc première équipe de 6h à 14h la deuxième de 14h à 22h, et la troisième de 22h à 6h. Tu as des mois ou c'est deux semaines le matin, deux semaines l'après-midi une semaine la nuit. Le mois suivant c'est deux semaines la nuit une semaine le matin, et ainsi de suite. On est troublé, surtout qu'on ne peut pas dormir quand on rentre à 6h du matin, on peut pas dormir tranquillement. Le dortoir donnait sur la route principale à Bezons, une route très fréquentée, plus le bruit des voisins. Les semaines de nuit étaient infernales, au point que parfois, pour tromper un peu le vigile, on faisait tourner les machines à vide, pour aller sommeiller une ou deux heures. Le vigile devait passer pour pointer lui aussi. Mais la machine était équipée de mouchard, le chef arrive le matin, il s'aperçoit tout de suite que la machine a été arrêté. C'est comme les transporteurs routiers, vous êtes très contrôlés grâce à ce mouchard.

Les premières grèves

Au début de la deuxième année, il y a eu un évènement dans l'entreprise. Je dois te dire aussi que je n'ai jamais participé à un moment de grève, pas de conscience syndicale, vu que je n'ai pas travaillé dans l'entreprise, pas de conscience étudiante parce que la seule grève à laquelle j'ai participé ma dernière année au lycée c'était à Meknès. J'ai fait une année de spécialisation au lycée industriel à Meknès. Les étudiants se sont mis en grève sans même qu'on sache pourquoi, nous on était internes, au bout de quelques jours de grève, les surveillants est venu nous voir pour nous dire, ou vous reprenez, moi je ne veux pas garder des lycéens qui profitent du système. Donc on a pas repris, sans même qu'on sache le pourquoi de la grève. Je ferme cette parenthèse et je reviens aux câbles de Lyon. On était très inquiets à la fin du contrat la première année, parce qu'on était dépendants, et pour les papiers, et pour le logement de l'entreprise. Si tu es viré à la fin du contrat, tu dois rendre les clés et voir même avoir des problèmes de papier avec la police. La plupart d'entre nous ont été gardés. Au bout de la deuxième année, il y a eu un moment de grève. C'est un copain Marocain qui était lui un peu politisé, il a réussi à se faire embaucher dans l'entreprise, apprenant qu'il y avait beaucoup de Marocains, de jeunes marocains, scolarisés et instruits. Il a pensé que c'était une bonne occasion de foutre un peu un mouvement dans l'entreprise, et c'est ce qu'il s'est passé. Au bout de 5 mois tu vois, il était sympathique, il avait un véhicule, il nous emmenait à Paris, une amitié s'est constitué. Alors que c'était un jeune d'ici, il parlait très bien le français, il avait un véhicule, à l'époque rares sont les gens comme nous qui pouvaient se payer un véhicule. Parce qu'on était très mal payés. Tous les cadeaux qu'ils nous ont fait pour les transports etc, ils se sont rattrapés sur les taux horaires et sur le salaire. Pour te dire quand je suis parti de l'entreprise, au bout de deux ans, pour solde tout compte, j'ai touché à l'époque 1200 francs. Bon c'était une démission.

Donc le type, au bout de six mois il se met en grève tout seul, qu'est ce qui ne va pas? Le salaire ne va pas, la direction nous vole etc. Donc nous par solidarité communautaire, parce qu'à l'époque, nous ne comprenions pas le pourquoi de ce mouvement, n'ayant pas non plus de conscience syndicale, alors qu'il y avait un syndicat CGT, pour le citer. Le type dit, moi j'ai besoin simplement du soutien et de la solidarité des travailleurs, je n'ai pas besoin du syndicat. Du coup, comme il était le plus éclairé, on l'a suivi aveuglément. Donc quelles étaient les revendications : salaire et réintégration. Donc on est partis dans un mouvement, ne maîtrisant ni les tenants ni les aboutissants pour la réintégration de notre ami. La direction est maline, sachant que la CGT ne marchait pas, parce qu'on ne voulait pas de leur soutien, ils nous ont proposé à maintes reprises de venir à la bourse du travail pour discuter, en vue de porter des revendications susceptibles de mettre tout le monde d'accord. Il y avait des collègues, des travailleurs portugais, qui eux étaient très politisés, c'était des exilés de l'époque de Salazar et de la dictature au Portugal. Ils voulaient discuter avec nous, on a rien voulu savoir. La direction a donc vu qu'on avait pas d'expérience, qu'on arrivait pas à mobiliser l'ensemble du personnel, ils ont compris qu'on allait s'étouffer. Mais les marocains occupaient pratiquement 75% des machines dans l'entreprise. Quand on est arrêtés, toute l'activité est arrêtée, et malgré ça, le patronat a mis sur quelques jours, et on sera essoufflés, et c'était ça, on ne sait pas où l'on va. Y'a pas d'intégration, on fait du bruit, on se déplace d'atelier en atelier. Bref, c'était un échec total qui nous a beaucoup fait réfléchir ensuite, ni soutien de l'extérieur ni de l'intérieur. C'était le premier mouvement de grève dans une entreprise pour nous. Le type n'a pas été réintégré, on a pas supporté l'échec, donc la plupart d'entre

nous ont donné leur démission, on est partis. On ne pouvait pas revoir nos collègues après ce qu'il s'est passé, c'est une question de fierté. C'était idiot, sincèrement avec un peu de recul, je me dis qu'on s'est fait avoir. Le mouvement qui a réussi à faire embaucher ce type ont eu ce qu'ils voulaient. Mais nous on savait pas ça! Si tu t'intéresses à l'histoire des migrations des années 70, il y a le mouvement des travailleurs arabes, c'est lui qui était derrière tout ça. C'est des militants d'obédience Baasiste, pour la réunification des pays arabe. Deux partis rivaux, Bachaar en Syrie et en Irak Sadam après la fin de la monarchie. J'ai appris ça par la suite.

La découverte de l'AMF

Au même moment nous avons appris l'existence de l'AMF, l'association des marocains de France, qui existe toujours. Premier réflexe, c'était à Paris, rue Serpente. Entre parenthèse, il y a moins de 15 jours, les militants maghrébins ont rendu hommage au premier président de cette association à l'hôtel de ville du 2ème arrondissement. C'est un ami de longue date, j'ai pris aussi la parole pour rappeler un certain nombre de souvenirs qui m'ont marqué durant ces années. Donc on apprend qu'il y a une association, et on est allés voir ce qu'il s'y passait. Au début c'était plus poussé par, aller à la rencontre des marocains qu'autre chose. Jusqu'aux années 70, elle était cantonnée à Paris, et servait plus de siège de parti politique qu'autre chose. Cette association paraît-il a été créée par Mehdi Ben Barka avant qu'il soit enlevé à Paris, c'est un leader marocain ancien professeur de maths du roi Hassan II, a été exilé puis capturé, on ne l'a jamais revu, capturé le 19 mars 1965 devant la brasserie Lip au cœur du quartier Latin. Donc on les a rencontrés, c'était essentiellement des étudiants ou des exilés politiques, certains ont même participé à la guerre de libération au Maroc. Donc c'était bien, on allait les écouter, on fait connaissance, moi je suis de la région du Sud, moi l'Est... Comme c'était des gens qui avaient une conscience politique et syndicale, pour nous c'était des discours nouveaux, on apprenait des choses, un peu d'économie, un peu de politique, un peu la nature du régime qui règne au Maroc, un peu l'histoire du moment de libération, les conditions de l'arrivée au trône de Hassan II. C'était important et intéressant pour nous, chose que nous n'avions pas appris durant plus de 15 ans de scolarité! On y a adhéré sans hésitation, et puis on était parmi, comme on était des ouvriers fraîchement débarqués en France, on habitait la banlieue industrielle, donc on leur a dit que l'association devait s'ouvrir sur ces banlieues. Et donc on a créé l'AMF Argenteuil-Bezons, avec le même groupe avec qui on est arrivés en France. **On est restés un groupe soudé, on va dire jusqu'à l'arrivée de nos famille.** A l'époque le chômage c'était insignifiant, on trouve tout de suite du travail, après j'ai travaillé dans une entreprise de taille moyenne à Bezons, toujours dans les câbles. On s'était retrouvés là.

Après on a commencé à s'ouvrir sur notre environnement : syndical, associatif et on a commencé à nous réunir pour faire des trucs pour notre communauté. On avait commencé par donner des cours d'arabe aux enfants de l'immigration essentiellement marocaine. On a passé des conventions avec deux écoles, Paul Vaillant Couturier à Argenteuil et Carnot pour accueillir le samedi et le mercredi après-midi les enfants des familles. On s'était dit, faut absolument s'accrocher à son identité, à sa langue pour ne pas se perdre. Voyant des adultes qui sont arrivés, surtout les Algériens, parce qu'ils étaient là bien avant le début de la guerre d'Algérie. Ils étaient en quelque sorte envahis par la langue française, ça ne parlait qu'en Français! On s'est dit qu'il faut qu'on garde cette langue, nos traditions, parce qu'il n'a jamais été question pour nous de rester en France. Donc on était là pour une période courte, une décennie maximum. Le temps de ramasser un peu d'argent et repartir pour monter un petit projet, un commerce une épicerie, tu vois, quelque chose dans ce genre. Et donc on a vécu avec cette idée omniprésente, que le retour est inéluctable. Moi même j'ai participé à pas mal de concours pour rentrer dans une entreprise. Au début des années 80, ça a été ma dernière tentative de rentrer. Je me suis dit, maintenant la famille est là, il y a eu même la naissance des enfants, je n'avais pas le droit de jouer avec l'avenir de ma famille. Après 10 ans, moult tentatives je me suis dit "*Mohamed maintenant il faut vraiment poser la valise*" qui était toujours prête, fermée. Il faut adopter ce pays qui t'as adopté. Le pécule, on l'avait pas pour rentrer. Donc on se réunissait, un coup dans les unions locales syndicales, parfois dans nos appartements, et on faisait des choses, mais pas la religion.

Naissance de l'ATMF

On a constaté que les amis de la rue Serpente n'avaient pas de projet d'extension et de développement de l'association. Leur projet était de garder ce local bien situé pour faire de l'opposition au régime quoi. On leur a fait comprendre qu'ils étaient des étudiants, qu'ils étaient là pour deux, trois, quatre ans, et puis ils vont rentrer. Il fallait que l'association soit dirigée par des salariés, des ouvriers qui sont arrivés pour mettre à l'ordre du jour les problèmes des travailleurs marocains, à savoir les papiers, les salaires, la lutte contre l'amicale. Parce que je peux te dire que le Maroc ne s'est pas limité à envoyer de la main d'oeuvre, il l'a fait suivre par une amicale pour la surveiller. La France est un pays démocratique, donc il y a la liberté d'expression, d'appartenir à un parti, un syndicat. On peut s'exprimer, et le Maroc avait peur de ça, c'était une forte communauté qui migrait, tu imagines 750 mille personnes qui adhèrent dans des syndicats, partis, qui sont influencés par ce débat permanent politique. C'est un temps où ces organisations pesaient lourdement, les syndicats, la gauche. C'est plus le cas malheureusement à l'heure actuelle. Ils avaient de l'influence, ça se battait. Donc ils avaient peur en quelque sorte des droits des travailleurs en France. Quand on rentre chez nous, on se fait tabasser, insulter, humilier, arnaquer etc... Donc cette amicale a joué un rôle néfaste, pour te dire que certains de mes camarades se sont fait interdire de retour au pays parce qu'ils étaient syndicalistes. L'amicale leur disait de ne pas se mêler des affaires franco françaises, restez à l'écart de tout ça. Ça veut dire ne défendez pas vos droits quoi, si vous êtes lésés bah tant pis! Vous êtes là pour travailler et pas pour faire de la politique quelle qu'elle soit, syndicale. C'était une bagarre avec cette amicale des travailleurs et des commerçants marocains à l'étranger. C'était le prolongement du bras sécuritaire du ministère de l'intérieur. Chaque jour chaque semaine il fallait faire des rapport. Et gare à celui qui se laisse distraire par les syndicats.

Donc Argenteuil, un bon groupe, on a commencé à faire de la permanence sociale, essentiellement écrivain public. On avait la chance d'avoir été scolarisés, c'était pas le cas de beaucoup d'entre nous. On avait pas de local encore. On faisait ça notamment avec un ami, on a fait l'école ensemble, venus en France ensemble, travaillé et milité, et on est toujours ensemble. Nos enfants ont été élevés ensemble. Donc ça prend de plus en plus d'ensemble. La question la marche verte a creusé un peu le fossé en 1995 parce que, bon il y avait des partisans du Sahara marocain, d'autres d'un Sahara saharien. Beaucoup étaient en France parce qu'on les avait empêchés de continuer le combat pour la libération du Maroc, une bonne partie du territoire était sous domination espagnole. C'est pas un patelin, c'est pour ça que ce conflit dure depuis cette date. Ça a duré quelques années, avec l'espoir que les choses redeviennent normal, mais ça c'est pas améliorer, et du coup nous avons créé l'ATMF en 1982. Nous, Argenteuil on était dans ce mouvement. Ça nous empêchait pas d'avoir des rapports personnels et amicaux. Lorsque j'ai pris la parole à l'hommage, j'ai dit que les circonstances ont fait qu'on a bifurqué. Il était toujours partisan de la réunification des deux associations, mais ce n'était pas partagé par les autres.

Je me souviens qu'on s'était retrouvés pour rendre hommage à Said Bouziri, tu as entendu parler? Un militant de l'immigration et de la défense des droits de l'homme, il était responsable aussi de la LDH et la ville de Paris l'a honoré par une plaque à deux pas d'ATMF dans le 18ème, au siège. C'est rue Affre, non loin de Barbès, nous sommes propriétaires de ce local. Bouziri est mort dans des circonstances tragiques, un type plein d'espoir, ayant occupé des postes importants dans l'association Génériques. Un parcours sans failles, et à 60 ans... Lorsque ses amis se sont retrouvés, il y avait des chefs d'entreprises, des hauts fonctionnaires, il avait un réseau relationnel considérable, moi j'ai même pas 10% de son réseau. Il y avait même des flics! Intraitable sur la défense des gens, notamment des sans papiers. Pourquoi la plaque à proximité de l'église? Il y a trois décennies, il était étudiant, et le gouvernement de l'époque voulait l'expulser pour activiste. Il a fait une grève de la faim, avec sa famille au sein même de l'église. Ce combat qu'il avait mené lui et sa femme avait failli lui emporter la vie. Bon je ferme cette parenthèse.

Nous avons fait un bon choix de créer cette association parce que 30 ans après on s'aperçoit que l'ATMF s'est développée, elle couvre en quelque sorte l'hexagone. Alors que l'AMF, sans dire de mal, font plus de politique que de travail associatif local. Nous, depuis qu'on a dit que notre vie est ici, notre

avenir est ici, que ce pays nous a adopté et que nous avons aussi adopté ses valeurs, faut qu'on s'occupe des problèmes de l'immigration ici. Bien sur, les problèmes politiques nous intéressent, mais nous ne pouvons qu'apporter notre soutien aux associations qui se bagarrent pour le respect des droits de l'homme au Maroc, et il y en a, en grand nombre. Donc il faut qu'on balaie devant nos porte, comme on dit. A une époque, on existait que pour faire de l'opposition, pour une grève réprimé, des étudiants dans une fac brutalisés. Moi j'ai dit, cette époque là est révolue, il y a des forces démocratique au pays, associatives, laissons les faire leur travail, et faisons le notre, parce que nous si on fait le travail des autres, personne ne le fera à notre place. Donc c'est un choix fondamental entre l'ATMF et l'AMF. Le temps nous a donné raison. On compte pas moins de 18 associations membres, autonomes mais affiliées à ce réseau : Montpellier, Nancy, Aix... avec ne fonctionnement, un congrès qui se réunit tous les trois ans, un bureau etc..Je continue à occuper des fonctions au sein de ces instances nationales.

Regroupement familial et diversification des activités

L'ATMF d'aujourd'hui, Argenteuil, n'est plus celle d'il y a trente ans. Ce qui nous a permis de développer, c'est le fait d'être à l'écoute des habitants, de la ville, du quartier du Val d'Argent, nord et sud. Toujours à partir de leurs attentes, on a mis des actions pour y répondre. Je peux parler par exemple des ASL. Au début on était cantonnés à l'accès au droits, l'égalité des droits, donc les permanences sociales et juridiques. Mais il n'y avait pas que ça, avec le regroupement familial, les familles arrivaient en masse. Après une immigration de célibataires, au début des années 60 et 70. Les ouvriers célibataires ne le sont pas restés éternellement. Ils ont compris que leur vie et leur avenir allait se passer en France, ils se sont stabilisés. Certains ce sont mariés ici, d'autres au bled et on fait venir leur famille. Donc il fallait élargir le champ d'intervention de l'association. On s'est dit qu'il fallait faire quelque chose pour apprendre le français : première condition d'intégration dans un pays où l'on ne connaît ni l'histoire, ni le mode de vie, c'est de connaître un minimum sa langue. Bon moi j'aime pas beaucoup ce terme d'intégration, autant on peut le dire pour des gens qui sont arrivés majeurs d'autres pays, mais on peut pas le dire pour ceux qui sont nés en France! On peut pas dire qu'il est mal intégré, il y a quelque chose qui va pas! On peut dire ça de quelqu'un qui est arrivé de la campagne algérienne ou marocaine, quelqu'un qui ne connaît pas la république et ses valeurs, la constitution de la république, la révolution, les années lumière. Mais les gens scolarisés en France, qui ne sont pas intégrés, il y a un problème. C'est la vie dans le cité, c'est l'école ou le programme, la négation de ce qu'est cette personne, même si elle est née en France ses parents n'y sont pas nés. Et il porte aussi en lui quelque chose de ses parents, on peut pas. Il continue à aller au pays pendant les vacances, une bonne partie de sa famille est restée là-bas. On peut pas faire, comme on disait au début de notre entretien, table rase sur le passé de sa famille, certains ont passé une partie de cette histoire, voire même l'histoire toute entière! Mais bon, c'est pour que le jeune sache pourquoi il est né en France. Son père n'est pas arrivé comme touriste et a décidé de rester, il y a bien eu organisation de l'immigration, un plan étudié par le patronat et le gouvernement français. Ca me choque quand j'entend que la France est envahie! On a bien organisé cette immigration, on a été les chercher.

Moi j'avais rien demandé quand on est venus me voir. J'ai fait ça car j'avais envie de le faire, j'y trouve un certain plaisir, un certain bonheur. J'ai fait ça parce que j'y trouvais mon compte. Je le ferais pas sinon. La sous préfecture a envoyé un agent pour me proposer une décoration, j'ai dit que j'avais rien demandé, je fais pas ça pour ça! Maintenant on a commencé à remettre ça aux héritiers de l'Arabie Saoudite, aux patrons de l'espionnage Marocain, pour vous dire que ça n'a pas de sens! On décore un patron des renseignements de l'espionnage...

Quitter l'entreprise pour l'association

Donc je disais, je vais parler un peu de mon parcours professionnel, j'ai travaillé pendant un quart de siècle, dans différentes entreprises de la métallurgie en région Ile de France. La dernière n'est pas loin d'ici à Sannois où j'ai travaillé pendant 18ans. J'étais toujours impliqué dans le milieu associatif et l'ATMF. Arrivé un moment, on s'était dit au conseil d'administration, est ce que ce projet est fiable? Il faut qu'on se donne les moyens, on ne peut pas se satisfaire de ce qu'on a fait jusqu'à aujourd'hui. Si

un projet ne se développe pas, il stagne, c'est la routine et voire même la dispersion. Les gens finissent par se dire qu'on tourne en rond. Le CA a débattu de la situation de l'association. C'était comme un défi, cette association a sa place dans cet environnement local, ce serait dommage qu'elle ne continue pas en se développant bien sur. On a fixé un certain nombre d'objectifs pour le développement et la pérennisation. Le choix était vite fait, on m'a proposé d'être le coordinateur. Je t'avoue que c'était pas facile, parce qu'il fallait arrêter mon activité professionnelle. J'avais une vie de famille, j'étais technicien, j'étais bien payé, un boulot pénard, autour de moi ma famille voyait pas ça d'un bon œil, comme si j'allais à l'aventure quoi. Ils avaient raison de s'interroger parce que mes arguments n'étaient pas suffisants pour les convaincre que je liais mon avenir à l'association. C'était quelque chose qu'ils arrivaient pas à toucher. On ne quitte pas son boulot comme ça. Il fallait tout reconstruire, on avait pas de moyens financiers, il fallait les ramener.

C'était en 1995, il fallait travailler sur des projets, il n'y avait pas de contrats de ville. Il y avait seulement le FAS, fonds d'action sociale, qui finançait les associations issues de l'immigration. Le FAS à l'origine c'était essentiellement pour les travailleurs immigrés, les foyers SONACOTRA, pour l'hébergement des travailleurs algériens. Argenteuil était gérée par le parti communiste bien avant le Front Populaire, en 1935. Il l'a géré jusqu'à 2000 à peu près. On avait pas de très bons rapports avec eux, notamment avec quelqu'un qui a fait 3 ou 4 mandats successifs. Il voyait l'association comme une association qui divise la population, une association communautaire. C'est la doctrine stalinienne, faut le dire, il y a le PC, les organisations qui sont dépendantes du parti. Tout converge vers ça : associations d'étudiants, de femmes, syndicats... Le parti et les branches. Donc une association qui n'était pas municipale n'avait pas de raison d'être sur le terrain, sinon tu fais de l'ombre. La seule source de financement c'était donc le FAS. J'ai finalement quitté l'entreprise, et suivi une formation universitaire, j'avais l'expérience de terrain mais il fallait avoir une formation théorique. Notamment dans la gestion des organismes sociaux et le développement social urbain, c'est ce que j'ai fait. Dispensée par l'université de Nanterre et les CEMEA sur une année. Ensuite j'ai créé le premier poste salarié à l'association. Au début j'étais pas payé, il a fallu faire des projets, aller les défendre, avoir les moyens. J'étais au chômage pendant ce temps où je travaillais au montage des dossiers. J'ai créé le premier poste en février 1998, la même année quelques mois après le deuxième poste à plein temps, occupé par Alliatte.

Donc on a commencé la mise en place des projets, les ASL, ça c'est grâce à une dame, une religieuse qui a fait toute sa carrière au Maroc et est rentrée en France. Dès qu'elle est arrivée à Lyon, elle a dit, moi je veux aller dans les villes où il y a une forte communauté marocaine. Je suis redevable à cette communauté de quelque chose. Elle était infirmière, elle a atterri à Argenteuil, elle voulait enseigner le français. Le premier atelier d'apprentissage de la langue française on l'a mis grâce à elle. Il a fallu un certain temps pour comprendre un peu la méthode. Si tu demandes des moyens il faut que ça fasse suite à un diagnostic, à des rencontres. Après on a enchaîné avec l'accompagnement scolaire. A l'origine c'était une association de femmes qui s'occupait de ça, et elle a disparu donc on a repris les groupes. Jusqu'à janvier 1980, on avait pas de domicile fixe, on se réunissait ici ou là. Puis on a eu une adresse fixe, le bureau où il y a Alliatte et Bernard. Le local s'est agrandi avec l'expansion des activités de l'association. On avait besoin d'un espace plus conséquent.

La salle polyvalente de l'autre côté est partagée, on peut l'avoir sur réservation. La salle en face, c'est la notre, on la prête aussi au collectif Ali Ziri, au collectif départemental des Roms et à un certain nombre d'autres collectifs. Depuis un moment on va à la rencontre des Roms, on leur apportait des choses, puis le collectif s'est créé il y a moins de deux ans. On a pas mal de camps de Roms sur le département, le collectif est animé par un philosophe, Dacheux, qui a écrit un bouquin, ça m'a permis de comprendre ce phénomène. Quand tu lis ce livre, ça change complètement le regard qu'on avait avant sur eux.

Ca fait bientôt 36 ans que nous sommes dans ces locaux. Pour les 30 ans, c'était aussi l'occasion de tracer l'avenir. En toute modestie, je me retrouve un peu dans ce parcours, on a connu des hauts et des bas. On a ancré davantage l'association dans son territoire qu'elle connaît très bien. On a développé des relations partenariales avec les institutions et avec le secteur associatif. L'ATMF est vraiment reconnue

pour ce qu'elle fait, et appréciée, d'où le concours de l'Etat et des différentes collectivités territoriales, y compris la CAF. Parce que c'est vrai, ce qui nous anime c'est avant tout ces valeurs d'égalité, de liberté, de citoyenneté que nous avons adoptée. J'ai aussi adopté les valeurs de ce pays, valeurs républicaines qui sont malheureusement parfois dévoyées à des fins plutôt politiciennes. J'ai mis un peu de temps avant d'adopter la nationalité française, quand je l'ai fait c'était pour adhérer pleinement aux valeurs de cette république, c'est pas pour la carte ou pour voter aux élections, c'est vraiment défendre ces valeurs de la révolution française, et de tous les combats menés par le peuple. Je suis attristé quand on bafoue ces valeurs auxquelles nous sommes très attachés. La déchéance de la nationalité, pour ne citer que ça, on a l'impression que le travail qu'on fait est multiplié par 0. On vous dit que vous ne pouvez pas être un vrai français, vous êtes français mais vous n'êtes pas comme les autres. Tout simplement parce que vous avez une autre nationalité, que vous le vouliez ou non. C'est le cas pour les marocains, ça vous colle à la peau. A partir du moment où vous avez un père, un grand-père ou un arrière grand père marocain, c'est la loi du pays. Voir expulser mes petits enfants, parce qu'ils ont la double nationalité, dans un pays où ils ne connaissent rien! Leur pays c'est ici, enfin même pas, on nous parle d'un monde globalisé. Leur pays c'est la planète toute entière. Je te disais tout à l'heure, mes enfants ont étudié à l'étranger et travaillé à l'étranger. Ils se sont installés dans ces pays, à l'autre bout de la planète. Donc tout ça c'est dégradant, surtout venant d'un gouvernement qui se dit de gauche, qui nous sort ça sur la table. C'est vraiment mesquin, ce ne sont pas des mesures susceptibles de réduire ou d'éradiquer le terrorisme.

Rester en France pour ses vieux jours

Pour lutter il faut rassembler toute la nation française, les étrangers qui vivent ici bon en mal en. Ils ont adopté ce pays, même à la retraite ils continuent à vivre ici, il y a quand même des attaches. S'ils étaient là uniquement pour le boulot, ils rentreraient. Même malades, vivant seuls, ayant été privés de leur famille, n'ayant pas vu grandir ses enfants, ils sont là. Tu vas dans un foyer, la majorité écrasante ont plus de 65 ans. Les projets de l'association avec les retraités ont commencé lorsqu'on a vu qu'ils étaient tous sur les bancs dans l'espace public. C'est un public qui ne fréquente pas les espaces de retraités, qui sont très bien développés pourtant. Ça fait pas partie de leur culture, ils n'iront pas dans une maison de retraite, ils ne fréquenteront pas les restaurants de retraités, même pas les repas de fin d'année à l'occasion de Noël. C'est grâce à cet espace de retraités, avec le CCAS de la ville d'Argenteuil, qu'on a commencé par petits groupes à fréquenter ces espaces. Mais attention, il ne faut pas tous les ramener, c'est comme si c'était réservé aux retraités français. Il a fallu négocier chaque année, ça n'a pas été une mince affaire. Il y a aussi une université des retraités, ils font des conférences très intéressantes, on a essayé de sortir de la solitude et de l'isolement, petit à petit ces retraités. Pour les amener à occuper cet espace qui est le leur, alors qu'ils croient que ça ne leur est pas réservé. Fréquenter les établissements publics, le cinéma, le théâtre, les spectacles, les interventions académiques. Même s'ils ne comprennent pas au début. Moi par exemple quand j'ai mis les pieds à l'AMF les premières fois, je comprenais strictement rien de ce qu'il se disait, mais ça m'intéressait, c'était un discours nouveau. On apprend, on mémorise progressivement, ça parle d'économie, de politique, de répression, de l'indépendant, de colonialisme. C'est un discours sur mon pays que je n'ai pas appris quand j'étais jeune homme. Et donc je restais, j'y allais et je n'étais pas le seul. Comme aussi par exemple quand on était invités à des débats sur la question palestinienne. Je ne comprenais pas la création de l'Etat d'Israël au cœur de la Palestine. C'est avec des associations, des mouvements en France qui ont propagé cette idée d'une colonie qui vient de l'Europe et qui a absorbé la Palestine. Les pays arabes y étaient pour quelque chose aussi. Tu sais moi j'ai grandi dans un quartier mellah, les quartiers juifs dans les grandes villes du Maroc, qui sont là depuis des siècles. Ils ont aussi été en Andalousie, expulsés au même titre que les Musulmans etc... Faire porter le chapeau de la défaite des armées arabes, 56 ou 67, à des juifs qui ne connaissent rien d'Israël, qui y sont totalement étrangers, comme nous quoi! Ils sont marocains point final. Ceux qui ont créé l'Etat d'Israël n'a pas été porté par des juifs du Maghreb ou de l'Orient mais par des sionistes.

L'imbrication des échelles de la lutte

L'ATMF n'est pas apolitique, ça veut rien dire entre nous, moi je crois pas ici. Tout est politique dans ce monde et dans cette vie. Quand il s'agit de construire une crèche pour accueillir des enfants, c'est une décision politique. Tous les habitants doivent être associés, y compris les étrangers, d'où le droit de vote. Promise par Mitterrand, reprise par Hollande, pour à la fin de son mandat renoncer à cela. Tout est imbriqué donc, le social le culturel le politique, nous sommes ou les bénéficiaires d'une bonne politique ou les victimes. Tu as des gens qui décident à différentes échelles, de la ville, du département, de la région... Quand on décide de fermer une maison de retraite ou un dispensaire de soin, cela nous concerne. Ça veut dire qu'il faudra se déplacer, beaucoup de gens ont du mal à prendre les transports pour aller à Cergy. L'ATMF, avec les autres se mobilise, que ce soit pour ça ou pour la déchéance de nationalité, on se bat. Pour le droit de vote, on a épuisé tous les arguments. On nous a dit que le peuple français n'était pas prêt pour le droit de vote des étrangers. Même lorsqu'ils étaient favorables, ils n'ont pas eu le courage de relever la promesse.

Oui bien sur l'ATMF est présente. On a un pied citoyen, défendre la citoyenneté pleine et entière, on est habitants d'une ville, on est citoyen, on doit participer à la vie de sa localité, au moins dans un premier temps. Deuxième point, l'association est présente dans toutes les bagarres qui se déroulent localement, régionalement ou nationalement. On a des exemples multiples, lorsque le retraité Ali Ziri a été interpellé, tabassé et a perdu la vie suite à cette interpellation, l'ATMF était à l'origine de la création du collectif «Vérité et justice pour Ali Ziri». On a organisé des manifestations, des anniversaires, on prépare le septième triste anniversaire de sa mort. Ce monsieur était rentré au pays auprès des siens, mais il revenait parfois en France pour voir des amis. 69 ans, en juin 2009 il est revenu pour faire quelques achats, il se dirigeait vers le foyer. Il a été interpellé vers 20h, en plein été, contrôle coups et blessures, ils l'ont jeté dans une cellule et voyant qu'il était entrain de perdre la raison, on l'a transporté à l'hôpital et il est mort quelques heures après. Selon l'expertise médicale suite aux qu'il avait reçu, à cette méthode de pliage qui est formellement interdite par la réglementation européenne. 6 ans de procès, la dernière étape c'est la cour européenne des droits de l'homme. Donc la famille avec le collectif et l'avocat allons saisir ce dernier recours. Donc la Palestine aussi, mais surtout je dois dire on fait partie intégrante du mouvement démocratique de ce pays, du peuple de ce pays, nous sommes concernés par toutes les luttes que ce soit à l'intérieur des entreprises et des lieux de travail ou à l'extérieur. Avec cette spécificité qui est que nous sommes très mobilisés pour arracher ce droit de vote des étrangers. Il faut une égalité entre les français de souche et français de branche. On est habitant de ce pays, quand on y est depuis plusieurs décennies et qu'on a fondé une famille, qu'on paie ses impôts. On devrait avoir ce droit ne serait ce que pour donner son avis sur la politique locale. On a pas besoin d'avoir la nationalité pour participer aux élections locales, quand il s'agit de la gestion de la localité. En terme d'environnement, de logement, de création des espaces publics, on peut pas écarter une partie de la population alors qu'elle est sur les autres plans, notamment fiscaux.

L'histoire des femmes

Il y a l'histoire des hommes, j'ai l'impression que c'est une histoire linéaire : ils viennent du pays pour travailler, pour la famille, pour construire la maison, et c'est comme ça. Ils sont dans des foyers ou chez de la famille mais rarement, et la vie continue comme ça. La vie des femmes est vraiment différente, je la trouve plus pleine. Alors c'est pas dire que les hommes n'ont pas d'histoire et des choses à raconter. Mais dans le devenir, dans l'avenir et comment faire pour demain, j'ai l'impression que l'histoire de femmes est plus remplie, il y a plus de choses à dire, ne serait ce que l'homme ne fera jamais, attendre un enfant et élever une famille. C'est vrai que l'histoire des femmes à partir de la naissance, de l'enfance, de l'adolescence, est différente. Elle a déjà plus de responsabilités en tant que petite fille. Il y a toute l'histoire de l'Homme, parce que c'est lui qui va te nourrir, travailler pour toi, comme si la femme était juste là pour s'occuper de lui. Comme si ces responsabilités étaient quelque chose de normal et de naturel. T'as des femmes qui ont la possibilité de vivre une vie comme ça. Pour la plupart des mamans, qui ne savent pas lire et écrire, enfin je parle de la première migration. Les mamans évoluent en même temps que les enfants et veulent aussi rester la maîtresse de ce passé, qu'elles veuillent raconter. Arrivées à l'état de grand mère, elles se disent « Tiens je vais prendre des cours de français ». La plupart des femmes qu'on a en association, les premières en tout cas, c'était des femmes qui avaient déjà des petits enfants. La vie aurait voulu qu'on arrive et qu'on apprenne. Mais c'est pas toujours comme ça : il y a aussi l'autorisation du mari. Certaines femmes voudraient aller en association, ou aller discuter.

Algérie - France

L'immigration c'est une histoire parce que chacun a son chemin. Alors non je ne suis pas arrivée à Argenteuil comme ça : on est arrivés d'Algérie avec mes parents. C'est à dire que je suis venue avec ma mère, mon père était déjà en France depuis une année et on l'a rejoint. C'était en janvier 1950, on a habité Colombes, ensuite Gennevilliers et on est arrivés à la fameuse rue Gounot à Argenteuil. Mon père travaillait chez Citroën il était manœuvre. Moi j'ai été à l'école et quand je suis arrivée, je parlais pas français. Ma mère se débrouillait bien. L'Algérie était une colonie, il y avait le français et l'espagnol que mes parents parlaient. Pour te dire qu'analphabète ne veut pas dire bête ! J'ai été scolarisée. Je me souviens quand on est arrivés c'était Noël.

On roulait pas sur l'or mais on était pas malheureux. Mon père a longtemps travaillé chez Citroën, ouvrier sur machine. A un moment il a travaillé en mairie : quand je dis en mairie c'était avec le balai ! Et ensuite ils sont partis dans le Pas de Calais. J'étais plutôt bonne élève, j'aimais le français, l'histoire et la géographie. Après j'étais l'aînée d'une grande famille, à 8 ans donc la seconde maman, et j'ai pas mal manqué. J'ai pas fait une scolarité entière. Arrivée à mes 14 ans, mes parents me sortent de l'école et me marient. Ils n'ont même pas attendu que je passe mon certificat d'études. Pour mon père du moment que je savais écrire la lettre à la grand mère, et que je ne demande pas aux gens qu'on me remplisse mes papiers, c'était bon !

Mariage et déménagement dans le bidonville

J'avais pas 15 ans que j'avais un enfant. Et puis, je ne vais pas m'étaler sur le mariage, les choses que tu choisis ou pas... J'ai eu un mari qui a toujours travaillé, qui a été un bon papa. A l'intérieur de chez nous on a jamais manqué et bien au contraire tout ce qui était nouveau les enfants l'avaient. Mais, il y a toujours un mais. A 21 ans j'avais 6 enfants, donc j'ai eu 8 enfants. Ma vie : être mal logée, on a vécu dans les bidonvilles, sans eau ni électricité, au milieu des champs. On a habité vraiment dans les logements insalubres : quand on a quitté le bidonville on a habité dans un garage aménagé, ça faisait deux pièces. Tu vois la difficulté d'avoir une enfance pas très heureuse et tomber ensuite dans des endroits que tu n'imaginerais même pas, c'est un parcours difficile. Ce qui me donnait la force, c'est mes

enfants. Ce que j'avais de plus cher. J'ai eu 6 garçons et 2 filles. Mon mari à partir du deuxième il voulait une fille, contrairement aux papas de chez nous qui veulent des garçons ! Et puis la vie, mon mari était aussi un ouvrier, peintre dans les sociétés automobiles. Travail pas facile parce qu'il travaillait en cabine, il avalait une bonne partie des produits toxiques. Comme une bonne partie des familles qui étaient là avaient des travaux difficiles, très difficiles. Tu connais l'histoire des mineurs qui n'arrivent pas à la cinquantaine. On a tous espéré d'aller vers un mieux être, même dans les bidonvilles nos enfants étaient propres. Malgré les difficultés, c'était un moment où les gens étaient solidaires, où ils partageaient, discutaient, échangeaient, on pouvait pleurer, rire. L'histoire des femmes c'est pas toujours de belles histoires, mais tout ça était dans la fraternité et l'échange. Chose qui a disparu dans les HLM : on avait l'eau, l'électricité, l'espace...

C'est une force qu'on a, toutes les femmes mais en particulier les Africaines. Je ne sais pas si imiter les autres ce n'est pas perdre un peu de soi : vivre à l'européenne, ça veut forcément dire évoluer ? Je vois dans notre communauté, où avant on était très près les uns des autres, très fraternels, parce qu'on a connu une certaine misère, quand on est arrivés en France. Pas avec mes parents, mon père a toujours construit, une maison en dur. Une fois mariée, au bout de deux ans, mon mari m'emmène dans un bidonville : c'était la misère. Pas les gens, mais l'endroit, d'habiter dans des cabanes, quelque part où t'es obligé de mettre un poids sur le toit, des pneus pour le vent ! Pas d'eau, pas d'électricité. Même quand il faisait chaud on allumait la cuisinière à charbon, parce que si tu voulais repasser c'était les fers ! La lampe à pétrole, après il y a eu une évolution, les bombonnes de gaz. Les transistor pour avoir de la musique et égayer les journées. Alors ça c'est matériel : nos cabanes à l'intérieur on les avait arrangées, on avait mis du papier, du ciment par terre. Quand tu entrais dans la cabane, tant que tu n'avais pas la visite des souris et des rats ça passait ! Il y avait des habitués : des fois t'avais un rat qui faisait un passage... Moi je vivais dans la trouille : les souris qui faisaient leurs petits dans tes tiroirs. T'as pas de toilettes, tu fais dans un seau que tu vas jeter dans les champs. C'est une rude expérience.

Le bidonville était le Parc des Cerisiers aujourd'hui. Il y a maintenant un foyer pour jeunes handicapés. Par contre, en dehors du matériel, il y avait une solidarité entre les gens que je n'ai pas retrouvé ailleurs : quand on dit que la misère rapproche. On était pas miséreux : nos maris travaillaient, tout le monde travaillait. C'est le travail qui courait après les gens : tu quittais une entreprise le matin, l'après-midi tu avais un autre boulot. C'était pas misérable dans le sens de manquer d'argent, mais c'est l'habitat, et c'est quand même principal.

Vie quotidienne

Parce que quand on traversait, il y avait des petits pavillons. Des français qui nous regardaient passer avec nos carrioles, on avait des charrettes ou des dessous de landaus pour aller chercher l'eau à la fontaine des rosières. On sortait du bidonville, en plus c'était en côte ! Je l'ai pas fait souvent, parce que c'est mon mari qui faisait le plein. Avant on se contentait. On acceptait cette situation là. Aujourd'hui et même il y a quelques années, je pense que l'Etat français ne nous a pas considérés comme des êtres humains, parce qu'on vivait comme des animaux. Quand une personne n'a pas de quoi se laver, n'a pas de toilettes. Tu es à l'état sauvage. Sauf que ça s'appelle Argenteuil où tu habites, et tous ces endroits étaient en dehors, on trouvait pas de bidonvilles dans le centre. Et on laissait ces immigrés qui arrivaient construire des cabanes et vivre entre eux en dehors de la ville. Aujourd'hui on dit « ah ouais mais les HLM, on est les uns sur les autres, c'est pas agréable de voir des tours ». Quand on est arrivés là on était des rois !

Personne ne venait rien nous dire, on avait une assistante sociale qui passait quand elle pouvait passer. Nos cabanes étaient tellement bien arrangées, et il n'y a pas que moi, il y a d'autres familles comme ça, mais c'est vrai qu'à l'intérieur c'était bien. Madame Verdier pour les demandes de logement venait. Y'a des gens qui ont pu trouver dans des hôtels ou chez des gens, mais des gens arabes, y'avait pas de français qui logeaient une famille. En tout cas pas dans les alentours. C'était des petites familles qui se sont agrandies là, donc loger une famille avec 5-6 gosses. Et puis il y avait la guerre d'Algérie à ce moment là, c'était une période difficile pour nous, Algériens en France, et pour les Français qui

partaient à la guerre. T'as des familles en face de toi, leur fils est parti faire la guerre en Algérie, on a pas toujours le bon regard, surtout si l'enfant ne revient pas. On avait souvent des descentes, la police les CRS qui venaient pour regarder ce qu'il se passait, s'il y avait pas des gens du FLN, si il n'y avait pas d'éclans patriotiques. On avait toujours peur que l'un d'eux jette une cigarette et qu'on flambe comme des rats ! C'est vrai. Il n'y avait pas de construction de dur : que des planches, des zinc, des caisses. C'est pas croyable ce que l'homme peut porter, peut accepter par la force des choses, et plier aux conditions de certaines situation. Que tu te dis « Moi mais jamais j'irai la dedans ! ». Mon mari m'a dit : « Alors tu t'estimes plus, au dessus de ces femmes qui sont là ? ». Dans les champs ! Et puis tu t'adaptes.

Il n'y avait rien, des gens qui habitaient dans les cabanes ont fait des épiceries, des boucheries au fur et à mesure. C'était un réseau fonctionnel après. Nous il n'y avait pas de commerçants, c'était que des ouvriers. De l'autre côté, là où il y a maintenant la caserne des pompiers, il y a eu des gens qui ont ouvert des commerces et d'autres lieux. Le Château aussi. Plusieurs quartiers. De l'autre côté un peu plus loin il y avait les gitans avec leurs roulottes. Et voilà. Il y avait des commerces, des femmes qui passaient et vendaient des tissus. Un marché parallèle : les gens venaient à nous. On avait la sortie une fois par mois ou deux fois par mois. On allait à la Croix Rouge pour la PMI, et là on se rencontrait, les femmes d'un quartier, les autres d'un autre quartier. C'était une sortie, on était habillées avec les vêtements de chez nous ou à l'européenne. Et il y avait les femmes qui apportaient des tissus, des nouveaux modèles d'Alger, d'Oran, les bijoux, c'était un lieu de marchandise et marchandage. Tu vois ça aujourd'hui ? Je pense que c'est une qualité, de s'habituer, on voit que le beau du côté. Il y a eu des accidents graves : à Nanterre, deux petites filles sont mortes brûlées. Et la gadou, la saleté, tu voudrais être propre mais t'es sale, ça fait toujours négligé. L'été c'est plu gai mais bon... Mais c'est l'un des meilleurs souvenirs d'amitié et de fraternité que je garde. On était tous à la même enseigne, pas une qui avait plus que l'autre.

Et ça ne reste pas un mauvais souvenir. On était cabane contre cabane. La journée on était entre femmes, on passait nos après-midi dans les champs. Il y avait les agriculteurs, les paysans qui avaient des terres, ils nous disaient : « Vous pouvez vous servir mais surtout ne saccagez pas ». Mais nous on était pas là pour voler des pommes, on avait le respect. Une chose qui était instaurée sans être dite, c'est le respect de l'autre. Les hommes se retrouvaient le soir. L'après midi les femmes faisaient le thé, des gâteaux, et on riait, on parlait, on pleurait. Tout ça ensemble. Plus que de l'amitié, une fraternité. Le bidonville c'était beaucoup d'Algériens. Pour la plupart, elles sont venues en France pour vivre mieux, et elles se retrouvent dans des baraques sans eau, sans électricité, alors que même dans le village où elle était il y avait l'électricité. Qu'est ce que c'est ce bonhomme qui te ramène en France, tu sais la grandeur, l'image qu'on peut se faire, et l'image qu'ils donnent au pays ! Les mensonges de l'homme qui qu'on va vivre mieux. La seule chose qui pouvait être mieux c'était de ne pas avoir les tueries pendant la guerre. Pour certaines femmes c'était le déchirement, l'éloignement, la déception a été très grande. On était aussi soumises aux hommes, et c'était eux qui faisaient la pluie et le beau temps. Comme partout, il y avait des hommes gentils et des brutes. On était là pour consoler ou se faire consoler. C'est quelque chose qui n'était pas calculé, c'est vraiment dans le partage. Ce partage a diminué dans les HLM, on s'est tous pris pour des Américains. Moi je n'y suis pas arrivée directement, on a bougé du bidonville mais c'était toujours des logements vétustes, dans un garage. 3 ans dans un lieu où tu ne te retrouves pas, tu ne te reconnais pas. Dans ta tête tu as quand même un cerveau et tu aimerais vivre mieux, être ailleurs, comment faire ?

Arrivée à la ZUP

Aujourd'hui l'échange ça existe, mais c'est dosé ! Il y a des moments ponctuels qui font qu'on se rapproche, mais c'est pas ça la fraternité, et on est tous rentrés dans ce système tu vois. Plus ou moins, on est moins liés, même le voisinage est différent. On est plus à l'écoute et à l'entraide qu'il y avait. C'est l'évolution du monde, tu peux pas courir après ta voisine si elle a pas envie de te recevoir ! Eh copine !

On est devenu aussi plus individualistes. Par rapport à ce qu'on avait c'était Manhattan : les écoles à côté, le sport pour les enfants. On faisait plus attention à ce qu'on avait. On a trouvé un certain confort, c'est les histoires des HLM. On dit que c'est des immeubles qui ne devraient pas exister, moi je dis que pour la situation de l'époque, on aurait pas pu faire des petites maisons pour tout le monde. Ce qui a manqué c'est les structures autour : services, jeux pour les petits, des maisons de quartier qui n'existaient pas à l'époque, mais même jusqu'à aujourd'hui c'est pas suffisant. Voilà, ce qu'on espérait c'est que nos enfants réussissent à l'école, qu'ils n'aient pas la vie qu'on a eu. Que nos enfants n'aillent pas sur les chantiers sauf si c'est leur kiff... Aujourd'hui je le vois comme ça : qu'est ce que la réussite ? Chacun la voit de façon différente. C'est l'apprentissage de la vie, les changements de situation, de temps, de siècle.

La première fois que je suis allée dans une association, on habitait le quartier du Marais, elle s'appelait Contact ou je ne sais plus. Et là il ya des cours de couture, de français. J'en parle à mon mari qui souhaitait la couture, il voulait ça pour notre fille aussi. J'avais jamais touché à la couture. En fait j'ai donné des cours de français avec les bénévoles, et mon mari m'a dit « tu n'y vas plus ». Ca c'était en 65, on est arrivés à la ZUP après en 69. Et donc j'y suis allée 4-5 fois et je ne voulais pas apprendre la couture mais aider les assistantes sociales. Comme quoi même si certaines femmes veulent avancer, il y a toujours le frein parce qu'il faut pas qu'elle le dépasse dans ses connaissances.

Se retrouver seule avec 8 enfants

Pour revenir à l'histoire de Mimouna : j'ai 8 enfants, à 34 ans je perds mon mari, il décède à l'âge de 47 ans. Et me voilà seule avec mes 8 gamins. Dans mes enfants j'en ai un qui a la polio, on habite à Sartrouville dans ce fameux garage. On parle d'insalubrité, mais je me dis aussi qu'il y a des enfants de riches qui étaient aussi à l'hôpital de Garches. C'est les douleurs de la vie : c'est rare qu'avec 8 enfants tout se passe dans le bonheur et la joie. Arrivée au titre de veuve je ne savais pas quoi faire puisque mon mari gérait l'argent. On avait pas un loyer de retard. Ca a été le chamboulement complet parce que je ne savais pas gérer ! Et je voulais gâter mes enfants quand mes allocations arrivaient, mais bon après on dansait devant le frigidaire ! Au fur et à mesure du temps j'ai appris. Mon rôle c'était la maison, les enfants, le ménage, tout ce qui a trait aux papiers etc... Mais pas l'extérieur ! C'est pas évident d'en parler comme ça aujourd'hui, parce que j'ai l'impression que c'est une autre femme, qui vivait dans une ignorance de l'extérieur. J'étais pas cloîtrée : je sortais, on accompagnait les enfants à l'école, on allait faire les courses, mais la vie en dehors de ça on ne la connaissait pas trop.

Les enfants grandissent, et moi quelle image j'allais donner de cette mère qui arrive à 34 ans, qui n'a pas été capable de travailler dehors, qui ne connaissait pas l'extérieur. Je savais élever des enfants et faire du ménage. Chose importante, parce que ça il faut que ce soit entendu : quand mon mari est décédé, mes voisines me disaient « Mimouna t'es toute seule, t'as pas d'argent, t'as le droit à des aides ». Je vais donc à la mairie d'Argenteuil et j'explique ma situation au CCAS, elle me demande si je suis française, je le dis non, et elle me dit « allez voir votre consulat alors ». Je vais voir mon consulat à Saint Ouen l'Aumône et ils me donnent 30 francs, je leur demande combien de fois et ils me disent : « Ah non nous on a pas d'argent pour les gens d'ici ». Je retourne à la mairie et cette dame me dit « Vous savez votre fils qui passe son bac, il ferait mieux d'aller travailler » et la j'ai senti ma tête cogner au sol et je me suis réveillée dans un bureau tellement elle m'avait blessée et je me suis jurée que j'y retournerai pas. C'est peut-être un bien pour un mal, mais je suis pas d'un tempérament à être assistée, et je ne voulais pas que mes enfants apprennent ça de moi. Donc j'ai gardé des enfants, j'ai eu la chance d'avoir des parents réglo : une instit de la maternelle, un professeur d'anglais et d'autres au fur et à mesure. Et puis c'est devenu trop, entre le ménage, les enfants et les enfants des autres pour qui je faisais doublement attention. Au bout d'un moment j'ai craqué. Le médecin m'a dit d'arrêter, il m'a dit qu'il fallait sortir, même pour faire des ménages. Donc j'ai fait quelques heures de ménages dans un foyer en bas de chez moi, chez une dame qui voulait m'aider. J'ai appris beaucoup de cette dame que je vois encore. Je lui disais : « Claire c'était quand même bien quand j'étais dans l'ombre de mon mari ».

La montagne vivra

Après c'est une page qui est tournée. Sur ma carte de résidence je n'avais pas la mention « travailleur salarié ». Quand je l'ai eu, j'ai eu l'honneur d'aller m'inscrire à l'ANPE, premier pas vers l'extérieur. Et là je rencontre un Monsieur qui me demande ce que je voulais. Je me présente : je suis mère de 8 enfants, j'ai des heures de ménages qui ne me suffisent pas, j'en voudrais plus, dans les entreprises, dans les usines, n'importe où. Et il m'a laissé parler de ma vie, et je lui disais que même les chiottes de Saint-Lazare je les nettoierai ! Et il me dit : « Vous n'avez pas d'autre ambition que de nettoyer les toilettes de St Lazare ? ». Je lui dis non, pour avoir de l'ambition il faut avoir des diplômes et je n'en ai pas. Il me dit « Mais il n'y a pas autre chose ? ». Je lui dis « Vous savez en vous attendant, je vois des gens qui sont là qui ne savent pas lire et écrire, on peut pas dire qu'il y a un bon accueil ». Il me dit « Ah oui mais pour travailler à l'ANPE faut être français ». Il avait rien à me proposer ce jour là. Au bout de trois semaines il m'appelle, pour me parler d'une association à Cormeilles qui cherche une formatrice pour des jeunes en difficulté. Et je lui dis : « Mais monsieur, qu'est ce que je vais leur dire ? ». Ils me donne l'adresse. J'en parle à mes enfants le soir, je leur dis que je vais aller devant des français qui vont se moquer de moi ! J'ai fait que la primaire ! Mon fils arrive le lendemain avec un paquet : dans ce qu'il y a tu peux y mettre des livres mais tu pourras aussi y mettre une gamelle. C'était un sac que j'ai toujours. Et là, je décide d'appeler, on me donne un rendez vous à Cormeilles. J'avais jamais pris le train du Val d'Argenteuil à Cormeilles. Je suis arrivée à la montagne vivra, en leur disant surtout ne me prenez pas !

Alors là où on c'était arrêtées c'était au moment où mon mari décède en juillet 1976. Alors oui je n'avais que le certificat d'études, mais j'avais tellement envie d'apprendre qu'avec mes enfants je vérifiais leur devoirs, je regardais. J'ai quand même gardé le goût de la lecture, avec mes enfants il y a eu des livres. Mon mari ne l'a jamais empêché, l'instruction des enfants c'était à 100%. Avant son décès, je sortais mais pour aller marché, ou quand on est arrivés ici, aller faire des courses sur la dalle, voilà. C'était super sur la dalle, un autre visage que celle d'aujourd'hui. C'était vraiment agréable, il y avait des boutiques diversifiées, des espaces pour s'asseoir, une vie. Du fait d'avoir été mal logés, les gens retrouvaient une façon de vivre. D'arriver des bidonvilles dans un appartement, les enfants ont chacun leur lit, deux par chambre, alors qu'on était avant 8 dans un deux pièce tu vois. Je crois que tout ça les gens l'ont apprécié : le bois de Cormeilles juste à côté. Une fois que mon mari était parti il n'y avait plus trop de visites, sauf du voisinage ! On est arrivés dans cet immeuble tous en même temps, on était mélangés.

Je suis arrivée à la gare, j'ai pris le chemin et j'ai fait demi-tour. Bon après je ne me suis pas dégonflée je suis arrivée à « La montagne vivra ». Elles ne m'ont pas donné de réponses le jour même. C'était un foyer où il y avait des jeunes avec des problèmes, en procédure judiciaire, pas forcément délinquants, mais des familles à problèmes. Et les enfants sont au foyer en attendant la décision. Et je me disais « il y a de la place ici, s'ils me donnaient quelques heures de ménage ce serait bien ! ». Je m'en serai contentée. On me dit : « Vous allez passer une matinée avec les jeunes ». J'arrive le lendemain à 9 heures, il y a un groupe de 15 jeunes qui, une fois dans la salle : il y en a qui fument, qui mettent les pieds sur la table, et ils me regardent. Ils disent : « Ah oui c'est elle qui va nous parler de la famille ! » Ils m'avaient donné ce thème là. Je savais pas comment faire, j'ai même pas pu en place une et au bout d'un moment je leur dis : « Puisque vous ne voulez pas discuter ni vous présenter, je me présente pour la place de formatrice et je suis pas du tout sûre qu'ils me prennent et comme vous non plus ne voulez pas en discuter, je me présente et je m'en vais ! Je m'appelle Mimouna Gaouaou, j'habite à Argenteuil à la ZUP et j'ai 8 enfants ». Les filles me disent : « T'as des filles ? Et tu les laisses sortir ? Et les garçons ? ». Et puis c'est parti comme ça, il n'y a pas eu de pause, et jusqu'à midi on a discuté comme ça. Et avant de partir deux filles sont venues me parler, elle avaient 16 ans, un parcours de femmes, ce qu'elles vivaient, ce que la famille laissait faire... Puis on s'est dit au revoir. Il y avait trois françaises, le reste étaient Algériens et Marocains, du Maghreb.

Je suis revenue à la journée porte ouvertes. Entre temps j'ai un rendez-vous avec la présidente de l'association, qui est Maître Mercier, une femme, à Pontoise, beaucoup plus loin de Cormeilles. J'étais

à peine assise qu'elle me dit : « Vous savez nous avons réfléchi mais il nous faut un formateur, un homme parce qu'il faut de la poigne, c'est un groupe qui est dur : ». Je lui dis « C'est vrai que d'autres personnes avec de l'expérience se sont présentées, et je ne suis pas prioritaire sur ce travail. Mais ce qui m'étonne c'est que vous me parlez d'hommes et de poigne. J'ai 8 enfants à la maison et je n'ai pas besoin de crier pour me faire entendre ! Et ce qui m'étonne de votre part, c'est qu'il n'y a pas très longtemps les femmes se sont battues pour porter la robe et entrer dans un tribunal et faire le travail que vous faites aujourd'hui ». Je suis sortie j'étais contente de moi !

Donc les jeunes me font visiter le foyer : le rez-de-chaussée et à l'étage il y avait deux salles. Je m'appête à partir et là il y a une journaliste de la ville qui prenait des photos. Je leur dis au revoir et que c'était gentil de m'avoir accueilli. Il me disent qu'ils ont décidé de me garder. Alors j'étais contente, mais la trouille ! Comment je vais faire ? Me voilà formatrice un mois à l'essai. Et puis je ne sais pas, ça a été super. Ces jeunes, je les ai considéré comme des enfants. Les jeunes d'autres groupes voulaient venir ! Sans me vanter, mes fin de stage, c'était formidable, j'avais des solutions. Et je pense que ça a joué, le fait que même si c'était à cette époque là, en 82, j'étais l'aînée des formateurs, et j'étais une arabe, parce qu'il y avait une majorité d'enfants Maghrébins. J'avais forcément une façon de faire autrement que mes collègues. Je suis restée 4 ans dans cette association. J'ai eu un super anniversaire surprise pour mes 40 ans, première fois qu'on me le fêtait en dehors de la maison, c'était inespéré. J'avais l'impression en travaillant que les choses sortaient comme ça de ma tête ! C'était vraiment pas les plus doux ces ados, c'était des cas difficiles ! Inespéré, inespéré, on va s'arrêter là ?